

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
REVENDEICATIONS ÉCONOMIQUES

DES
ASSEMBLÉES PRIMAIRES EN JUILLET 1793

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 29 mai 1911, à 3 heures

PAR
A. MAZAUD

Président : M. DESCHAMPS, professeur.
Suffragants : } *MM. FERNAND FAURE, professeur.*
 GIDE, professeur.

PARIS
ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

44, Rue Victor Cousin, 44

1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
REVENDICATIONS ÉCONOMIQUES

DES

ASSEMBLÉES PRIMAIRES EN JUILLET 1793

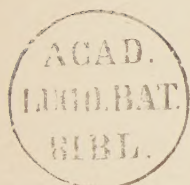
THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 29 mai 1911, à 3 heures

PAR

A. MAZAUD



Président : M. DESCHAMPS, professeur.

Suffragants : } *MM. FERNAND FAURE, professeur.*
 GIDE, professeur.

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor Cousin, 11

1911

LES REVENDEICATIONS ÉCONOMIQUES

DES
ASSEMBLÉES PRIMAIRES EN JUILLET 1793

AVANT-PROPOS

On a beaucoup écrit sur la Révolution ; nulle période de notre histoire n'a inspiré tant d'écrivains et fait éclore tant d'ouvrages divers. Cependant, si vaste, si complexe est ce champ d'études, que certains veulent encore y glaner. Des chercheurs infatigables s'efforcent à pénétrer toujours plus intimement ce labyrinthe historique. Leurs efforts ne sont pas toujours vains. De la poussière des archives naissent des documents nouveaux. L'histoire se transforme ainsi en se complétant. Des affirmations de jadis tombent aujourd'hui d'elles-mêmes, sous la puissance d'arguments nouveaux ; des sujets vagues et obscurs, deviennent plus intelligibles.

C'est que nulle période n'a présenté des événements si divers dans un laps de temps si court. On y trouve un amoncellement de lois, de décrets, de

rapports, dictés souvent par des principes opposés. Peu d'idées directrices nettement définies, mais des expédients, des mesures provisoires.

Dans un semblable imbroglio, il est souvent difficile de se prononcer d'une façon absolue sur un grand nombre d'événements. C'est que les documents révolutionnaires sont multiples et souvent aussi contradictoires. Ils sont de plus disséminés un peu partout à travers la France, et les archives départementales renferment quantité de documents, qui lorsqu'ils seront connus, éclaireront d'un jour nouveau, bien des phases obscures de cette sombre époque. Ils nous montreront l'âme véritable de la France, en dehors de Paris et du monde officiel, ils nous peindront l'état des villes et des campagnes, ils nous feront connaître enfin sur la vie de nos pères, une foule de détails, ignorés jusqu'alors.

C'est que les auteurs contemporains se sont surtout attachés, à étudier de la Révolution, les grands faits historiques. Il peut être intéressant pour nous de savoir *comment moururent* les Girondins et de lire dans de longues études, les hauts faits des années de la République. Mais ce n'est pas assez. Un peuple ne vit pas seulement d'idéal, il a une vie économique, qui diffère selon les époques et les circonstances. Et si, comme nous le pensons nous-même, il existe une corrélation étroite, entre les grands faits sociaux d'un peuple et son état économique, on conçoit par là même que ces travaux nouveaux, ces recherches récentes, comportent un intérêt toujours

plus grand. Beaucoup de faits historiques et des plus importants ont leur cause première dans les besoins et misères des peuples, dans leur désir bien naturel d'une vie toujours meilleure. Les mêmes crises économiques amènent souvent aussi les mêmes faits sociaux (1).

Les Français firent la Révolution, parce qu'ils étaient misérables, parce que les privilèges et abus de toutes sortes étaient pour eux des obstacles insurmontables à toute amélioration de leur sort. Les cahiers des États, connus jusqu'à ce jour, ne nous montrent pas dans les Français de 1789 des révolutionnaires farouches, des nihilistes exaltés, mais des hommes plutôt modérés, très dévoués à leur roi et ne demandant qu'un peu plus de bonheur. La Révolution libéra l'individu de toutes les entraves qui pouvaient lui nuire dans la poursuite de son idéal.

L'histoire contemporaine s'ouvre sur ce grand mouvement populaire. Ce n'est pas sans efforts et sans souffrances que l'on pouvait rompre avec un passé si long. Comment vécurent nos pères pendant ces années de gloire, durant lesquelles le drapeau tricolore fit le tour du monde? c'est ce que l'on ne connaît pas encore assez. On ignore généralement que le peuple souffrit beau-

1. Il est un cri qui, à travers les siècles, a retenti dans toutes les périodes de troubles : « Du pain. » C'est en demandant du pain que la plèbe romaine se scinda d'avec le reste de la population et se réfugia sur le mont Aventin. C'est également à ce cri, mille fois répété par une foule affamée, que le 5 octobre 1792, Louis XVI dut quitter définitivement son palais de Versailles pour rentrer à Paris, où désormais jusqu'à sa mort il devait rester le prisonnier de son peuple.

coup, que la misère était grande et la famine permanente. Des économistes de talent se sont attachés à faire la lumière sur ces questions encore nouvelles ; mais le travail est immense et malgré les résultats déjà acquis il reste encore beaucoup à faire. C'est que nombre de documents sont encore ignorés et nous ne savons les surprises qu'ils nous réservent.

Aussi faut-il se féliciter grandement, qu'une commission spéciale placée sous le patronage du ministre de l'Instruction publique, ait été chargée de rechercher et de publier tous les documents inédits relatifs à la vie économique de la Révolution. Des comités départementaux vont à leur tour dépouiller les archives préfectorales et nous faire connaître ainsi plus intimement ce que fut la vie en province à cette époque. Ce sera un travail évidemment long mais qui, nous n'en doutons point, sera poursuivi jusqu'à bonne fin. Du reste, un assez grand nombre de volumes ont déjà paru qui sont d'un bon présage pour l'avenir. De nombreux cahiers de doléances de 1789 ont également été publiés et les bulletins trimestriels de la Commission centrale contiennent toujours quelques renseignements nouveaux.

Un de ces bulletins publiait naguère (1) un exposé des revendications économiques des assemblées primaires en juillet 1793. La lecture de ces documents inédits nous a déterminé à prendre cette question comme sujet d'une étude que nous savons ne pas

1. Année 1906, 4^e trimestre.

être originale, mais que nous voudrions tâcher, du moins, de faire complète et intéressante.

C'est que ces revendications ne consistent pas un fait isolé et indépendant dans l'histoire de la Révolution. Émises spontanément par certaines assemblées lors du vote sur la Constitution de 1793, elles nous donnent des renseignements d'un grand intérêt sur l'accueil qu'en certaines contrées le peuple réserva aux premières lois révolutionnaires et sur les conséquences qui découlèrent de leur application.

Étant donné l'importance que nous attribuons à ces doléances, nous avons pensé que nous devons faire mieux qu'un exposé sommaire de leur forme et de leur teneur. Comme elles se classent seulement en quelques chefs, il nous a paru bon, en effet, de rechercher les causes génératrices de chacune d'elles, tant dans les cahiers de 1789 que dans la législation touffue de l'époque.

Et lorsque, comme conclusion, nous aurons indiqué la portée générale qu'il faut attribuer à ces diverses revendications, notre étude apparaîtra moins décousue, formant un ensemble assez compact où nous aurons fait effort, pour ne laisser dans l'ombre, rien de ce qui pourrait lui donner plus de clarté.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Ce que furent les assemblées primaires de juillet 1793

Après avoir élaboré à la hâte la fameuse Constitution de l'an I qu'elle savait non viable, la Convention crut bon, pour ranimer les courages abattus, de la soumettre à la ratification du peuple dans un plébiscite solennel. Dans son décret du 27 juin 1793, elle prescrivait aux administrations préfectorales d'envoyer dans les trois jours après sa réception l'acte constitutionnel aux municipalités. Mais elle ne fixait pas de date pour la réunion des assemblées primaires.

Il était de toute évidence que la Constitution ne pouvait arriver le même jour à Bourges et à Perpignan. C'est pourquoi, la Convention crut préférable de donner aux administrations locales la mission de convoquer les assemblées d'électeurs.

Paris vota dans les premiers jours de juillet. La

grande majorité des départements se prononça les 14 et 21 du même mois. Firent exception, l'Aude, l'Aveyron, le Calvados, les Côtes-du-Nord, le Finistère et quelques autres qui se prononcèrent seulement les 21 et 28 juillet suivant les districts. Les Assemblées primaires du Var, des Hautes-Alpes, des Basses-Alpes, en raison de leur éloignement ; celles des provinces de l'ouest, en raison de la guerre civile, ne se réunirent que bien longtemps après.

Dans chaque département, contrairement à ce que l'on pourrait croire, toutes les assemblées ne votèrent pas le même jour pour des raisons que nous ignorons généralement. Mais, fait plus caractéristique, dans un même district, les cantons ne se réunirent parfois qu'à deux, trois et même huit jours d'intervalle. Dans les cantons des Andelys, par exemple, trois des sections sur cinq se réunirent le 14, une autre le 21 et une autre le 28 juillet. Pourquoi cela ? Nous l'ignorons encore.

Il convient de signaler que la plupart des administrations locales avaient convoqué les assemblées pour un dimanche, sans doute pour permettre aux citoyens de venir remplir au chef-lieu de canton leur devoir civique sans perdre une journée de travail. De fait, la majeure partie des assemblées primaires se tint les 7, 14, 21 et 28 juillet qui en 1793 se trouvaient être des dimanches.

Mais dans bon nombre de cantons, le vote sur la Constitution eut lieu à des jours ouvrables. Ainsi Paris vota les mardi 2, mercredi 3, jeudi 4 juillet.

Il en fut de même à Mâcon, Nantes et dans un certain nombre d'autres districts. A Rouen deuxième section, le vote qui eut lieu le 14 juillet fut continué le lundi 15 et mardi 16 « parce qu'un grand nombre « de citoyens étaient occupés au service de la chose « publique et qu'ils ne pouvaient se rendre à la sec- « tion » (1).

Cependant on peut affirmer sans crainte et nous le verrons par la suite que le fait des réunions à des jours ouvrables contribua puissamment à accroître le nombre des abstentions dans les campagnes.

Les remarques précédentes, nous amènent à constater qu'aucune règle fixe n'intervint dans la réunion des assemblées primaires. Sans doute, la guerre civile d'une part, l'éloignement de Paris, d'autre part, peuvent expliquer quelques-unes de ces irrégularités. Mais beaucoup restent pour nous une pure énigme. Nous croyons cependant qu'il y eut, chez quelques administrateurs, une apathie et une indifférence telles, qu'ils négligèrent de convoquer à temps leurs concitoyens. Certains s'en plaignirent vivement. Nous voyons ainsi un maire du district du Mans se récriminer auprès du Président de la Convention de n'avoir reçu que le 27 juillet, c'est-à-dire un mois après sa promulgation, le fameux décret du 27 juin.

Mais en toute justice, il faut bien reconnaître que le manque d'empressement des citoyens à venir voter contribua dans un certain nombre de cantons,

1. *Archives nationales*, BII, 28, n° 333.

d'autres causes aidant d'ailleurs, à reculer la date du vote sur la Constitution, en un mot, à faire ajourner la réunion. A Saint-Léon, district de Sévérac, la réunion fut ainsi renvoyée du 21 au 28 juillet par manque d'électeurs. Pour le même motif, le vote fut ajourné du 14 au 21 juillet dans le canton d'Axfeld dans les Ardennes. D'une façon générale, sur une centaine d'ajournements, on peut en compter une quarantaine dus à cette cause. Les assemblées primaires qui durent s'y résoudre s'expriment toutes de la même manière : « Aujourd'hui à telle date... » « l'assemblée primaire du canton de... s'est réunie... » « vu le petit nombre de citoyens présents, l'assemblée s'est ajournée à telle date. » Plusieurs assemblées durent même s'ajourner à deux ou trois reprises. Le but que l'on cherchait, c'est-à-dire la réunion d'un plus grand nombre possible d'électeurs ne fut pas toujours atteint. C'est ainsi qu'à Passais (Orne) 40 citoyens assistaient à l'assemblée le 21, et il n'y eut que 57 présents le 28 juillet, en somme, un nombre bien peu supérieur.

Il convient de remarquer que l'on se trouvait à l'époque de la moisson, période d'activité extrême. Les travaux des champs empêchèrent une grande partie des paysans et des ouvriers ruraux à prendre part à cette grande consultation du suffrage universel. Innombrables sont les procès-verbaux et lettres des présidents des assemblées qui de tous les points de la France, expliquent par là le petit nombre des votants. C'est ainsi que dans l'adresse du bureau pré-

sidant l'assemblée de Saint-Brieuc, nous lisons ce passage bien significatif : « Nous aimons à penser que
« vous ne serez pas surpris du petit nombre de suf-
« frages en faveur de l'acceptation de la Constitution,
« quand vous considérerez que des concitoyens pres-
« que tous laboureurs, que les travaux des champs tien-
« nent éloignés des lieux où ils pourraient s'instruire
« manquent des connaissances et des lumières qui
« pourraient leur faire sentir le prix de la Constitu-
« tion qui leur est donnée et que les besoins de leur
« famille et leurs pénibles occupations les rendent
« indifférents à tout ce qui ne tient pas aux succès
« de leurs cultures (1). »

D'autre part, les difficultés des communications amenèrent aussi bien des abstentions. De nos jours, le paysan s'abstient souvent d'aller voter lorsqu'il est trop éloigné du chef-lieu de sa commune ; qu'était-ce donc en 1793 quand il devait se rendre au chef-lieu du canton ou de la section du canton.

D'autres ajournements résultèrent soit de dissidences pour la formation des bureaux, soit de raisons d'ordre particulier, soit enfin qu'on voulût laisser aux citoyens le temps de la réflexion. C'est ainsi qu'à Château-Thierry l'assemblée réfléchissant que le peu de temps qui a existé entre la promulgation de l'assemblée et sa tenue n'a pas permis à tous les citoyens de se présenter, que d'ailleurs il en existe sans doute qui croient devoir à cet égard l'examiner scrupu-

1. *Arch. Nat.*, B II, 7, n° 116.

leusement (1) », décida de s'ajourner à plus tard.

C'était une règle posée par le décret du 27 juin que les assemblées primaires devaient se tenir au chef-lieu de canton, mais il était d'un usage constant que l'assemblée se divisait en un certain nombre de sections lorsque le chiffre des citoyens inscrits dépassait 600. Dans presque toutes les grandes villes, il y eut ainsi un nombre plus ou moins considérable de sections : 28 à Bordeaux, 20 à Nantes. La plupart des villes de population moyenne se divisèrent en deux sections : l'une la section *intra muros* où votaient les citoyens de la ville, l'autre la section *extra muros* où devaient se réunir les citoyens de la banlieue. Souvent les deux sections se réunissaient dans la ville même, soit dans des locaux différents, soit dans le même local.

Mais le chiffre normal des sections fut dépassé en raison surtout de ce qu'un certain nombre de communes soit parce qu'elles avaient une population relativement considérable, soit parce qu'elles étaient trop éloignées de leur chef-lieu de canton, refusèrent d'aller au chef-lieu et votèrent chez elles. C'est ainsi que la commune d'Auzy (Saône-et-Loire) jugea qu'avec ses 234 inscrits elle avait le droit de se constituer en section à part d'autant plus qu'elle était éloignée du chef-lieu de canton.

Quelques mots seulement sur les locaux où se tinrent les assemblées primaires.

1. *Arch. Nat.*, B 11, 1, n° 125.

La plupart se réunirent dans les églises et chapelles, dans les salles d'école, en raison simplement de ce que ces endroits étaient en général les plus vastes et les plus propes à contenir un nombre assez considérable de personnes. D'autres enfin, comme l'assemblée de Rouillac (Charente) préférèrent se tenir en plein air autour de l'arbre de la liberté.

Une question très importante est celle de savoir quels sont ceux qui participèrent à cette grande consultation nationale. En effet les votes d'une assemblée, ses revendications, ne sont que l'image, le *compulsum* de la pensée de ses membres. Nous nous attacherons donc à ce sujet avec intérêt.

L'Assemblée législative avait établi le suffrage universel les 10 et 11 août 1792, en supprimant toutes les distinctions entre les citoyens actifs et non actifs. Par un décret complémentaire du 27 août, elle avait exclu du suffrage, les domestiques, les citoyens « attachés au service habituel des personnes » (1). La Constitution de 1793 ne comportait aucune exclusion, et comme la Convention voulut en assurer l'application même avant son approbation par les électeurs, nous devons nécessairement en conclure que le système établi par les décrets des 10 et 11 août fut le seul appliqué.

Les procès-verbaux de certaines assemblées primaires, pourraient cependant nous faire croire que le suffrage ne fut pas aussi universel. C'est ainsi que

1. Aulard. *Histoire politique de la Révolution française*. Paris 1905.

les procès-verbaux des assemblées de Saint-Pourcain (Allier), de Quinsac (Gironde) nous apprennent que les citoyens actif se réunirent pour voter. Dans le canton de Gaud (Basses-Pyrénées) ne votèrent dit le procès-verbal que « les citoyens actifs et fils d'actifs ».

Il serait pourtant, croyons-nous, téméraire d'affirmer qu'il y ait eu là violation de la loi. Nous pensons plutôt que les secrétaires des assemblées gardèrent le terme périmé de citoyen actif sous l'influence de l'habitude et que pour eux, citoyen actif voulait dire citoyen ayant droit de vote. Dans une protestation que la commune Villeneuve (Oise) adressa à la Convention, nous lisons en effet : « Le canton de « Méru district de Chaumont est jusqu'à ce jour di-
« visé en deux sections : celle du dit la Villeneuve a
« donné plus d'une fois jusqu'à 700 électeurs alors
« que l'âge requis pour voter était fixé à 25 ans. La
« qualité de citoyen actif était interdite à la domes-
« ticité. Maintenant que tous les individus sont égaux
« devant la loi, que le vote est permis aux citoyens
« qui ont atteint 21 ans, cette section peut compter
« plus de 4.000 électeurs (1). »

Mais il y eut des illégalités commises. C'est ainsi que la cinquième section de Rennes décida que voteraient seulement les citoyens réunissant les deux conditions suivantes : domicile d'un an et inscription sur le registre de la garde nationale.

1. *Arch. Nat.* BII, 22 n° 228.

D'autres assemblées comme celles de Troyes et de Chaumont exclurent « les suspects, les aristocrates ». Mais en somme, nous pensons que ces restrictions au suffrage universel furent rares. Il y eut même, dans certaines assemblées, une innovation remarquable : ce fut l'admission des femmes. Le droit de vote leur fut reconnu ainsi qu'aux enfants. Généralement, le vote dans ce cas ne fut qu'un vote d'ensemble, par acclamation. A Lamballe (Côtes-du-Nord), plus de trois cents femmes vinrent ainsi adhérer à la Constitution. A Montivilliers (Seine-Inférieure), à Auxerre, non seulement les femmes, mais encore les enfants vinrent s'unir aux citoyens pour rendre hommage à la Constitution. Ce n'était là que des adhésions morales, mais dans deux assemblées, à Laon et à Pontoise, les femmes votèrent réellement comme les citoyens.

Nous ne dirons rien sur la nomination du bureau de chaque assemblée, et peu de chose sur les discours et serments qui furent prononcés au cours de ces réunions. Beaucoup de ces discours sont pleins d'emphase et semés d'allégories. Pour fixer sur le ton de l'époque, il nous suffira de rapporter les paroles prononcées par le citoyen Haution, ministre des catholiques à l'assemblée primaire du canton de Vervins : « Arbitre suprême des empires qui tenez dans votre main les destinées d'une nation qui survit déjà (?) confondue dans les secours miraculeux de votre providence, couvrez de votre aile un peuple qui dans sa régénération va se rapprocher

« de l'époque où le genre humain sortit de vos
« mains créatrices, apaisez les esprits de puissances,
« laissez-vous toucher au pitoyable spectacle que les
« guerres offrent à vos yeux, que la désolation des
« villes et des campagnes aille attendrir votre clé-
« mence (1). » On vota par acclamation l'insertion de
cette harangue dans la lettre au président de la Con-
vention.

Car si la Constitution fut votée au milieu de mul-
tiples manifestations de la joie populaire, l'immense
majorité des assemblées, pour ne pas dire toutes, ne
voulurent pas garder leur enthousiasme par devers
elles, mais elles tinrent à honneur de témoigner leurs
sentiments à la Convention dans des adresses dont
elles confièrent la rédaction au président et au se-
crétaire de leur bureau.

Dans ces adresses on se bornait généralement à
jurer « d'être fidèle à la loi, à maintenir la répu-
« blique une et indivisible, à protéger la sûreté des
« personnes et des propriétés, à reconnaître la li-
« berté et l'égalité ».

On y remarque surtout une insistance continue à
vouloir maintenir la sûreté des personnes et surtout
des propriétés. La peur de la loi agraire que la Con-
vention avait interdit par son décret du 18 mars de
proposer sous peine de mort, tenaillait les esprits.
Nous voyons ainsi la municipalité d'Ebreuil dans
l'Allier s'exprimer en termes : « La république une

1. *Arch. Nat.* BII.I, n° 188.

« et indivisible, la liberté, l'égalité, sûreté des propriétés et des personnes, la Constitution populaire
« et bienfaisante ; demeurer sincèrement unis à la
« Convention, désapprouver tout ce qui pourrait éloigner de ce centre d'unité, des lois émanées de la Convention ou la mort (1). » Les adresses de nombreuses municipalités ne sont pas moins fermes ni moins catégoriques.

On peut se demander si beaucoup de citoyens ne furent pas obligés de cacher leurs sentiments. Il y eut certainement quelques cas d'intolérance et dans ce cas, les assemblées se bornèrent le plus souvent à expulser purement et simplement les citoyens qui, d'une manière quelconque, auraient pu contrecarrer la volonté de la majorité. Mais, somme toute, ces cas furent plutôt rares et les assemblées se tinrent dans le calme le plus complet, et même étant donné l'ignorance et le peu d'expérience politique des Français de 1793 et la surexcitation des passions amenée par la guerre civile, on est étonné qu'une liberté si complète ait pu se réaliser.

A part quelques rares exceptions, le vote dans les différentes assemblées eut toujours lieu par appel nominal. De l'ensemble des opérations, il était ensuite dressé deux procès-verbaux, « l'un pour être déposé
« au secrétariat de la municipalité du lieu, l'autre pour
« être remis au citoyen X... nommé pour le porter
« à la Convention nationale, conformément à l'arti-

1. Arch., Nat. BII.L. n° 390.

« de 5 du décret du 27 juin ». Chaque assemblée nommait en effet un commissaire pour la représenter à Paris à la fête du 10 août, où devait être proclamé le résultat du plébiscite. Mais beaucoup d'assemblées, réunies tardivement, envoyèrent par la poste un exemplaire de leur procès-verbal. Une commission de six membres, instituée par décret du 9 juillet devait recueillir et dépouiller les divers procès-verbaux. Le 20 août, bien que tous les résultats du vote ne lui fussent pas encore parvenus, elle dressait son rapport et en donnait connaissance à la Convention.

CHAPITRE II

Forme que revêtirent les revendications économiques des assemblées primaires en juillet 1793

Ce long exposé sur les assemblées primaires de juillet 1793 s'imposait pour la pleine et entière clarté de notre sujet d'autant plus que dans les procès-verbaux d'élections, les revendications économiques se présentent seulement comme des accessoires rattachés au vote sur la Constitution.

En effet, lorsque, le 27 juin, la Convention appela les assemblées primaires à se prononcer sur la Constitution, elle les invita pour la facilité du recensement à exprimer leur vœu de façon uniforme, ne leur présentant explicitement d'autre alternative que l'adhésion ou le refus. Si cette invitation avait été suivie partout et les procès-verbaux rédigés dans toute la France, en conformité stricte avec le modèle proposé nous n'y trouverions autre chose que ceci : « La lecture de l'acte constitutionnel achevée, le président « a mis aux voix l'acceptation et fait faire l'appel « sur la liste des citoyens présents ; l'appel fini et le « recensement fait, le nombre des votants, s'est trouvé

« de... dont... ont voté pour l'acceptation et... contre. »

La grande majorité des assemblées ne se prononça pas autrement. En effet, le tableau dressé le 20 août par la commission de recensement des votes constate qu'à cette date, il était parvenu à la Convention 6.589 procès verbaux. Sur ce total, quelques centaines à peine ont une rédaction différente. Les uns attestent que la Constitution a été discutée quelquefois très minutieusement et même révisée et que soit au cours de cette discussion, soit au moment du vote, des propositions ont été adoptées qui n'étaient pas au programme de la réunion. Les autres ne portent pas trace de discussion sur la Constitution, mais en revanche, ils rattachent à leur acceptation, certains vœux et revendications dont ils demandent souvent l'application immédiate. Mais il n'y a pas toujours un accord parfait entre électeurs d'une même assemblée : s'il en est qui acceptent la Constitution purement et simplement, d'autres présentent des réserves des conditions ou observations.

Les formules employées pour exprimer ces revendications sont très diverses et plus ou moins pressantes. Voici les plus courantes : « Tant de citoyens
« ont voté pour à condition que... sous la réserve
« que... à charge que... avec les exceptions suivantes
« avec l'ajoutement suivant, en demandant néan-
« moins que... en manifestant leur vœu que... etc. »

Fréquemment aussi, l'adoption avec ou sans débat des revendications spéciales est un acte postérieur au vote sur la Constitution. C'est une adjonction faite

au procès-verbal, une façon de post-scriptum. Voici quelques formules employées : « L'assemblée, avant
« de lever la séance, a cru devoir présenter à la Con-
« vention nationale ses observations sur... ; tout étant
« fini, l'assemblée d'un mouvement spontané s'est
« levée en masse et a demandé qu'en sa présence
« il fût inséré dans le procès-verbal que... ; ce fait,
« un membre a cru devoir présenter quelques obser-
« vations que l'assemblée a unanimement adoptées... ;
« avant la levée de la séance, plusieurs membres,
« prenant successivement la parole, ont fait différen-
« tes motions..., l'assemblée appuyant ces motions,
« a arrêté ce qui suit... etc. »

Enfin quelques assemblées n'ont pas confié leurs doléances particulières au procès-verbal d'acceptation de l'acte constitutionnel ; elles en ont fait l'objet d'une adresse indépendante, ou ont laissé à leur président le soin de les traduire dans la lettre qu'il adressait généralement au président de la Convention pour lui annoncer le résultat du vote.

Quels sont ceux qui adoptèrent les propositions annexées au vote sur la Constitution ? Nous avons vu précédemment que, mises à part quelques exception sans importance, on appliqua le suffrage universel le plus étendu. Participèrent au vote non seulement les propriétaires, cultivateurs, mais aussi toutes les diverses catégories de travailleurs y compris même les salariés attachés à la personne, tels les domestiques. Cette question-là ne fait aujourd'hui aucun doute, du reste, certains procès-verbaux, portant les

noms des électeurs avec la profession de chacun d'eux, nous en donnent une preuve irréfutable.

Mais il est une question plus délicate. On n'est pas certain sur le chiffre de ceux qui votèrent ces diverses revendications. Les procès-verbaux parlent généralement d'unanimité, mais est-ce l'unanimité des citoyens qui ont voté sur la Constitution, ou bien est-ce seulement l'unanimité des citoyens encore présents dans la salle de vote au moment où ces propositions furent présentées ? Le vote sur la Constitution eut lieu par appel nominal, ce qui est toujours une opération longue quand le chiffre des votants est élevé ; les propositions furent au contraire adoptées par une manifestation d'ensemble et d'un instant. A cet instant précis, tous les votants étaient-ils encore présents ! Il est permis d'en douter. A Malzieu (Lozère) une fois la Constitution acceptée, l'assemblée vota par appel nominal (cas exceptionnel) sur une motion relative au partage des communaux. Or, tandis que l'appel nominal pour la Constitution avait accusé 169 votants, ce dernier n'en donne que 96 et le procès-verbal ne signale pas d'abstention.

Ce qui s'est passé à Malzieu s'est certainement produit ailleurs. Les procès-verbaux n'en disent rien, mais le fait était inévitable. Nous savons en effet qu'à l'époque de ce plébiscite, la moisson battait son plein.

Si beaucoup de paysans s'abstinrent complètement de voter, il faut penser que ceux qui se déroberent un instant à leurs pressantes occupations pour rem-

plir leur devoir civique se hâtèrent de regagner leur village sans attendre le résultat d'un vote qui n'était pas douteux. Or, les revendications contenues dans les procès-verbaux, ayant été généralement émises en fin de séance, il devait nécessairement manquer à ce moment un grand nombre d'électeurs.

Ce fait était encore plus inévitable là où les opérations occupèrent plusieurs séances. A Agen (1^{re} section) par exemple, on vota sur la Constitution les 14, 15, et 16 juillet ; une motion fut soumise à l'assemblée le 16, et le chiffre des suffrages recueillis ce jour là s'élève à 98, sur un total de 158 recueillis dans les trois jours de vote. A Layrac (Lot-et-Garonne) l'assemblée tint deux séances, l'une le matin, l'autre le soir, dans la première on compte 100 votants, dans la seconde 105 ; c'est le soir que la proposition inscrite au procès-verbal, comme l'opinion de l'assemblée tout entière fut présentée et acceptée. A Marines (Seine-et-Oise) 565 citoyens votèrent sur la Constitution, 100 se prononcèrent le 7 juillet, les autres le 14, et c'est seulement le 14 que les propositions additionnelles furent soumises à l'assemblée.

Ce serait une erreur de croire que beaucoup d'assemblées profitèrent du vote sur la Constitution pour émettre leurs doléances. Sur plus de 6.500 procès-verbaux, 201 à peine (y compris les adresses indépendantes) renferment des revendications qui sont d'ailleurs de nature diverse : politiques, religieuses, administratives et économiques. Ce sont ces derniè-

res seules que nous examinerons au cours de notre travail.

Beaucoup d'assemblées, peut-être par inexpérience politique, s'en tinrent à la lettre du décret qui déterminait leurs opérations et qui leur était lu, après la formation du bureau, avant toute discussion. Le vote sur la Constitution était d'ailleurs en lui-même un acte assez grave pour que toute autre préoccupation s'effaçât. Elles ne songèrent pas à utiliser ce moyen pour porter à la Convention leurs doléances multiples. On ne trouve en effet que deux assemblées qui sollicitées de se prononcer sur des questions étrangères à la Constitution aient hésité à le faire : l'assemblée de Pont-sur-Yonne qui passant à l'ordre du jour sur une proposition « concernant la libre circulation des subsistances » déclara cet objet « réglementaire » mais non « constitutionnel » et l'assemblée d'Agen qui approuvant une motion contre le maximum se refusa à la transmettre à la Convention par l'intermédiaire de son député. Elle invita la Société populaire à faire la demande d'abrogation du maximum qu'elle ne croyait pas devoir insérer dans son procès-verbal.

Il ne faut pas oublier non plus qu'on était en 1793. Toute doléance ou toute revendication un peu osée pouvait conduire son auteur à l'échafaud. Les assemblées comme les individus dans la crainte d'être considérés comme suspects, faisaient montre du civisme le plus absolu comme aussi le plus aveugle. Bien des bureaux écartèrent ainsi des motions « réglementai-

res». Celui de Meaux (section de l'hôpital) tenta de changer le sens du procès-verbal adopté par l'assemblée, en ajoutant après chaque proposition expressément acceptée par celle-ci la mention : « L'assemblée consultée a passé à l'ordre du jour. »

Quant aux « patriotes » ils s'abstinrent souvent de toute revendication particulière. C'est qu'ils craignaient sans doute d'atténuer leur acceptation de la Constitution ; ils voulaient donner, à la Convention, une marque de confiance absolue.

D'autres raisons expliquent aussi la réserve des assemblées primaires ; quantité de votants, girondins, modérés, attendaient avec impatience que la Convention disparût ; or aux termes du décret du 27 juin, article 8, elle devait se séparer dès l'acceptation de la Constitution. A quoi bon, dès lors, soumettre des revendications à une assemblée qui n'aurait pas à en connaître.

Ceci dit, nous remarquons tout d'abord que la plupart des revendications économiques des assemblées primaires de 1793 peuvent se classer sous trois chefs principaux que nous étudierons en trois chapitres différents :

1° Revendications relatives au décret du 7 mars 1793 sur l'héritage ;

2° Revendications relatives au partage des communaux ;

3° Revendications relatives aux subsistances et principalement au maximum.

Mais ce n'est pas tout, nous trouvons aussi quelques revendications ayant trait aux droits féodaux, à l'impôt, aux assignats, aux poids et mesures. Nous les exposerons en dernier lieu.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Revendications relatives au décret du 7 mars 1793 portant abolition du droit de disposer de ses biens en ligne directe et établissant l'égalité successorale.

Le décret du 7 mars 1793 supprimait en principe « la faculté de disposer de ses biens, soit à cause de mort, soit entre vifs, soit par donations contractuelles », et il attribuait à tous les descendants « un droit égal dans le partage des biens de leurs ascendants ».

Sur les 201 assemblées qui présentèrent des revendications, 103, presque toutes rurales, joignirent à leur vote sur la Constitution des observations sur ce décret. Toutes le désapprouvèrent.

Elles se répartissent entre 30 départements de la façon suivante : Ain, 2 assemblées ; Alpes (Basses), 1 ; Alpes (Hautes), 4 ; Ardèche, 4 ; Ariège, 2 ; Aude, 2 ; Aveyron, 7 ; Bouches-du-Rhône, 1 ; Cantal, 14 ; Corrèze, 11 ; Dordogne, 7 ; Drôme, 1 ; Garonne

(Haute), 2 ; Gers, 2 ; Gironde, 1 ; Hérault, 2 ; Isère, 2 ; Jura, 3 ; Loire (Haute), 2 ; Lot, 10 ; Lot-et-Garonne, 3 ; Lozère, 4 ; Mont-Blanc, 1 ; Pyrénées (Basses), 4 ; Pyrénées (Hautes), 5 ; Rhône-et-Loire, 1 ; Saône-et-Loire, 1 ; Tarn, 2 ; Var, 1 ; Vienne (Haute), 1.

On remarque, tout d'abord, que ces 30 départements sont tous situés au sud d'une ligne allant de la limite nord du Jura à l'embouchure de la Gironde et compris ainsi dans l'ancien pays de droit écrit. Dans le nord au contraire, nulle protestation ne fut émise contre ce décret du 7 mars. La minorité de l'Assemblée de Rambouillet (Seine-et-Oise) s'en occupa bien mais ce fut pour l'approuver. En effet, l'article 16 de la Déclaration des droits annexé à la Constitution de 1793, qui permet à tout citoyen « de disposer à son gré de ses biens, de ses revenus, etc. . » lui parut « devoir être limité au temps de la vie, pour ne pas autoriser l'inégalité dans les successions en ligne directe, par les dispositions testamentaires » (1). Le fait que la majorité s'abstint n'indique pas une opinion différente, mais il est probable qu'elle ne se rallia pas à cette observation parce qu'elle tenait à accepter la Constitution sans réserves.

Cette opposition entre le Nord et le Midi s'explique par un ensemble de considérations que nous allons indiquer. Nous avons pensé, en effet, qu'avant de faire une analyse approfondie de cette catégorie de revendications, nous devions auparavant, pour en

1. *Arch. Nat.* B. II, 29, n° 212.

faciliter la compréhension, donner quelques brèves indications sur notre ancien droit français et sur les lois révolutionnaires qui régirent cette importante question de l'économie nationale avant le vote du décret du 7 mars.

Avant 1789, la France pour le droit successoral, comme pour tout l'ensemble du droit civil, se divisait en deux parties bien distinctes : pays de droit écrit et pays de coutumes.

Dans le midi s'appliquait encore le régime du droit romain ayant pour base la célèbre novelle 118, mais modifiée en certains endroits par des coutumes diverses portant des traces de féodalité. Les principaux traits de cette législation du droit écrit : faveur du testament, liberté de disposer, unité de la succession, étaient autant de restes du droit romain. Le père de famille gardant encore quelque peu de la puissance de l'ancien *paterfamilias* pouvait exhériter ses enfants comme dans le droit de Justinien : il avait une très grande liberté de tester, car la légitime réservée aux enfants était faible et il pouvait profiter du disponible pour avantager dans une large mesure celui de ses héritiers qu'il préférait. Le testament était vu avec faveur et pouvait créer un héritier. La division de la succession en biens propres et acquêts, biens nobles et roturiers, était le plus souvent inconnue, sauf en quelques contrées plus voisines des pays de coutumes.

Ce n'est pas dire toutefois que le droit de nos provinces méridionales fut partout dégagé des influences féodales et aristocratiques qui dominaient dans le

Nord. Le droit d'aînesse existait de la façon la plus rigoureuse dans la région proche des Pyrénées (1) ; en Provence les filles étaient exclues de la succession et là même où le droit d'aînesse n'était pas dans la loi, les mœurs et les traditions y suppléaient et le père de famille grâce à sa liberté de tester, avantageait presque toujours son aîné. En somme, dans nos provinces méridionales, les inégalités et les privilèges en matière de succession résultaient bien moins de la loi que des traditions aristocratiques.

Dans les pays du Nord au contraire, en raison de l'origine germanique des coutumes, et de l'influence de la féodalité toute puissante, on préférait la succession légitime au testament. Le testament ne pouvait pas créer d'héritiers, mais seulement des légataires et les droits des successeurs légitimes étaient protégés par la forte réserve des quatre quints des propres et par une légitime empruntée au droit romain, mais augmentée dans sa quotité et portée à la moitié de la part héréditaire. Ce n'était pas évidemment l'égalité parfaite entre tous les héritiers, mais il s'en fallait bien peu ; aussi les lois révolutionnaires ne devaient pas apporter de changements bien profonds à cette législation. Il existait bien en certaines coutumes des inégalités et des privilèges inspirés par des idées féodales et aristocratiques, tels : le droit d'aînesse et de masculinité, exclusion des filles mariées etc., mais ces règles s'appliquaient le plus souvent aux

1. Coutumes de Béarn, Barège, Lavedan, Labourd, Soule.

biens nobles dont la conservation était encore assurée soit par des institutions contractuelles, soit par des substitutions.

Avec ses imperfections évidentes, notre législation successorale d'avant 1789, n'avait pas été sans soulever de la part des esprits éclairés de justes critiques. C'étaient surtout les privilèges et les inégalités que visaient ces critiques et cela s'explique, car ces particularités n'avaient plus de raison d'être depuis que la féodalité était déchue de son rôle politique. On condamnait d'une façon générale tout ce qui n'avait pas son fondement dans la nature même. « La loi naturelle, disait Montesquieu, ordonne aux pères de nourrir et de protéger leurs enfants jusqu'à ce que ceux-ci soient en âge d'y pourvoir eux-mêmes, mais elle n'oblige pas de les faire héritiers. Mais n'ont-ils pas droit à une partie du moins des biens familiaux, à une légitime en un mot ? Pour nous l'obligation même de la légitime est entièrement fondée sur le droit civil ou la coutume, mais elle n'est pas de droit naturel. L'une des meilleures preuves que l'on puisse en donner est qu'elle n'existe pas à l'origine des peuples et au début des législations. Or, les coutumes primitives ne sont que le reflet de cette loi naturelle, complètement pure, absolument vierge, dont les diverses maximes existent en germe tout au moins dans les jeunes imaginations des premiers peuples. La légitime, aussi bien chez nous que chez les Romains et les autres peuples, a été l'œuvre du temps et des mœurs, ou plutôt celle des jurisconsultes qui sont l'ex-

pression vivante des besoins et des idées de l'un comme du développement des autres. »

Malgré tout, notre ancienne législation n'eut pas contre elle un mouvement d'opinion comparable à celui qui se dessina contre les lettres de cachet ou les abus de la justice criminelle. Cela tient sans nul doute à ce que l'esprit d'égalité n'avait pas encore pénétré bien profondément dans cette société organisée depuis tant de siècles, d'une façon toute aristocratique. En outre les privilèges de succession n'étaient pas d'une application absolument générale. Bien des coutumes les ignoraient et même dans celles où ils existaient, ils ne réglaient généralement que les biens nobles ou appartenant à des personnes nobles. Du reste, la plupart des inégalités n'existaient que par la volonté des familles, la loi ne les imposait pas, mais seulement les mœurs. C'étaient celles-ci qu'il fallait changer mais non pas la loi.

Il y avait d'ailleurs dans notre ancienne législation successorale, deux caractères particuliers qui devaient plaider en sa faveur : sa variété et son fond essentiellement conservateur.

A notre époque, en effet, habitués que nous sommes à regarder l'unité comme la qualité primordiale de toute législation nous serions plutôt disposés à voir là un défaut et non un mérite. Mais au XVIII^e siècle, chaque province avait une économie particulière et on comprend qu'elle devait tenir à des lois qu'une expérience séculaire lui avait dictées comme les mieux

appropriées à ses traditions et à ses conditions d'existence.

Le Français a toujours eu le goût de la conservation. Il l'avait surtout jadis, où chaque famille attachée au sol, parfois depuis plusieurs siècles, mettait un véritable point d'honneur à conserver intacts les biens que lui avaient laissés ses aïeux. Or, c'était un caractère essentiel de notre ancien droit que d'assurer la perpétuité des biens dans les familles.

Aussi dans les cahiers des États généraux, où se formulèrent les vœux de toute la France, nous ne trouvons pas la demande d'une réforme générale des lois de succession. On se bornait à y réclamer la suppression de quelques bizarreries et injustices que la variété des coutumes avait introduites. Quelques cahiers (1) seulement demandent la suppression du droit d'ainesse du retrait lignager et si plusieurs parlent des testaments, c'est pour des demandes relatives à leur forme. Nulle part, on ne songe à modifier la liberté de tester.

Aussi, après avoir comparé ce petit nombre de demandes de réformes, avec le grand nombre des vœux tendant à modifier tant d'autres parties de nos lois civiles et administratives, on est fondé à dire que la législation successorale de l'ancien régime, malgré ses défauts, n'avait que peu d'adversaires.

On peut donc affirmer sans crainte que les as-

1. Les plus importants sont ceux de la ville d'Arras, Orléans, Étampes, Melun Péronne, Saint-Quentin, et du Tiers-État de Touraine.

semblées révolutionnaires allèrent bien au delà des désirs de la nation, lorsque dans leur entreprise de rénovation générale, elles bouleversèrent cette partie de notre ancien droit. Mais il fallait en arriver là. En effet, les hommes de la Révolution étaient pour la plupart, des disciples fervents des philosophes du XVIII^e siècle. Pour eux, tout ce qui n'avait son fondement dans la nature, devait nécessairement disparaître. La fameuse Déclaration des droits de l'homme, votée par la Constituante, n'est que l'expression de ce nouvel état d'esprit. L'égalité des citoyens étant ainsi solennellement proclamée, on ne pouvait concevoir, à côté, l'existence des inégalités résultant des partages des biens successoraux. Il y avait là une incompatibilité qui choquait. C'est pourquoi, par une série de dispositions votées au cours de la période 1789-1793, les diverses assemblées bouleversèrent l'ancienne législation pour réaliser, entre héritiers, les principes sacrés de l'égalité naturelle.

La loi du 7-11 mars 1793 qui devait soulever tant de protestations, n'est que la dernière en date de ces diverses dispositions législatives. Mais c'est aussi la plus importante, car, ainsi que nous l'avons déjà indiqué, elle enlève au père de famille le droit de tester, seul moyen légal dont il pouvait encore disposer pour favoriser un ou plusieurs de ses enfants. Ce décret peut être considéré, à juste titre, comme le couronnement des travaux législatifs en cette matière, c'est la clef de voûte du système que la Révolution voulut instaurer. Mais s'il en est ainsi la

loi du 7-11 mars ne forme pas à elle un seul tout, ce n'est qu'un chapitre d'une loi plus générale qui tendait à établir l'égalité successorale. Il nous paraît donc nécessaire de signaler les diverses mesures qui la complètent. Nous exposerons donc brièvement la législation antérieure au 7 mars 1793, en faisant connaître en même temps les principaux arguments économiques portés à la tribune lors des multiples discussions qu'entraîna cette délicate question. Les prédictions d'un Cazalès, les protestations des députés du midi nous annoncent déjà les revendications des assemblées primaires de 1793 et ce n'est pas pour nous sans intérêt.

Comme suite à la célèbre déclaration de la nuit du 4 août portant suppression des privilèges de la noblesse, le décret du 11 août 1789 et la loi du 15 mars 1790, soumettent aux règles ordinaires les successions des biens et des personnes nobles. Le décret du 19-23 juillet supprimait à son tour le retrait lignager.

Le 21 novembre 1790, le député Merlin présentait à l'Assemblée au nom des deux comités de constitution et de biens nationaux un rapport sur les successions *ab intestat* et sur l'inégalité des partages tant en pays de droit écrit qu'en pays coutumier. Il démontra la nécessité d'une législation uniforme et d'une réforme immédiate des lois successorales.

Il s'inspirait surtout de considérations politiques : « Il importe, dit-il, de créer à votre Constitution un grand nombre d'amis en organisant les successions d'une manière qui cadre parfaitement avec les prin-

cipes constitutionnels, car tous ceux qui seront appelés à succéder croiront tenir de la Constitution elle-même les biens qu'ils recueilleront. » Ses propositions se résumaient ainsi : établissement de l'égalité absolue dans tous les partages *ab intestat*, identité parfaite de tous les biens sans distinction, représentation indéfinie en ligne directe.

Ce projet ne visait nullement les inégalités résultant de la volonté de l'individu, aussi le trouvant incomplet, la Constituante en ajourna la discussion.

Quatre mois après, le 17 mars 1791, Merlin présentait de nouveau à l'assemblée son projet portant une adjonction relative au droit de disposer. Le tout discuté devint la loi du 8 avril 1791.

L'article 1^{er} de cette loi du 8 avril établissait l'égalité des partages dans les successions *ab intestat*. Ce principe fut adopté sans longue discussion. En vain le député normand de Fondeville vint défendre la coutume de sa province qui excluait les filles du partage des terres. Il invoqua l'intérêt de l'agriculture menacée. « Je crois, dit-il, que le système de division des propriétés à l'infini amènera par la succession des temps la destruction de l'agriculture et de la prospérité publique : cette idée flatteuse au premier coup d'œil est une illusion funeste en politique et qui appartient plutôt au roman de l'humanité qu'à la législation d'un empire, il faut de grandes propriétés à une grande population. » L'article 2 de cette loi de 1790 établissait en même temps la représentation à l'infini en ligne directe, sans effet rétroactif.

Mais il restait encore bien des moyens de créer dans les successions des inégalités plus grandes que celles résultant de l'ancienne législation. Il était dans l'intention de l'Assemblée Constituante d'assurer entre les héritiers le maintien forcé de l'égalité voulue par la loi du 8 avril. Un projet sur les « effets et les limites des dispositions de l'homme » lui fut présenté par le comité de législation, mais longuement discuté dans les séances des 2, 4, 5, 6 avril, il n'aboutit pas. Cependant la discussion avait été remarquable autant par le talent des orateurs, que par l'ardeur, la passion qu'ils y déployèrent. Pour eux, ce n'était pas seulement une question de législation civile qui était en jeu, mais bien une question politique, à laquelle était rattaché le sort même de la république. Aussi, peu d'arguments juridiques ni économiques : l'intérêt politique et social, telles sont les considérations qu'on met en avant. Les orateurs avancés voyaient seulement, dans la limitation du disponible, le seul moyen d'empêcher le maintien des anciennes inégalités et par là même la survivance des traditions aristocratiques. « De tout temps, disait Robespierre, la cupidité, l'intrigue tendent des pièges au testateur ; les testaments sont l'écueil de la faiblesse et de la crédulité, le signal de la discorde dans les familles. » C'était faire plutôt le procès des mœurs que du testament lui-même.

Quant aux considérations économiques, elles étaient reléguées au deuxième rang. Mirabeau fit cependant valoir que « l'égalité des partages était liée avec les

moyens d'encourager les mariages, d'accroître la population, d'augmenter le nombre des propriétés foncières ». « C'est une vérité reconnue et démontrée, ajoutait Pétion, que la division des propriétés est la source la plus féconde de la prospérité publique ».

Mais il ne faut pas croire que le projet de Merlin rallia tous les membres de la Constituante. Cazalès et Saint-Martin, orateurs des plus éloquents, montèrent à la tribune, défendre au nom des provinces méridionales, la liberté de disposer. Eux, envisageaient surtout l'intérêt économique du pays. « En effet, dit Cazalès, si certaines cultures supportent le morcellement comme celle du blé, d'autres modes d'exploitation, tels que la vigne et les pâturages ne pourraient subsister dans de pareilles conditions parce qu'ils ne peuvent réussir que sur des propriétés d'une certaine étendue. Et les effets de l'égalité des partages ne sont pas meilleurs sous le rapport du commerce, de l'industrie et de la population. La France doit surtout son activité aux cadets obligés de travailler. Si on appelle à la propriété un plus grand nombre de citoyens, cette propriété, en leur assurant l'existence, leur ôterait toute industrie, tout désir de s'enrichir ; les familles d'une fortune médiocre, limiteraient le nombre de leurs enfants pour éviter la dispersion de leurs biens. » Le seul moyen pour l'orateur d'éviter ce fâcheux résultat était de laisser à la sagesse du père de famille la faculté de répartir son héritage de la façon qui lui paraissait la plus avantageuse selon la circonstance.

Ce discours fort éloquent réveilla l'ardeur de tous les députés du Midi pour la défense de la liberté de disposer si chère à leurs provinces. Cazalès faisait entrevoir également l'éventualité menaçante d'une séparation des provinces méridionales réduites au désespoir et cette perspective éveilla bien des inquiétudes parmi les membres de l'assemblée. Le rapporteur du projet proposa lui-même d'ajourner la question et de faire imprimer les discours prononcés « afin d'éclairer la nation et de persuader les provinces qui semblent attachées à la liberté de tester ». Il en fut ainsi ordonné.

Cependant, dans un sentiment de défiance à l'égard des partisans de l'ancien régime et de l'ancien ordre des choses, la Constituante crut bon, avant de se séparer, de voter le décret suivant : « Toute clause impérative ou prohibitive qui serait contraire aux lois et aux bonnes mœurs, qui porterait atteinte à la liberté religieuse du donataire, héritier ou légataire, qui gênerait la liberté qu'il a, soit de se marier avec telle personne, soit d'embrasser tel état, emploi ou profession, ou qui tendrait à le détourner de remplir les devoirs imposés et d'exercer les fonctions déferées par la Constitution aux citoyens actifs et éligibles est réputée non écrite. » (Décret du 5-12 septembre 1791.)

Il appartenait à la Convention de compléter cette législation successorale. Elle apporta, dans l'accomplissement de cette tâche, un esprit de décision, une unanimité que nous ne trouvons pas dans les autres assemblées. Ses mesures furent radicales, ne ren-

fermant en elles ni tergiversations, ni ajournements d'aucune sorte.

En effet, si l'Assemblée législative avait décrété, le 25 août 1792, l'interdiction de faire des substitutions pour l'avenir, la Convention, peu après sa réunion, dans les séances des 25 octobre et 14 novembre 1792 complétait cette défense. Elle décidait en effet, que seules, les substitutions ouvertes lors de la publication du présent décret seraient valables, et en faveur de ceux seulement qui auraient alors recueilli les biens substitués ou le droit de les réclamer. Toutes les autres étaient abolies.

Les 4-5 janvier 1793, elle complétait la loi du 8 avril 1791 en interdisant les privilèges que la Constituante avait maintenus en faveur des personnes mariées ou veuves avec enfants pour ne pas les frustrer des héritages dont les espérances avaient pu les déterminer à conclure le mariage. Elle jugea en effet que ce n'était pas faire tort à ces personnes que de leur enlever un droit qui était purement éventuel et sur lequel par conséquent elles ne devaient pas avoir compté d'une manière certaine.

Mais la Convention ne devait pas s'arrêter là. S'inspirant du principe de l'égalité obligatoire et absolue entre héritiers, principe exposé déjà devant la Constitution par Pétion et Robespierre, elle ordonnait dans la séance du 5 mars, à son comité de législation, de faire dans le délai de trois jours un rapport concernant l'égalité des partages successoraux « pour établir entre les héritiers et principalement entre

tous les enfants d'une même famille les principes d'une sainte égalité ». Mirabeau n'avait-il pas dit, en parlant sur ce sujet : « Je ne sais comment il serait possible de concilier la nouvelle Constitution française où tout est ramené au grand et admirable principe de l'égalité politique avec une loi qui permettrait à un père ou à une mère d'oublier, à l'égard de leurs enfants, ces principes sacrés d'égalité naturelle, avec une loi qui favoriserait ces distinctions que tout repousse et accroîtrait ainsi dans la société ces disproportions résultant de la diversité des talents au lieu de les corriger par l'égale division des biens domestiques. Il n'y a plus d'ainés, plus de privilèges dans la grande famille nationale, il n'en faut plus dans les petites familles qui la composent. » Or, ces paroles d'un orateur de la Constituante reflétaient parfaitement l'état d'esprit des conventionnels. Aussi la discussion qui eut lieu le 7 mars fut-elle des plus courtes et des plus superficielles. On invoqua surtout des raisons politiques. L'assemblée jugea que pour atteindre son but : l'égalité absolue des partages entre enfants, il suffisait d'abolir la faculté de disposer en ligne directe. Son décret fut ainsi rédigé : « La faculté de disposer de ses biens, soit à cause de mort, soit entre vifs, soit par donation contractuelle, en ligne directe, est abolie. En conséquence les descendants ont un droit égal sur le bien de leurs ascendants. Le comité de législation présentera un projet de loi à cet égard. »

Cette dernière phrase du décret montre bien son

caractère pour ainsi dire provisoire : il pose un principe qui sera ensuite développé dans une loi plus détaillée. Néanmoins son application était immédiate et son seul but d'empêcher tout avantage en faveur d'un héritier de la ligne directe.

Ce décret fut mal accueilli par les populations du midi. Nous avons déjà indiqué que 103 assemblées se firent l'écho de ces nombreuses protestations. Dans leurs procès-verbaux d'élections, ou dans leurs adresses à la Convention, elles revendiquent, soit l'abrogation de ce décret, soit le rétablissement du droit d'aînesse, soit la faculté pour les parents d'avantager un enfant à leur choix.

A l'appui de leurs revendications, 30 assemblées ne fournissent aucune raison, 11 invoquent l'usage, 23 la Déclaration des droits de 1793 et en particulier l'article 16 ; 33 s'appuient surtout sur des raisons d'ordre économique. Souvent aussi la même assemblée donne plusieurs motifs d'ordre différent. Telle est la nature des principaux arguments disséminés dans les divers procès-verbaux.

L'article 16 de la Déclaration des droits de l'homme confère à tout individu le droit de « disposer à son gré de ses biens » et le décret du 7 mars le lui enlève. C'est ce qui indique très bien la section de Plazac, canton de Rouffignac (Dordogne) qui accepte la Constitution mais à condition « que le décret du 7 mars 1793 qui prohibe en ligne directe la libre disposition de ses biens et assure à tous les descendants une portion égale dans la succession de leurs ascendants,

sera et demeurera de nul effet et de nulle valeur, comme contraire à la définition de la propriété comprise dans la Déclaration des droits de l'homme ; en conséquence, le droit de disposer sera libre comme auparavant dudit décret (1) ».

A Blagnac (Haute-Garonne), les 92 citoyens présents « ont voté unanimement pour l'acceptation, à l'exception néanmoins que l'assemblée en approuvant l'article 16 de la Déclaration des droits de l'homme, elle a entendu et entend que le droit de tester et de disposer de ses biens à son gré, doit se rapporter en faveur des pères, mères et enfants, sœurs, oncles et neveux, et que toute loi contraire doit être rapportée et annulée (2) ». L'assemblée du canton de Rémusat (Drôme) demande « que l'article 16 de la Déclaration qui dispose que le droit de propriété est celui qui appartient à tout citoyen de jouir et de disposer à son gré de ses biens et de ses revenus, du fruit de son travail et de son industrie ait son effet rétroactif sur le décret du 7 mars dernier (3) ». Les électeurs de Rignac, district de Saint-Aubin (Aveyron) désirent « que les prêtres soient payés par ceux qui les emploieront, mais surtout que le décret relatif à l'abolition de tester en ligne directe soit rapporté comme contradictoire à l'article 16 de la Déclaration (4) ».

1. *Arch. Nat.*, B. II, 8, n° 62.

2. *Ibid.*, B. II, 11, n° 148.

3. *Arch. Nat.*, B. II, 8, n° 270.

4. *Ibid.*, B. II, 3, n° 355.

Ailleurs, la même revendication se présente sous la forme d'une addition à l'article 16, par exemple à Montaner (Basses-Pyrénées) l'assemblée demande « l'ajoutement » suivant à l'article 16 des droits de l'homme et du citoyen : « tant en ligne directe que collatérale » (1).

On trouverait des formules analogues ou équivalentes dans les autres assemblées au nombre de 12 qui se sont inspirées uniquement de la Déclaration des droits soumise à leur acceptation. Il nous paraît donc superflu de rapporter toutes ces doléances s'inspirant de la même idée. Il nous suffira d'indiquer que ces 12 assemblées sont ainsi réparties : Ain, 1 ; Ardèche, 2 ; Alpes (Hautes), 1 ; Aveyron, 1 ; Dordogne, 2 ; Gironde, 1 ; Mont-Blanc, 2 ; Tarn, 1 ; Var, 1.

Ces départements ne constituent pas un groupe compact, mais ils forment pour ainsi dire une chaîne ininterrompue qui, partant du Jura, se terminerait à l'embouchure de la Gironde, après avoir touché à la Méditerranée. Il apparaît ainsi que toutes les provinces de la France méridionale, quel que fût leur état économique, avaient été touchées par le décret du 7 mars et qu'elles en désiraient le rapport pour des motifs peut-être différents. En effet, si les protestations que nous venons de signaler se réclament toutes de l'article 16 de la Déclaration des droits, elles nous laissent ignorer les motifs véritables qui les ont dictées.

1. *Arch. Nat.*, B. II, 25, n° 101.

Nous avons indiqué précédemment que onze assemblées avaient protesté contre le décret de la Convention au nom de l'usage, de la coutume. Trois seulement, deux dans le Lot et une dans les Basses-Pyrénées se contentent de donner cet argument. D'autres, au nombre de huit, l'invoquent concurremment avec d'autres raisons. Elles sont situées : 2 dans l'Aveyron, 1 dans le Cantal, 4 dans la Corrèze, et 1 dans la Dordogne.

D'où vient cet attachement à l'ancienne législation ? Nous avons déjà indiqué que sous l'ancien régime la France était divisée en une foule de petits États séparés les uns des autres par les mœurs, les traditions, le langage, n'ayant entre eux que peu de relations et dont chacun conservait avec soin sa propre individualité. A Saint-Pé, par exemple, dans les Basses-Pyrénées, la coutume donnait aux père et mère « la liberté de disposer en faveur d'un de leurs enfants, c'est-à-dire de la moitié de leurs biens et le droit de partage sur l'autre moitié (1) ». L'assemblée de Ruines (Cantal) nous apprend que « l'usage général du pays est que les puînés s'accordent avec l'aîné pour leurs portions héréditaires, moyennant une somme quelconque, payable à différents termes et sans intérêts qu'à faute de paiement aux termes convenus (2) ». Personne alors ou presque personne ne devait considérer comme un progrès

1. *Arch. Nat.*, B. II, 25, n° 11.

2. *Ibid.*, B. II, 5, n° 62.

de régler de la même façon la succession du gentilhomme breton, du bourgeois de Paris, ou du négociant de Marseille; chaque contrée tenait à ses lois particulières, comme étant les mieux appropriées à ses traditions et à ses moyens d'existence.

Généralement, dans tout le pays de droit écrit, le père de famille pouvait disposer de la moitié au moins et souvent du tiers de sa fortune. Le disponible était donc large et chose plus grave, il pouvait être donné à un héritier aussi bien qu'à un étranger; le préciput n'était nullement interdit. Or, le père de famille usait largement de cette faculté de disposer, en faveur d'un de ses fils généralement. C'était pour lui le moyen d'obtenir de ses enfants une soumission absolue, ainsi qu'un appui sûr et constant pour ses vieux jours. Aussi l'application du décret du 7 mars ne pouvait que bouleverser un état de choses plusieurs fois séculaire, au plus grand détriment des populations.

La pratique suivie correspondait ainsi à des nécessités matérielles profondes. Aussi ne faut-il pas s'étonner de voir certaines assemblées pousser l'interprétation littérale de l'article 16 de la Déclaration des droits, jusqu'à ses conséquences extrêmes. Ce n'est qu'une adaptation logique du droit nouveau à ces nécessités anciennes.

Lorsque l'assemblée du canton de Lalbenque (Lot) revendique « la liberté de tester conformément à l'article 16, comme les pères et mères faisaient auparavant, attendu que l'égalité des successions ruinerait

entièrement ce pays qui ne saurait être commerçant (1) » elle ne fait que réunir des arguments que se partagent d'ordinaire deux ou trois assemblées. Mais partout percent la même idée et les mêmes préoccupations.

D'autres procès-verbaux montrent non moins évidemment cette croyance générale à la perfection de l'ancienne législation que l'on considère comme étant la plus conforme aux besoins et à l'économie de chaque pays.

C'est ainsi que les municipalités de Beynat et de Sereilhac (Corrèze) en reproduisant dans leur procès-verbaux l'article 16 en entier de la Déclaration des droits de l'homme, mentionnent les usages violés par le décret du 7 mars, mais ils contiennent aussi cette remarque essentielle dans la pensée des rédacteurs. « Si cette prohibition (de tester) se maintenait, ce canton serait bientôt réduit à la plus indigente pauvreté, ce qui oblige les citoyens de ce canton de prier la Convention nationale de prendre en considération les observations ci-dessus. » De même à Brocquiès, district de Saint-Affrique (Aveyron) il fut unanimement délibéré sur la demande de plusieurs membres « vu que le partage des biens entre enfants de même père ainsi que la Convention l'a décrété, entraînerait la ruine totale de toutes les familles, l'assemblée émet le vœu que le dit décret soit rapporté si la majorité des citoyens de la République une et

1. *Arch. Nat.*, B. II, 16, n° 235.

indivisible le demandaient et que par conséquent il soit permis aux pères de famille de faire des héritiers ainsi qu'il avait été toujours pratiqué dans le dit département (1). »

Pareillement, si le procès-verbal du canton de Ruines (Cantal) consacre un paragraphe déjà cité à rappeler « l'usage du pays », ce paragraphe est intercalé entre deux autres qui expliquent l'usage et le justifient. « Le partage en ligne directe par portions égales, dit le premier, opérerait la ruine totale des familles de ce département, attendu la modicité des propriétés et le peu de produit du sol. Cela est si vrai que le cultivateur peut à peine vivre avec le labour de deux paires de bœufs et que la majorité des propriétaires de ce département ne possède pas le labour d'une paire de vaches, qu'il est conséquemment impossible de partager un si modique bien entre huit ou dix enfants qui composent ordinairement les familles de ce département » ; et le procès-verbal, après avoir signalé la pratique habituellement suivie, conclut « qu'enfin, par ce décret, l'autorité paternelle est entièrement abolie et qu'il est exposé dans sa vieillesse à mourir de misère, faute de secours de la part de ses enfants qui n'ont plus d'intérêt à avoir pour lui des égards ». Chaque père craignait, écrivent les habitants de Saint-Orse (Dordogne) de se voir abandonnés par leurs enfants, qu'aucun motif d'intérêt, n'aurait retenus auprès de lui, dès qu'ils auraient pu s'en passer. » L'article 16 de la Déclaration des droits

†. *Arch. Nat.*, B. II, 3, n° 241.

les a rassurés « en rendant au père le pouvoir de récompenser l'attachement et la bonne conduite de ceux de leurs enfants qui l'auraient mérité ». Il est nécessaire qu'une loi règle ce pouvoir qui « sera le plus ferme appui des mœurs sans lesquelles la République ne peut subsister ». La République en l'espèce c'est la Dordogne ainsi que l'indique la suite de cette adresse : « La grande population de notre département sur un terrain stérile comparé au pays coutumier limitrophe justifie la loi que nous demandons (1). » Pour les départements du Midi, la consécration de l'ancienne législation successorale était la solution la plus juste et la plus profitable car « on ne peut soumettre à des lois rurales uniformes des habitants épars sur des terrains et des climats infiniment variés ». (Remarque de la commune de Pierrefort, Cantal.) (2)

Ces dernières considérations nous amènent tout naturellement à faire l'exposé de la dernière catégorie de revendications qui ont une base entièrement économique ou morale. Elles furent émises par 33 assemblées primaires, réparties entre 17 départements.

Ici, il est question de l'incompatibilité entre le partage des successions et l'état purement agricole de pays dont la pauvreté est aggravée par l'excès de la population (Lozère, Gers, Aveyron, Corrèze, Lot, Hautes et Basses-Alpes); là, c'est surtout le salut des familles, le respect des enfants pour les parents, l'autorité paternelle etc... qu'on déclare compromis, à moins

1. *Arch. Nat.*, B. II, 8, n° 183.

2. *Ibidem* B. II, 5, n° 68.

qu'on ne se borne à réclamer la faculté de récompenser l'enfant qui aura le mieux mérité de ses parents, ou de déhériter les indignes (Aveyron, Dordogne, Corrèze, Haute-Garonne, Hérault) ; ailleurs, le besoin d'assistance des parents devenus vieux est l'argument prépondérant ou unique (Isère, Hautes-Alpes, Basses-Alpes, Aude). Parfois deux de ces éléments se rencontrent dans le même procès-verbal, mais séparés ou unis, ils traduisent toujours la même pensée et sont la manifestation d'une même situation.

Reprenons l'exposé de ces différents chefs de revendications. Une première chose frappe tout d'abord. Les départements qui invoquent l'incompatibilité entre le partage égal des successions et l'état agricole, ne sont pas disséminés au hasard dans la France méridionale. Ils appartiennent tous soit à la région des Alpes, soit au Massif central, avec un genre de vie uniforme et des intérêts semblables. Là, l'émiettement du patrimoine foncier, frappe l'agriculture de dépérissement et ne laisse aux héritiers que l'égalité dans la médiocrité ou la misère. Les protestataires se réclament seulement de l'état agricole ou de la pauvreté du pays sans donner de plus amples explications, mais on les devine facilement.

En effet, dans maintes régions, en raison de la constitution géologique du sol, la culture est un travail contre nature qu'il faut réduire à de justes limites. L'élevage constitue la seule ressource vraiment rémunératrice. Or, ce dernier genre d'exploitation

demande des terrains vastes et d'un seul tenant. Le morcellement de la propriété à l'infini, ne peut donc amener que des conséquences désastreuses et irréparables.

Ailleurs, les propriétés sont si minimes et d'un si faible rapport qu'elles nourrissent avec peine le cultivateur et sa famille. Que sera-ce lorsqu'elles seront partagées entre 8 ou 10 enfants, étant donné surtout que la nature du terrain ne permet pas toujours de culture intensive et que le rendement ne peut être beaucoup accru ? Il faudra également construire des bâtiments nouveaux, multiplier les clôtures inutiles. On ne conçoit guère de culture pratique dans des champs de quelques ares situés souvent à des centaines de mètres, sinon à des kilomètres l'un de l'autre et presque toujours loin de l'habitation. La terre devient ainsi un échiquier aux cases microscopiques et sous grand rendement agricole.

« Si ingrat est le sol du Cantal disent les habitants de Ruines, et si morcelée y est la propriété que le paysan gagne à peine de quoi vivre, tant qu'il est capable de travailler loin de pouvoir économiser pour s'assurer une vieillesse indépendante, le père vieux, les fils doivent le nourrir, ils y sont engagés par l'espérance de l'héritage. Mais ce n'est pas seulement dans la vieillesse que le père est réduit à compter sur l'aide de ses enfants ; en tous temps, l'exploitation du domaine se fait avec la main-d'œuvre qu'ils fournissent ; or le décret du 7 mars brise les biens d'intérêts qui attachent les enfants au do-

maine (1). » Ainsi donc, le partage égal n'entraîne pas seulement un émiettement funeste et incompatible avec l'économie des biens des pays, mais en n'assurant plus la même main-d'œuvre à la terre, elle frappe l'agriculture d'un dépérissement certain.

Enfin pour quelques assemblées, le partage égal des biens patrimoniaux entre les enfants, ôte tout fondement à l'autorité paternelle, en privant le père de famille de toute sanction efficace ; il tue l'émulation dans la vertu entre les enfants ; il laisse libre cours à la dépravation car quelle que soit la conduite des enfants, ils sont assurés d'une part égale dans l'héritage paternel. Veut-on saisir comment des bonnes mœurs dans la famille procède une bonne économie rurale. « Si le père, dit le procès-verbal d'Eygurande (Corrèze) n'avait aucun avantage, alors tous ses enfants l'abandonneraient, le mépriseraient et son bien resterait inculte pendant son vivant ; ils deviendraient tous des fainéants, au lieu qu'un des enfants sachant que son père peut lui faire quelque avantage, est toujours plus obéissant, excite l'émulation de ses frères, et tous font de bons sujets (2). »

Le droit des enfants à l'héritage ne peut qu'entraver l'activité du propriétaire, disent en substance les autres procès-verbaux. En effet quel courage veut-on que puisse avoir au travail un père de famille qui se dit que le laborieux édifice qu'il aura

1. *Arch. Nat.*, B. II, 5, n° 62.

2. *Arch. Nat.*, B. II, 6, n° 284.

élevé sera dispersé le lendemain de sa mort. Comment veut-on qu'un père de famille songe à accroître son commerce, quand il sait que son œuvre ne lui survivra pas et qu'elle sera fatalement détruite par ceux-là mêmes pour qui il travaille, par ses propres enfants ; il n'est pas de perspective plus décourageante.

Si des héritiers tiennent cette qualité de la loi et sont copropriétaires en quelque sorte de ce que le père de famille possède, ils seront beaucoup moins disposés soit à travailler, soit à remplir leurs devoirs envers lui. Au contraire si ce dernier possède non seulement le droit de consommer et d'aliéner, mais celui de disposer de ses biens après sa mort, il reste pleinement intéressé à la conservation et à l'accroissement de ses biens, tandis que ses enfants, comptant moins sur sa succession, songent à se pourvoir eux-mêmes, sans négliger leurs devoirs envers lui. Le droit de tester développe donc plus d'activité chez tous les membres de la famille, en même temps qu'il maintient l'ordre parmi eux. Si même le continuateur de la maison est un des enfants, avec le régime du partage, il se produira ce fait, que ses frères et sœurs se croiront toujours lésés et qu'il s'ensuivra des inimitiés regrettables.

Cette crainte générale de la destruction de l'autorité paternelle, exprimée dans nombre de procès-verbaux, souvent en compagnie d'autres arguments, ne nous étonne pas outre mesure. En effet dans le pays de droit écrit, l'ancienne *patria potestas*, avait

laissé des traces profondes. Pour contraindre ses enfants à une obéissance entière et absolue, le père de famille usait souvent de la grande faculté de disposer que lui accordait la loi. Aussi, c'est autant pour maintenir cette autorité que pour assurer la survivance du patrimoine familial que nous voyons les assemblées de Chamboulive, section de Saint-Jal (Corrèze) et de Tanavel (Cantal) demander à la convention que « soit assurée aux pères et mères, la disposition d'au moins un quart de leur biens (1) ». C'est dans le même esprit que les habitants de Parisot, district de Villefranche (Aveyron), déclarent « désirer le rapport du décret qui soustrait les enfants de 21 ans à la puissance paternelle, ainsi que le décret du 7 mars 1793, pour que les enfants puissent être assujettis au respect qu'ils doivent à leur père (2) ».

Mais pourquoi cet attachement si profond à l'autorité paternelle ? Nous avons vu déjà qu'elle assurait au père de famille une main-d'œuvre peu coûteuse et docile en la personne de ses enfants, mais elle lui assurait surtout une vieillesse tranquille et indépendante. Le partage égal, au contraire, prépare aux parents pauvres une vieillesse abandonnée et misérable. Le besoin d'assistance des parents devenus vieux est l'argument prépondérant ou unique d'un certain nombre d'assemblées situées dans l'Isère, Hautes et Basses-Alpes, Aude, etc. Plus générale-

1. *Arch. Nat.*, B. II, 6, n° 300 et B. II, 5, n° 70.

2. *Ibid.*, B. II, 3, n° 309.

ment, on rencontre ce même argument dans nombre de procès-verbaux, avec des revendications d'une autre nature. Ce n'était pas en effet une préoccupation particulière à une contrée, à une région, mais on peut dire qu'elle était ressentie dans tout le pays de droit écrit. C'est toujours la crainte du père de famille de se voir abandonné par ses enfants qui, assurés d'une part d'héritage, n'ont plus d'intérêt à rester plus longtemps auprès de lui pour le seconder et le nourrir dans sa vieillesse. Aussi nous nous abstenons de nouvelles citations qui ne nous apprendraient rien que nous ne sachions déjà. En tous cas, si la *patria protestas* française, après une si longue existence, n'avait réussi à établir entre le père de famille et ses enfants que des relations basées uniquement sur un intérêt réciproque, d'où n'était pas exclue une certaine défiance, il nous est permis de ne pas regretter sa disparition.

CHAPITRE II

Revendications relatives au partage des communaux (Décret du 10 juin 1793).

Le décret du 10 juin 1793 définissait ainsi les communaux dans son article 1^{er} : « Les biens communaux sont ceux sur la propriété ou le produit desquels tous les habitants d'une ou plusieurs communes ou d'une section de commune ont un droit commun. » L'article 542 du Code civil ne fait que reproduire presque textuellement cette définition.

Au cours de notre étude, nous laisserons de côté le domaine public communal pour nous occuper seulement du domaine privé qui comprend lui-même les biens patrimoniaux et les biens communaux proprement dits. Les premiers sont ceux dont la commune tire un revenu en les affermant ou en les exploitant elle-même : maisons, moulins, usines, métairies ; les seconds sont les terres vagues : landes, bois, prés, montagnes, dont la jouissance est laissée aux habitants. C'est cette dernière catégorie de communaux que visent spécialement les revendications des assemblées primaires en juillet 1793.

De tous temps, cette question du partage avait donné lieu à de vives controverses. Les cahiers des

États généraux nous offrent des traces multiples de luttes continuelles entre les communautés qui voulaient reprendre leurs biens communaux en faisant abolir le droit de triage (1) et révoquer les conséquences qu'il avait produites et d'autre part les seigneurs qui proposaient le partage de ces biens, pour s'en réserver le tiers en vertu précisément de leur droit de triage.

Dans cette lutte, le tiers-État se défendait fort mal. Il était peu secondé par la bourgeoisie des villes qui voyait, elle aussi, dans la dissolution des biens communaux, un moyen de développer ses propres domaines par des achats avantageux. Les paysans étaient aussi divisés entre eux. Le cultivateur pauvre demandait le maintien de la communauté qui lui permettait d'envoyer paître son petit troupeau ; le propriétaire aisé demandait au contraire que les biens fussent partagés et qu'un lot lui fût attribué, proportionné à la quantité de bétail d'un chacun (2).

Nous voyons ainsi le Tiers-État de Lyon demander que les biens communaux restent en nature aux

1. Ce droit de triage, consacré par l'ordonnance rendue sous Louis XIV en 1669, était possible si les trois conditions suivantes étaient remplies : 1° les biens devaient avoir été concédés gratuitement ; 2° à défaut de titre, la présomption était réputée onéreuse ; 3° les deux tiers restant devaient être suffisants pour les habitants. Cette ordonnance, qui si elle avait été exactement appliquée n'aurait permis aux seigneurs que d'exercer quelques rares triages, le fut en réalité très mal. De nombreuses communautés avaient été ainsi spoliées.

2. Jaurès. *Histoire socialiste*, Paris 1905.

communautés « qui seront autorisées à faire rentrer dans leurs mains ceux aliénés ou usurpés, quelque longue que puisse être la possession des détenteurs desdits biens. » La noblesse, au contraire, prenant selon l'expression de Merlin « le masque d'un faux zèle pour les progrès agricoles » mais dont le seul but était d'exercer le droit de triage souhaitait « que la division des communaux soit favorisée de manière à attacher plus de sujets à la patrie par des propriétés et à faire fleurir l'agriculture ». Même demande, et toujours basée sur l'intérêt de l'agriculture, de la Noblesse des Dombes, du Bas-Vivaraïs, de la Haute-Auvergne.

Le Tiers-État de Guéret, lui aussi, se prononçait pour le partage : « Le partage des communaux mérite d'être pris en considération. Ils comprennent une grande étendue de terrains qui n'offre qu'une vaine pâture. Il serait donc d'un intérêt général d'en féconder une partie par la culture et de semer le reste en bois. » Mais il convient de noter que ce sont des bourgeois de la ville, des négociants, ou même des bourgeois annoblis qui ont rédigé les cahiers de Guéret et l'on peut douter qu'ils traduisent sans réserve la pensée des paysans.

En effet, c'est surtout dans les cahiers où domine l'influence de la bourgeoisie des villes que le partage est énergiquement réclamé. Si nous connaissions tous les cahiers des paroisses, nous aurions sans doute un autre son. C'est ainsi que les cahiers de la région parisienne, connus en grand nombre réclament, pres-

que tous, le maintien ou la restitution des biens communaux.

Mais même dans les communes où le paysan fait entendre sa voix, il y a des difficultés, des complications. Les paysans, eux aussi, suivant en cela l'exemple des seigneurs, s'étaient parfois appropriés des parcelles du domaine commun. En exigeant le retour des communaux à la totalité des habitants, on expropriait non seulement le seigneur, mais aussi le paysan misérable. D'où graves difficultés. Ailleurs dans les communes où les pauvres vivant dans des chaumières très resserrées ne pouvaient avoir de bétail, ils n'avaient aussi aucun intérêt à maintenir les biens communaux où, seuls, les riches propriétaires et fermiers faisaient pâture. Là, il se produisit un mouvement très énergique, d'abord pour arracher aux seigneurs les biens usurpés ; ensuite pour répartir ces biens entre tous. C'était le cas de la commune de Vaires dont les habitants demandaient qu'on leur fasse remettre « de quoi pouvoir donner l'éducation nécessaire à leurs enfants et moitié de leur vie ».

Ainsi, tandis que tous les nobles demandaient le partage des biens communaux pour exercer leur prétendu droit de triage, tandis que le Tiers État des villes était hésitant et inclinait aussi vers le partage, la plupart des communautés rurales étaient énergiquement opposées à la décomposition du patrimoine commun, sauf cependant dans quelques contrées où les paysans très pauvres et démunis de bétail désiraient pratiquer la culture intensive.

Si maintenant nous examinons, même superficiellement, les lois révolutionnaires antérieures au 10 juin 1793, nous constatons qu'elles présentent une certaine contradiction. Les unes ont pour objet la conservation et l'accroissement du domaine communal : elles abolissent le droit du tirage, réintègrent les communes dans les terres qu'elles justifieront avoir anciennement possédées, et leur attribuent la propriété des terres vaines et vagues ; les autres au contraire semblent vouloir la disparition complète de ce domaine en provoquant le partage.

Il ne rentre pas dans nos intentions d'étudier cette première catégorie de mesures qui abolissant même pour le passé, mais sous certaines conditions, les droits de triage, de tiers denier, de cantonnement, donnèrent lieu à la réintégration des communes dans les biens dont elles avaient été dépouillées par les ci-devant seigneurs. Si ces questions, comme nous l'avons vu, font l'objet de nombreuses revendications dans les cahiers de 1789, il n'en est plus question en juillet 1793. A cette époque, c'est seulement l'opportunité et les modes du partage qui sont envisagés. La loi du 10 juin réglemeute souverainement cette matière. Avant d'en étudier les diverses dispositions, nous allons indiquer brièvement la législation qui la précéda dans cette voie.

Le partage des communaux n'était pas chose nouvelle. A partir de la deuxième moitié du XVIII^e siècle, époque à laquelle, sous l'influence des idées *physiocratiques*, la monarchie s'efforçait de développer la

richesse agricole de la France, de nombreux édits et lettres patentes, échelonnés jusqu'en 1789 autorisèrent les partages.

Mais ces édits n'étaient pas d'une application générale, mais restreints soit à des provinces, soit même à des paroisses ; encore ces partages ne concernaient pas la propriété, mais seulement la jouissance du bien communal. La base des partages était le plus souvent, le feu, le ménage ; la Révolution allait ordonner qu'ils eussent lieu par tête.

Déjà le 16 mars 1790, Cretée de Paltuel avait proposé le partage des biens communaux entre tous les habitants ayant feu, sans distinction de qualité ou de fortune. Mais d'après son projet, la portion de chacun devait revenir à sa mort à la paroisse qui à son tour devait la céder au plus ancien des ménages nouvellement formés et de préférence aux enfants de la personne décédée, si rien ne s'opposait à ce choix. Ce mémoire n'eut d'autre consécration législative que la nomination d'un conseil dont la mission était d'étudier le meilleur emploi à faire des biens communaux, mais aucun rapport ne fut dressé.

Le 14 août 1792, sur la proposition de François de Nantes, l'Assemblée Nationale ordonnait le partage des communaux autre que les bois, et chargeait le comité d'agriculture de préparer un décret dans les trois jours. Ce projet exigeait trop de méditations pour qu'il fût prêt dans un espace de temps aussi court. Il ne fut présenté à la Convention que le 10 juin 1793 par le citoyen Fabre de l'Hérault après un rap-

port d'une hardiesse extraordinaire déposé par Lozeau, député de la Charente-Inférieure.

Après avoir posé en principe qu'il ne devait plus y avoir que deux sortes de propriétés : les propriétés nationales qui étaient hors du commerce et les propriétés particulières qui étaient dans le commerce, Lozeau soutenait que les propriétés communales étant inégalement réparties, il en résultait des disproportions choquantes entre les avantages assurés aux habitants du même sol ; que de plus ces propriétés étaient mal tenues, mal cultivées et que des terrains immenses étaient ainsi soustraits aux progrès de l'agriculture. Il affirmait enfin qu'il était de l'intérêt évident du gouvernement de multiplier le nombre des habitants propriétaires et d'affaiblir l'importance des corporations les plus légitimes, sous peine de créer dans la République des fonctionnements contraires à l'unité de la nation française. Il concluait en demandant à l'assemblée de voter l'abolition de la propriété communale par le partage ou la vente, à l'exception des forêts d'une grande étendue.

Le projet de Fabre fut voté et devint la loi du 10 juin. Le député Souhait l'avait combattu en demandant que les partages fussent temporaires et cela, comme remède à l'indigence. « Portons nos regards, disait-il, non pas seulement sur la pauvreté qui nous entoure, sur la pauvreté de 1793, mais sur celle de tous les siècles, conservons-lui le patrimoine sacré que lui ont légué nos ancêtres. » Il ajoutait : « Dans les pays où le pâturage fait la richesse et la subsistance

des habitants, quel parti tireraient-ils chacun de quelques toises de terrains en propriété? Ce ne serait pas soulager leur misère, prévenir leurs besoins, ce serait évidemment les aggraver; ce serait leur offrir une dangereuse amorce pour les faire tomber dans l'abîme, ce serait les engager à vendre ces faibles portions dans l'impossibilité de les tourner à meilleur usage, les forcer à mettre toute leur fortune dans les mains des grands propriétaires et aliéner ainsi en quelque sorte leur liberté en perdant leurs moyens de subsistance. Est-ce là le prétendu bien que vous voulez faire ? »

La loi du 10 juin 1793 remettait en vigueur le partage en propriété des biens communaux sans distinguer entre les biens communaux proprement dits et les biens patrimoniaux. Tous devaient être partagés sauf deux exceptions découlant de la nature même des choses : 1° les biens qui ne sont pas susceptibles de propriété privée : voies publiques, places, etc., et 2° les bois communaux, mines, carrières et autres productions minérales.

Il est vrai que le partage était seulement facultatif : il ne pouvait avoir lieu que s'il était voté par le tiers des habitants (1). Mais alors il devenait obligatoire pour tous et irrévocable.

Il était permis aussi à l'assemblée des habitants de décider la vente d'un bien communal ou son af-

1. Tout individu des deux sexes, âgé de 21 ans, ayant droit au partage, pouvait voter à l'assemblée des habitants.

ferme, ou bien encore la continuation de la jouissance en commun.

Quant au mode de partage, quatre systèmes avaient déjà été discutés par la législative : 1° le partage par tête d'habitant ; 2° par feu ou ménage, 3° au prorata de l'impôt foncier et 4° proportionnellement aux biens fonds.

La Convention décida que le partage serait fait par tête d'habitant domicilié, de tout âge et de tout sexe, absent ou présent.

Était réputé habitant, tout citoyen français domicilié dans la commune un an avant le jour de la promulgation du décret du 14 août 1792, ou qui ne l'aurait pas quittée un an avant cette époque pour aller s'établir dans une autre commune (art. 1^{er}, Section II).

Mais suffisait-il d'avoir résidé un an avant la promulgation de la loi du 14 août 1792, pour y être réputé habitant, ou bien fallait-il encore que cette résidence ait eu le caractère d'une habitation fixe, d'un domicile permanent ?

« Il n'est pas douteux, disait la Commission des biens nationaux, que la simple résidence dans un lieu, lorsqu'elle a précédé et suivi le 13 août 1791, époque antérieure d'un an à la promulgation de la loi du 14 août 1792, donne à ce citoyen le titre d'habitant du même lieu et l'y rend admissible au partage. L'article 4 de la section II du décret du 10 juin 1793 est une preuve évidente qu'il n'est nullement nécessaire que la résidence dont nous venons de parler soit accompagnée d'une habitation fixe, d'un domicile permanent, pour

signaler un habitant. Les quatre classes de citoyens que cet article désigne spécialement, les valets de labour et les domestiques n'ont point d'autre domicile que leur résidence, qui loin d'être fixe est toujours momentanée : cependant le droit de partage leur est accordé, ce qui démontre d'une manière positive qu'un citoyen a acquis le droit d'habitation dans une commune, s'il y a résidé à l'époque déterminée par l'article 3 de la section II (1). »

Ce mode de partage est le plus démocratique qui puisse se rencontrer, le plus favorable aux non-propriétaires. Il suffit d'être habitant, et à ce seul titre, les métayers, valets de labour, domestiques peuvent y prendre part ; les fonctionnaires, les voyageurs ne sont pas non plus dépourvus, ils sont apporportionnés dans la commune qu'ils ont quittée (art. 6). Seul, le seigneur qui a déjà usé du droit de triage en est privé, mais il a obtenu largement sa part (2).

Pour créer en quelque sorte « les habitudes de la propriété dans une classe qui y avait été jusque-là

1. Réponse à une question adressée à la Convention par l'administration du département de la Meurthe le 21 frimaire an III.

2. A la séance du 17 mars 1793, Bertrand de Falaise avait proposé un mode de partage plus démocratique encore; il avait en effet déposé la proposition suivante : « De tous temps les amis de l'humanité ont senti que les liens communaux étaient essentiellement le patrimoine des pauvres, cependant ce sont les riches qui en jouissent depuis des siècles. Je demande qu'ils soient partagés entre ceux qui n'ont aucune propriété de moins de 100 livres de revenus. »

Ce vœu fut immédiatement accepté, mais ne reçut pas d'autre consécration.

étrangère », les législateurs avaient déclaré que les lots échus par le résultat du tirage au sort ne pourraient être aliénés volontairement pendant l'espace de dix années (art. 15, section II) et que d'autre part ces lots ne pourraient être saisis pour dettes, excepté pour le paiement des contributions publiques (art. 16).

Ce décret du 10 juin, qui bouleversait l'économie de certains pays, devait nécessairement faire naître bien des récriminations. Les procès-verbaux des assemblées primaires de 1793 nous en donnent un intéressant aperçu. Aucune des 18 assemblées qui ont manifesté leur opinion, n'a approuvé ce décret; on connaît déjà leur situation, car toutes ont aussi protesté contre la loi du 7 mars. Elles appartiennent à ces régions pauvres du Massif central et des Pyrénées où le sol est pauvre et l'agriculture arriérée. Elles se répartissent ainsi : Aveyron, 1 assemblée ; Cantal, 10 ; Corrèze, 1 ; Haute-Loire, 1 ; Lozère, 3 ; Basses-Pyrénées, 1 ; Hautes-Pyrénées, 1.

Dans ces divers départements, la division des biens communaux en un très grand nombre de villages est la règle. Dépendant des grandes chaînes de montagnes, ils présentent en totalité ou en partie le caractère montueux et la constitution géologique du sol y a produit nécessairement dans l'ordre agricole, le régime pastoral. Or, pour qu'un pacage soit utilement exploité, il doit présenter une certaine étendue. Tel communal qui suffirait dans son entier pour nourrir 50 bêtes, partagé n'en nourrira pas 20. — Si le partage par tête n'était pas sans utilité pour les proprié-

taires là où la culture était rapidement profitable, en revanche, dans les terres ingrates le morcellement égalitaire ne procurait aux copartageants qu'une parcelle de rapport médiocre ou lointain ; dans les pays où le terrain ne se prêtait qu'au pâturage, la division était la ruine.

C'est ce que, avant le décret du 10 juin, nombre d'habitants faisaient observer au comité d'agriculture qui avait prescrit une enquête sur l'opportunité du partage des communaux. « Vous voyez, citoyens, que les ci-devant provinces de la Marche, du Limousin, du Nivernais, du Bourbonnais, n'avaient pour ressources que le produit des bestiaux. Et ce produit des bestiaux dans le département de la Creuse substitué à la Marche, n'est fondé que sur les pâturages que les propriétaires de chaque village avaient mis en commun. Sans ces pâturages les cheptels de bestiaux qui sont la ressource des petits propriétaires sont anéantis ; l'engrais des bestiaux qui est l'âme de l'agriculture et l'espérance des récoltes est aussi anéanti ; le commerce des bestiaux que nous fournissons aux grandes villes et aux armées est perdu. Que l'on ne pense pas fournir aux indigents une grande ressource en leur attribuant ce qui ferait la ruine des petits propriétaires. Ces indigents sont sans bestiaux et sans moyen de culture, comment défricheront-ils ? Il en coûte pour défricher. Cultiveront-ils à bras ? notre sol est trop ingrat pour les indemniser de cette pénible culture ; il est constant que ce qu'on leur donnerait ne les enrichirait pas et ruine-

rait les petits propriétaires (1). » Ainsi s'exprimait un groupe d'habitants du district de Boussac, au comité d'agriculture.

Si tel était bien l'état économique de la majeure partie des départements montagneux du Massif Central et des Pyrénées, s'il est admis que les propriétaires étaient les principaux intéressés au maintien des communaux, nous pouvons déjà affirmer que les doléances des procès-verbaux de 1793 ne sont que le reflet de leurs sentiments. En effet, comme nous l'indiquerons plus tard, les non possédants s'abstinrent de toute manifestation.

La Convention avait voulu une réforme sociale ; accroître le nombre des petits propriétaires et par cela même le nombre de ses partisans ; les assemblées protestataires à en juger par celles qui ont motivé leurs protestations se placent surtout au point de vue agronomique. Mais on ne voit pas toujours très bien si c'est le partage même ou seulement le mode de partage décrété par la Convention qui est désapprouvé. Il en est ainsi, en particulier, pour deux assemblées ; celle de Lavoute (Haute-Loire) et celle d'Ariens (Hautes-Pyrénées) qui demandent seulement le rapport du 10 juin sans plus amples explications (2).

Mais c'est plutôt une exception, car les autres procès-verbaux, traitant de cette question des com-

1. *Arch. Nat.*, F. 10, n° 329.

2. *Arch. Nat.*, B. II, 15, n° 180 et B. II, 25, n° 145.

munaux, sont plutôt prodigues d'arguments et de renseignements divers. C'est ainsi qu'à Malzieu (Lozère) un membre de l'assemblée trouve la loi sur le partage « désastreuse pour ce pays ; elle aurait l'effet d'étouffer l'agriculture et le commerce... » Ici il apparaît que c'est le principe même du partage qui est repoussé comme une calamité. Il convient de dire qu'une partie de l'assemblée ne partagea pas cette opinion, on dut recourir en effet à un appel nominal et la motion de l'orateur ne fut adoptée que par 57 voix contre 38 (1).

D'autres assemblées se montrent plus conciliantes. Saint-Pé campagne (Basses-Pyrénées) propose une transaction entre la loi et les nécessités agronomiques qui consisterait à réserver « une partie des fonds communaux pour pouvoir conserver une suffisante quantité de bestiaux pour la fumaison et les travaux de la culture, ne pouvant autrement faire les dits travaux de culture dans notre pays de côtes et de montagnes (2) ». De même à Saint-Symphorien (Aveyron), les habitants, bien que lésés par le partage, ne veulent pas cependant s'opposer à son application, mais ils émettent le vœu « que le partage des communaux ne soit pas exécuté de la manière qu'il a été décrété ; qu'au surplus, si l'on juge le dit partage avantageux, il soit fait par des propriétaires ou originaires des communes (3) ». De même aussi à Fournels (Lozère)

1. *Arch. Nat.*, B. II, 17, n° 133.

2. *Ibid.*, B. II, 25, n° 11.

3. *Ibid.*, B. II, 3, n° 300.

le décret sur le partage des communaux est jugé « impraticable dans son exécution et destructif de toute espèce de troupeau, seul revenu du pays ». Si les communaux sont partagés, au moins qu'ils le soient « par feu et non par tête et d'après le titre de propriété de chaque commune (1) ».

Si les assemblées précitées repoussent toute application du partage ou déclarent s'y résigner sous certaines conditions, les 12 assemblées restantes, paraissent admettre la dissolution des communaux mais critiquent le mode de partage voté par la Convention. Ainsi l'assemblée de Saint-Germain du Teil dans la Lozère, veut que le partage ait lieu « à proportion du tènement et non par tête, à cause que les grands tenanciers seraient obligés de laisser la moitié de leurs biens incultes, à défaut de fumature, le terrain ne produisant qu'à force de fumier (2). » Il est vrai que devant la protestation de son délégué à Paris, l'assemblée renonce à cette réclamation, mais ce n'est évidemment qu'une renonciation de circonstance. Le partage en proportion des biens est encore le mode préféré à Eygurande (Corrèze) et la raison donnée est aussi originale qu'imprévue : « Il faut, disent les 350 votants, que le partage des communaux soit fait à tour de bien, car autrement c'est attaquer la propriété, et ça tendrait à faire des guerres intestines et la loi agraire ; il faut qu'il y ait dans la République

1. *Arch. Nat.*, B. II, 17, n° 136.

2. *Ibid.*, B. II, 17, n° 167.

des maisons qui aient quelque fortune pour pouvoir faire élever leurs enfants, car il en coûte pour leur payer des pensions et s'il n'y avait personne d'instruit, nous retomberions dans l'ignorance (1). » Cette assemblée d'Eygurande est la seule qui fasse abstraction des intérêts primordiaux de l'agriculture pour se rabattre sur des considérations sociales. En outre si la revendication précédente reflète bien l'opinion de tous les électeurs, elle nous montre en eux un esprit conservateur, en parfaite opposition avec les idées égalitaires de l'époque.

Le Cantal est le département que la loi du 10 juin semble avoir le plus touché, probablement parce que l'élevage y est la seule ressource de revenus. En effet 10 assemblées s'y sont prononcées contre le partage des communaux ; mais c'est le mode de partage que visent surtout leurs critiques. Celles-ci sont plus précises et plus développées que dans les assemblées précédentes. Si à Mauriac (section des ci-devant Bénédictins) (2) à Saint-Flour (section de la Halle) (3) au bourg de Saignes (4), chaque procès-verbal se borne à constater le vœu de l'assemblée pour « le rapport du décret qui fixe le mode de partage des communaux » nous trouvons dans d'autres procès-verbaux, le résumé des discours approuvés par les assemblées.

A Saint-Flour (section du Collège et des Cordeliers)

1. *Arch. Nat.*, B. II, 6, n° 284.

2. *Ibid.*, B. II, 5, n° 72.

3. *Ibid.*, B. II, 5, n° 58.

4. *Ibid.*, B. II, 5, n° 79.

« un membre a demandé la parole et a dit que le partage par tête dans le département du Cantal tendait à la ruine des domaines en ce qu'il fallait dans un pays aussi ingrat par son sol, la réunion d'une quantité de prés et de terres pour rendre l'exploitation profitable. Plusieurs membres ont appuyé cette motion en développant d'une manière décisive l'inconvénient de la loi du partage des communaux dans le district de Saint-Flour. L'assemblée a arrêté qu'elle demandait le rapport de la loi, en laissant aux législateurs le soin de fixer à la partie indigente du peuple la portion que l'humanité réclame en sa faveur (1). » A Pierrefort, la motion soumise aux trois sections du canton et adoptée par elles, justifie le rapport du décret relatif au partage des communaux par deux raisons : « 1^o parce qu'il blesse la propriété, du moins dans ce pays, où ce qu'on entend par communaux ne sont que des propriétés indivises pour lesquelles chaque tenancier payait proportionnellement aux ci-devant seigneurs ; 2^o parce que le partage par tête est impolitique, attendu que s'il est exécuté, on peut prédire hardiment, que dans dix ans, toutes les portions de terres tomberont par vente entre les mains des forts propriétaires, et que la loi, au lieu d'avoir atteint son but, n'aura fait qu'enlever aux pauvres une grande ressource (1). »

En effet, ainsi que nous l'avons indiqué précédemment, la Convention avait stipulé (aux article 15

1. *Arch. Nat.*, B. II, 5, n^{os} 56 et 59.

et 16, section II du décret du 10 juin) que les lots échus par le résultat du tirage au sort ne pourraient être aliénés volontairement pendant l'espace de dix ans, et que de plus, ils ne pouvaient être saisis pour dettes. Cette clause visait surtout les non-possédants, fermiers et domestiques que la loi appelait à participer au partage. Mais il est clair que tout en restant propriétaires, ceux-ci pouvaient perdre la jouissance de leur lot : il suffisait qu'en changeant de maître, ils dussent s'éloigner suffisamment pour être dans l'impossibilité matérielle de le travailler. C'est ce que fait valoir l'assemblée de Tanavelle district de Saint-Flour : « Il a observé qu'il [le décret du 10 juin] était attentatoire à la propriété et était une initiative de la loi agraire, en ce qu'un fermier ou domestique domicilié depuis plus d'un an dans une commune, y participait ainsi que leur famille et frustrait ainsi les vrais propriétaires, que d'ailleurs, cette portion ne pouvait leur être profitable, puisque à la fin du bail ou à leur terme, ils se trouvaient possesseurs d'une parcelle dans un lieu éloigné, de laquelle ils ne pourraient tirer aucun bénéfice. » L'Assemblée approuve et décide « qu'il serait fait des représentations à la Convention Nationale pour qu'elle rapportât ce décret et que par amendement, elle décrétât que les communaux seront partagés dans chaque commune d'après le désir des citoyens à la majorité des voix et suivant les usages anciens, par tête de chef de famille » (1) c'est-à-dire par mé-

1. *Arch. Nat.*, B. II, 5, n° 70.

nage de propriétaire. Il est intéressant de noter ce rappel de la coutume d'Auvergne, qui, pour être moins démocratique, répondait certainement mieux aux intérêts généraux de ce pays.

Le vœu de l'Assemblée de Condat (district de Murat) ne fait que confirmer la déclaration des habitants de Tanavelle : « Le décret concernant les communaux du 10 juin dernier est encore très nuisible à si mauvais sol », expose-t-elle ; les communaux doivent être partagés « par feu, tant pour le pauvre que pour le riche » mais à la condition que « les fermiers et domestiques n'aient point droit dans les partages desdits communaux, où ils ont acquis domicile dans si peu de temps. » L'Assemblée désire en outre « que les bois communaux soient partagés dans les mêmes formes afin qu'ils soient mieux surveillés et conservés » (1). La Convention au contraire, nous l'avons indiqué, avait excepté les bois communaux de la possibilité du partage (art. 5 du décret du 10 juin).

Ce qui frappe dans tous les procès-verbaux relatifs au partage des communaux, c'est le silence des non-propriétaires. Pourtant cette question devait les intéresser. Une preuve nous en est fournie par la pétition adressée à la Convention le 20 janvier 1793 par un habitant de l'Aveyron. Nous en extrayons ce passage intéressant : « Cependant le pauvre de la campagne qui sacrifie toujours le présent à l'avenir, pensant

1. *Arch. Nat.*, B. 11, 5, n° 87.

que ce partage doit l'arracher à la misère, tant pour le moment que pour l'avenir, croit que ce décret doit lui être utile et l'attend avec impatience. (1) » S'il en est ainsi, comment s'expliquer que pas une voix de protestation ne se soit élevée de la classe pauvre contre ces demandes d'abrogation du décret du 10 juin qui, somme toute, lui donnait satisfaction. Il est possible que la classe d'inaliénabilité ait contribué pour beaucoup au silence des copartageants, qui sans capitaux et sans demeure fixe, faisaient peu de cas d'un lot dont ils ne pouvaient guère tirer profit. Il ne faut pas oublier non plus que la famine fut la plaie de la Révolution. Combien grandes devaient être alors les difficultés de la vie dans les régions montagneuses du Massif central et des Pyrénées où les ressources étaient rares et les familles nombreuses. Il est donc permis de supposer que dans les assemblées primaires où fut discuté le décret du 10 juin, les domestiques et fermiers aimèrent mieux faire le sacrifice de leur opinion personnelle que d'entrer en conflit avec les propriétaires et perdre par là même leur gagne-pain et celui de leur famille. En tous cas, on ne les voit nulle part s'élever contre des décisions qui sont visiblement inspirées par le souci exclusif des possédants, nulle part, si ce n'est à Malzieu (Lozère). Là, ainsi que nous l'avons déjà indiqué, la motion pour l'abrogation du décret sur les communaux ne fut adoptée que par 57 voix contre 38, et il fallut procéder à un scrutin

1. *Arch. Nat.*, N F 10, n° 230.

par appel nominal ; au contraire, la motion contre le décret du 7 mars, qui n'intéressait que les propriétaires fut votée à l'unanimité et sans scrutin.

A Saint-Flour et à Pierrefort, on parut tenir compte de l'intérêt des « pauvres » mais moins peut-être pour ménager une partie des citoyens présents que pour mieux convaincre la Convention. Il faut ajouter, d'ailleurs, que pour les terrains propres seulement au pâturage, les non-propriétaires eux-mêmes pouvaient avoir intérêt à maintenir l'indivision. En effet, dans les communaux où toute culture est presque impossible, le pauvre trouve une ressource par l'exemption des frais de nourriture des animaux nécessaires à sa subsistance et la petite portion de propriété qui remplacerait son droit, ne lui procurerait pas des ressources équivalentes.

Du reste, cette loi du 10 juin 1793, ne devrait pas jouir longtemps d'une grande faveur ; dès le 20 thermidor an III le député Baraillon (de la Creuse) en demandait le rapport sous prétexte qu'elle était injuste, destructive de l'agriculture et qu'enfin elle produisait un effet contraire aux intérêts de la nation. Ses explications ne faisaient ainsi que reproduire les principaux arguments des assemblées primaires de 1793.

En présence de cet état de choses, émue aussi des réclamations multiples qui lui étaient adressées, la Convention par décret du 21 prairial an IV ordonnait de surseoir à toutes les actions et poursuites ré-

sultant de la loi du 10 juin 1793 et maintenait dans leurs jouissances tous les possesseurs.

Ainsi disparut cette fameuse loi qui faillit amener la disparition complète de la propriété communale en France.

En ce qui nous concerne, nous considérons comme parfaitement justifiées les revendications des assemblées primaires, ayant trait à cette importante question économique. Nous croyons même que si les protestations ne furent pas plus nombreuses, cela tient à ce que ce décret du 10 juin n'était pas encore très connu, ou que l'on n'avait pas encore réfléchi à tous les inconvénients qui découlaient de son application.

Quoi qu'il en soit, nous ne croyons mieux faire pour résumer l'ensemble des observations présentées dans ce chapitre que de citer ce passage d'Aucoc : « La loi du 10 juin avait au point de vue économique le grave tort d'une mesure générale faisant peser la même règle sur toutes les communes ou section et sur tous les communaux sans distinction, sans tenir compte des situations et des besoins divers ; son radicalisme implacable ne prenait pas la peine de consulter l'utilité publique pour chaque communauté et pour chaque immeuble. Elle se contentait pour ordonner le partage non pas même de la volonté communale, manifestée sans garantie et sans contrôle, mais de la volonté d'une insuffisante minorité formée de manière à donner au prolétariat agricole les moyens de contraindre la majorité des habitants à la subir. Sous ce rapport, cette loi blessait l'équité, elle

la blessait encore par la gratuité du partage et la distribution par tête, en violant à la fois les droits de la propriété privée, ceux de l'être moral et des générations futures, également privées de toute espèce de compensation (1).»

1. Aucoc. *Du partage des biens communaux et des sections de commune*. Paris 1865.

CHAPITRE III

Revendications relatives au décret du 4 mai 1793, portant la fixation d'un maximum et réglementant le commerce des grains.

Le décret du 4 mai 1793 comportait :

1^o Des mesures destinées à assurer l'approvisionnement des marchés en blé (recensement des grains, vente obligatoire dans les marchés publics, droit de réquisition accordé aux corps administratifs sur les marchands ou les propriétaires, contrôle du commerce des grains etc.), ; 2^o la fixation d'un prix maximum du blé.

Cette loi d'un caractère exceptionnel et provisoire devait entraîner les plus graves conséquences. En juillet, deux mois après sa promulgation, elle était déjà l'objet des réclamations de nombreuses assemblées primaires. Il est dans notre intention de faire un exposé aussi exact que possible du contenu de ces diverses réclamations, mais étant donné l'importance de cette matière, nous pensons qu'il est indispensable de faire connaître auparavant à la suite de quelles circonstances la Convention fut amenée à voter ce décret du 4 mai.

Il convient de dire tout d'abord que la fixation d'un maximum à la vente des denrées n'était pas une nouveauté. C'était même un procédé très familier à l'ancien régime, un des plus usités, en cas de nécessité publique. Le roi, propriétaire suprême de tous les biens de ses sujets, était en cas de danger le seul juge des mesures à prendre pour assurer le salut du royaume. Du reste, la grande majorité des philosophes du XVIII^e siècle, légitimaient une semblable pratique. Pour eux, l'État, dépositaire en vertu du contrat social de tous les droits des citoyens, se trouve tout puissant en toute matière. Une seule maxime commande, excuse et justifie les mesures les plus redoutables : *salus populi suprema lex esto*. La loi du maximum paraissait ainsi parfaitement justifiée, tant en vertu d'une tradition constante, que des théories de l'époque. En 1793 elle paraissait d'autant plus justifiée que l'État se réorganisait et que les dangers publics étaient plus considérables.

La famine fut la plaie de la Révolution. La profonde commotion causée par les événements politiques, l'anarchie spontanée qui avait été la conséquence de l'effondrement de l'autorité royale, la panique provoquée par l'insuffisance des récoltes de 1788-1789, le désordre produit dans le commerce des grains par les entraves apportées de tous côtés à la circulation des convois, n'avaient pas tardé à dégarnir les marchés et à engendrer la disette. Aussi la question des approvisionnements en grains fut une des premières à appeler l'attention de la Constituante. Un comité

formé le 19 juin 1789 fut chargé de « s'occuper sans relâche de la recherche des causes de la cherté des grains et des moyens de soulager la misère publique. » Par les soins de ce comité un projet fut rédigé qui devint le décret du 29 août 1789. En le votant, l'assemblée Constituante revenait franchement aux principes de Turgot, annulait les dispositions des anciens arrêts du conseil (1) et établissait la libre circulation des grains à l'intérieur du royaume. L'exportation restait prohibée, elle devait l'être pendant toute la Révolution.

Le régime créé par ce décret du 29 août dura jusqu'à l'établissement du maximum ; les nombreux décrets qui suivirent ne faisant que le compléter ou l'interpréter sans en modifier le principe fondamental. Ainsi ceux en date des 18 septembre et 5 octobre 1789 ne font qu'établir un certain nombre de pénalités contre les contrevenants, entre autres la saisie des grains et farines et leur confiscation au profit des hôpitaux. De même les décrets des 16 novembre 1789 et 15 septembre 1790 renouvellent seulement les prescriptions et les défenses tant en ce qui concerne la libre circulation intérieure des grains, que la prohibition de leur exportation.

Ainsi les décrets s'accumulaient mais sans résultats bien tangibles. La question des vivres et subsistances

1. Ces arrêts rendus sous le Ministère de Necker les 7 septembre 1788, 23 novembre 1788 et 13 avril 1789, portaient défense de vendre ou d'acheter des grains en dehors des marchés, et obligation aux marchands et cultivateurs de les approvisionner.

restait toujours à solutionner. Le prix du blé augmentait sans cesse : de 23 fr. 70 en 1788, le prix moyen du setier était passé à 30 fr. 10 en 1790 et rien ne faisait entrevoir une baisse (1). Aussi les 18 et 26 septembre 1791, la Constituante, dans l'intention évidente de favoriser l'extension du commerce des céréales, autorisait les propriétaires, fermiers ou marchands à se faire indemniser par les départements sur le territoire desquels ils auraient été victimes de pillages ou de violences. Le 9 septembre la même assemblée spécifiait que les municipalités rendront compte aux corps administratifs de l'état des marchés et qu'elles pourront contraindre les cultivateurs et marchands à fréquenter ces derniers. C'était un retour à l'ancienne réglementation. Nous voulons croire cependant que ces nouvelles dispositions prises en pleine crise, alors que les blés de la nouvelle récolte n'affluaient pas encore sur les marchés ne furent guère appliquées, en effet le décret du 8 décembre 1792 affirmait de nouveau sans restriction la liberté du commerce des grains et punissait de la peine de mort ceux qui y feraient opposition. Toutefois les officiers municipaux conservaient la faculté de fixer la valeur du pain et de la viande, particulièrement dans les grandes villes, mais cette mesure de police ne s'étendait pas bien loin car il leur était défendu par l'article 30 du titre 1^{er} du décret du 20 juillet 1791 de taxer aucune autre denrée sous peine de destitution.

1. Biollay. *Étude économique sur le XVIII^e siècle*.

Malgré cette abondante législation, la difficulté de se procurer des subsistances et les embarras du commerce étaient toujours des sujets continuels de désordre et de plainte, et de décembre 1792 en février 1793 le mal s'était considérablement accru. La crainte des troubles et du pillage, la répugnance des cultivateurs à recevoir du papier, la cherté des prix provenant de la grande abondance du numéraire fictif, étaient les causes qui empêchaient le facile commerce des grains et produisaient la disette. Il en était surtout ainsi dans les départements du midi. Le conseil exécutif relatif aux subsistances nous fait connaître dans sa proclamation en date du 31 octobre 1792 que le setier de blé de 240 livres poids de marc, s'y vendait jusqu'à 60 livres et plus et que le pain valait six sous la livre. Dans le Nord les prix étaient moins élevés. Cette remarque est très intéressante à signaler. En effet, comme nous le verrons plus tard et contrairement à ce que l'on pourrait croire, ce fut la France méridionale qui protesta surtout contre le Maximum alors qu'elle aurait dû plutôt, semble-t-il, se féliciter de cette mesure.

Cependant, les efforts administratifs des communes suppléaient jusqu'à un certain point à l'activité du commerce et les denrées ne manquaient pas sur les marchés mais elles étaient d'un prix exorbitant. La valeur des assignats diminuant chaque jour en raison de leur masse, il en fallait toujours davantage pour acquérir la même somme d'objets et c'est ainsi que les prix devenaient excessifs. Le peuple ne re-

cevant que la même valeur nominale pour son travail, ne pouvait plus atteindre aux objets de ses besoins et se répandait en plaintes et en menaces. Le pain n'était pas la seule chose dont le prix fut excessivement augmenté : le sucre, le café, la chandelle avaient doublé de valeur. Aussi le peuple ne pouvant rétablir la proportion entre ses salaires et la consommation criait contre les riches, contre les accapareurs, contre l'aristocratie marchande. Déjà en 1792 les esprits étaient très surexcités. Le 26 janvier 1793, l'orateur d'une députation du faubourg Saint-Martin se livrait devant la Convention à des diatribes menaçantes : « Nous dénonçons ici tous les accapareurs en tout genre, tout est sous la main avide des assassins du peuple. »

« Il est temps, s'écrie l'auteur du *Dernier cri des Sans-Culottes qui manquent de pain*, nous avons faim, nous crions, jurons, disons la vérité ; nous avons la rage dans le cœur, nous nous foutons de tout parce que nous aimons mieux mourir en réveillant les âmes engourdies de nos magistrats que de nous voir périr le ventre plat et sec... Une sacrée bande d'aristocrates accapare le pain, mais nous irons chez ces écornifleurs de chair humaine... Du pain, et c'est là notre dernier cri. » Dès les premiers mois de 1793, en même temps que les troubles, les émeutes locales, les attentats contre les marchands se multiplient, le langage devient plus hardi. Dans les milieux populaires, on réclame la taxe forcée, un maximum sur les denrées comme étant le seul remède à une si lamentable

situation. Cependant, on sentait les inconvénients de cette taxe. Aux Jacobins même, Dubois de Crancé, les Robespierre, Thuriot et autres montagnards, s'élevaient tous les jours contre le projet du Maximum. Chaumette et Hébert faisaient de même à la Commune. Ils considéraient ce procédé comme dangereux pour la liberté du commerce. Mais pour substituer un autre moyen à celui qu'ils repoussaient, ils proposaient de faire prendre les assignats au pair et de punir de mort quiconque refuserait de les recevoir pour la valeur portée sur leur titre, comme si ce n'eût pas été là une autre manière d'attaquer la liberté du commerce.

Toutes ces propositions n'empêchaient pas le mal de s'accroître et de rendre une crise inévitable. Vers la fin février, la difficulté de se procurer des denrées avait poussé l'irritation du peuple au dernier degré. Les femmes surtout apparemment plus touchées par ce genre de souffrances, étaient d'une extrême agitation. Marat qui avait la prétention d'imaginer toujours les moyens les plus simples et les plus prompts, écrivait dans sa feuille le 25 février au matin, que jamais l'accaparement ne cesserait si on n'employait des moyens plus sûrs que tous ceux qu'on avait proposés jusque-là. S'élevant contre les monopoleurs, les marchands de luxe, les rabins, les ex-nobles que les infidèles mandataires du peuple encourageaient au crime par l'impunité, il ajoutait : « Dans tout pays où les droits du peuple ne seraient pas de vains titres, consignés fastueusement dans une simple dé-

claration, le pillage de quelques magasins, à la porte desquels on pendrait les accapareurs, mettrait bientôt fin à ces malversations qui réduisent cinq millions d'hommes au désespoir et qui en font périr des milliers de misère. Les députés du peuple ne sauront-ils que bavarder sur ses maux sans en proposer le remède? » Soit que ces paroles eussent réellement agi sur le peuple, soit que l'irritation portée à son comble ne pût déjà plus se contenir, une multitude de femmes s'assemblèrent en tumulte devant les boutiques des épiciers que l'on ne tarda pas à mettre au pillage.

A l'annonce des ces événements, l'assemblée voulant parer aux difficultés du moment, alloua des fonds à la commune pour faire délivrer des subsistances à meilleur prix. Car, c'est un fait constant, que la Convention, en contact permanent avec le peuple de Paris, fit tout pendant sa législature pour épargner à cette ville les misères et les souffrances qui désolaient alors le reste de la France. Ce régime de faveur devait faire naître bien des protestations.

Si Paris réclamait contre le renchérissement et la pénurie des vivres, la province s'agitait aussi. Des administrations de département, des sociétés populaires écrivaient à la Convention pour dénoncer les accapareurs et réclamer une loi qui empêcherait leurs agissements. Des corps de troupes, des armées s'organisaient aussi sur tous les points du territoire dont il fallait assurer la subsistance.

Sous la poussée de ces événements, sous l'empire

des nécessités les plus pressantes, la Convention revint à l'idée de la vente imposée au producteur afin d'assurer l'approvisionnement des marchés. Le 10 mars, le député Duquesnoy demandait que le droit de requérir tout fermier, cultivateur ou possesseur de grains, fût reconnu aux corps administratifs et officiers municipaux. Cette proposition fut approuvée et le comité d'agriculture chargé de préparer un projet de loi. C'est à la fin d'avril que s'engagea le débat au cours duquel se produisirent des incidents violents. De ces séances orageuses sortit le décret du 4 mai.

Nous avons déjà indiqué la teneur de ce décret. Il régleme très étroitement le commerce des grains (recensement, approvisionnement forcé des marchés, vente exclusive dans les marchés) mais il introduit aussi dans la législation un principe nouveau, celui d'un prix maximum des blés. Ce maximum devait être fixé par département, en prenant comme base le prix moyen pendant les quatre premiers mois de 1793, mais il devait ensuite décroître à partir du 1^{er} juin progressivement et dans les proportions suivantes : au 1^{er} juin d'un dixième, au 1^{er} juillet d'un vingtième du prix restant, au 1^{er} août d'un trentième et enfin d'un quarantième au 1^{er} septembre (articles 25 et 26 du décret du 4 mai).

C'est cette dernière disposition qui fut vivement critiquée dans le Midi et le Centre, approuvée au contraire dans le Nord (Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Oise, Eure). Mais dans le Nord, on ne s'en tint pas à cette seule question, le problème entier des subsis-

tances y fut posé. Nous serons ainsi amené à exposer certains sujets tels : la liberté de culture, le régime des grandes fermes, l'extension de la grande propriété, toutes choses qui aux yeux de beaucoup contribuaient à la hausse des produits agricoles. Nous examinerons donc séparément les deux régions.

Dans le Midi et le Centre, 53 assemblées primaires, dans 12 départements s'élevèrent contre l'application du Maximum, une seule à Saint-Flour (Cantal) se prononça pour son maintien. Elles sont ainsi réparties : Ain, 2 ; Alpes (Hautes), 21 ; Aude, 2 ; Cantal, 8 ; Garonne (Haute), 3 ; Gers, 1 ; Hérault, 2 ; Isère, 4 ; Lot, 1 ; Lot-et-Garonne, 5 ; Saône-et-Loire, 3 ; Tarn, 1.

Si l'on considère la situation géographique de ces divers départements, on voit tout d'abord qu'ils sont situés au sud d'une ligne allant de Bayonne à Nancy et compris ainsi dans la France Méridionale et du Sud-Est. Ils forment de plus deux groupes distincts, 4 départements : Saône-et-Loire, Ain, Isère et Hautes-Alpes, longent notre frontière de l'Est, tandis que les 8 autres restant, le Cantal excepté, sont compris dans la région qui s'étend des Cévennes à la chaîne des Pyrénées. Partout, cependant, nous trouvons la même demande et les mêmes arguments. En effet, sur les 53 Assemblées primaires qui se sont prononcées contre le Maximum, toutes en réclament l'abrogation, sauf 7, qui mettent la Convention dans cette alternative : décréter la suppression du Maximum des grains ou l'appliquer soit à toutes les marchan-

dises, soit seulement aux marchandises indispensables à l'agriculture y compris la main-d'œuvre.

A l'appui de leurs revendications, quelques assemblées ne donnent aucun motif, 3 se réclament exclusivement de l'article 16 de la Déclaration des Droits, les autres, c'est-à-dire le plus grand nombre, s'appuient sur des raisons d'ordre purement économique, concurremment parfois avec d'autres raisons.

En effet, d'une part, le maximum lèse le propriétaire producteur de blé, en abaissant la valeur marchande de son produit, la rémunération de son labeur, alors qu'autour de lui, le prix des marchandises et les salaires sont entraînés dans un mouvement général de hausse croissante ; il s'efforce donc de se soustraire à l'action du Maximum qui l'oblige à vendre à prix fixe et réduit, tandis qu'il achète à des prix de plus en plus élevés, aussi il vend le moins possible ou le plus tard possible, favorisé en cela bien souvent par la négligence ou la mauvaise volonté des administrations chargées de lui appliquer la loi.

D'autre part, la quantité de blé apportée sur les marchés baisse, la circulation des grains de la campagne vers la ville, des cantons producteurs vers leurs tributaires se ralentit, la disette se fait sentir ; l'acheteur que le Maximum avantagerait, s'il était appliqué, est amené à préférer la cherté à la pénurie.

Ce sont ces intérêts différents que reflètent les procès-verbaux ; dans les uns on croit entendre les producteurs de blé, dans les autres ceux qui n'en pro-

duisent point ou pas assez, craignent d'en manquer.

Partant de ce point de vue, nous classerons l'ensemble des assemblées qui ont protesté contre le Maximum en deux groupes distincts que nous étudierons séparément. Dans le premier groupe, nous exposerons les revendications des propriétaires et producteurs, dans le second, les doléances des consommateurs et acheteurs.

Les assemblées du premier groupe sont au nombre de 15, réparties comme suit : Dans le sud-est : Saône-et-Loire, 2 et Isère, 3 ; dans le midi, Tarn, 1 ; Lot-et-Garonne, 2 ; Lot, 1 ; Gers, 1 ; Haute-Garonne, 3 ; Aude, 2. Écoutons-les parler.

Tout d'abord, voici Saint-Marcel en Saône-et-Loire qui charge son député « de faire des représentations à la Convention Nationale sur les difficultés et injustices » de la loi du Maximum ; « si elle existait, elle mettrait le laboureur dans l'impossibilité de pouvoir continuer la culture, par la raison que toutes les autres marchandises éprouvent journellement une augmentation considérable ; le prix de ses denrées taxé inférieurement à la proportion le mettrait dans l'impossibilité de subvenir aux frais de culture, considérablement augmentés par la cherté de toutes les marchandises » ; cette loi est « contraire au bien public, à l'agriculture et aux principes de justice exprimés dans l'article 16 des Droits de l'homme et du citoyen (1) ». Les mêmes arguments repassent dans l'Isère, à Trept et à Saint-Geoirs (deuxième sec-

1. *Arch. Nat.*, B. II, 96, n° 353.

tion) (1). Le Maximum dit Aspres les Veynes (Hautes-Alpes) a « des effets nuisibles pour le cultivateur pauvre qui est obligé de vendre ses denrées au moment qu'il les perçoit et qu'il appréhende de les acheter à haut prix (2) ».

Il semble que le Maximum n'était pas encore fixé dans tous les départements en juillet 1793. En effet les critiques de l'assemblée de Saint-Marcel que nous venons de rapporter, s'adressent seulement à l'application future du maximum. Nous verrons les assemblées du Cantal s'exprimer de semblable façon. Il est possible que beaucoup d'administrations départementales, soit négligence de leur part, soit mauvaise volonté en présence des intérêts contraires des habitants, aient ajourné l'application de cette loi. Si le maximum avait été fixé partout, peut-être verrions-nous un bien plus grand nombre d'assemblées en critiquer les dispositions et les conséquences.

Ceci dit, si nous passons dans le sud de la France, nous voyons le ton s'élever et la plainte faire place à la colère. Si l'assemblée de Villefranche (Tarn) demande humblement le rapport de la loi du 4 mai parce qu'elle la « croit absolument destructive de l'agriculture (3) », celles de Layrac et Caudecoste, cantons contigus du Lot-et-Garonne, « exigent l'abolition de toutes taxes sur toutes espèces de denrées, notamment sur les grains, comme attentatoires

1. *Arch. Nat.*, B. II, 14, n° 8 et 278.

2. *Ibid.*, B. II, 2, n° 71.

3. *Ibid.*, B. II, 30, n° 243.

au droit de propriété et contraires aux articles 16 et 19 de la Déclaration des Droits, sans que, sans aucun prétexte, cette taxe puisse être rétablie » (1). L'assemblée de Saint-Germain (1^{re} section) dans le Lot, accepte la Constitution sous certaines conditions entre autres celle-ci : « Que toutes lois relatives à la taxe des grains soient pareillement anéanties, comme attentatoires au droit de propriété, et leurs auteurs déclarés ennemis des Droits de l'homme (2). » Celle de Valence dans le Gers confond dans la même condamnation la loi de l'emprunt forcé « et notamment celle sur la taxe des subsistances, comme injustes, comme attentatoires au droit de propriété comme incompatibles avec la Déclaration des droits qu'elle vient de sanctionner, mais encore comme destructives de tout travail et de toute industrie et conséquemment comme calamiteuses et tout à fait ruineuses pour le peuple (3). »

Toutes les assemblées ne sont pas aussi intransigeantes. Certaines, tout en préférant que le maximum fût aboli, s'y résigneraient cependant, s'il cessait d'être une loi d'exception visant seulement les grains. C'est le cas de Sagy (Saône-et-Loire) qui accepterait une taxe « de toutes les autres denrées et marchandises » (4). De même Saint-Étienne de Saint-Geoirs première section (Isère) voudrait l'imposition de « tous

1. *Arch. Nat.*, B. II, 71, nos 110 et 29.

2. *Ibid.*, B. II, 16, n° 163.

3. *Ibid.*, B. II, 11, n° 303.

3. *Ibid.*, B. II, 27, n° 64.

les objets de consommation, entre autres des objets qui ont rapport à l'agriculture » (1). Dans la Haute-Garonne, le président de l'assemblée primaire de Fousseret, dans une lettre adressée au Président de la Convention, prétend exprimer les vœux « de tout le pays » et l'un d'eux dit-il est : « que vous leviez le maximum ou que vous le mettiez sur les prix de tout ce qui est nécessaire à la vie de l'homme vivant en société. Par votre maximum, vous avez rompu toutes les proportions entre les prix de ces choses, et de laquelle rupture tous gémissent et craignent à tout instant d'en voir arriver les plus terribles malheurs (2). » Plus accommodante, la troisième assemblée du canton d'Aspet, demande seulement « la taxe du vin débité à pot et à pinte » (3).

Toujours dans la Haute-Garonne nous voyons les laboureurs et « manouvriers » des deux sections de Villebrunier souhaiter également le rapport du décret du 4 mai ou l'extension du maximum. Mais tandis qu'à Fousseret, on paraît préférer la suppression du maximum à son extension, ici au contraire, c'est cette extension qui paraît la solution la plus désirable ; on la considérerait moins comme un remède que comme un bienfait. Les deux assemblées en des termes presque identiques demandent en effet « la taxe de toutes choses qui sont dans le commerce, sinon le rapport du décret concernant la taxe du

1. *Arch. Nat.*, B. II, 14, n° 33.

2. *Ibid.*, B. II, 11, n° 214 et 42.

3. *Ibid.*, B. II, 11, n° 29.

maximum des subsistances, attendu que ce décret rompant l'équilibre ou la proportion entre le prix des subsistances et celui des autres choses, les habitants des campagnes qui ne récoltent que des grains ou dont le travail n'est payé qu'en grains, tandis que d'autre côté les villes ne leur fournissent qu'à des prix excessifs les autres choses dont ils ont besoin, doivent évidemment manquer des moyens de pourvoir à tout autre besoin que celui de manger du pain. D'ailleurs le décret du maximum des subsistances tue l'émulation de l'agriculture et réduira les propriétaires à la nécessité de laisser incultes les terres qui ne produisent qu'à force de travail (1). » Ces raisons générales sont communes aux propriétaires ou métayers et aux travailleurs agricoles, mais surtout appropriées aux intérêts des premiers. La seconde section de Villebrunier nous fait connaître plus particulièrement les doléances de ces « manouvriers » agricoles de ceux « dont le travail n'est payé qu'en grains ». « Cette taxe, lisons-nous dans le procès-verbal de cette section, sous le rapport des circonstances va réduire à la misère les pauvres habitants des campagnes ; car ils ont acheté à crédit, l'hiver dernier, des grains pour leurs subsistances à des prix excessifs, et pour satisfaire à cet égard leurs créanciers à la fin de l'été, suivant l'usage de leurs conventions, il faudra qu'ils sacrifient sur les grains qu'ils auront gagnés durant l'été, une quantité double de celle qui leur a été livrée l'hiver der-

1. *Arch. Nat.*, B, II, 11, 98.

nier (1). » Pour tous ces « manouvriers » taxer les blés, c'était taxer les salaires. Cette conséquence pouvait les laisser indifférents, mais ce qu'il leur importait surtout, puisqu'ils étaient payés en grains, c'est que « toutes les autres choses qui sont dans le commerce » fussent aussi taxées, afin d'avoir toujours le même pouvoir d'achat. La taxation générale avait même à leur égard le grand avantage d'établir entre leurs salaires et leurs besoins un rapport immuable qui leur assurait une sécurité parfaite. Il ne faut donc pas s'étonner de voir cette demande placée au premier rang des revendications que nous venons d'exposer.

La plupart des procès-verbaux ne sont que des sommaires qui nous laissent ignorer souvent la pensée de leurs rédacteurs. Ainsi celui de Coursan dans l'Aude, cache peut-être sous sa forme vague l'idée de la taxation des salaires : « Que le décret qui fixe le maximum des grains, dit-il, soit rapporté ou que généralement toutes choses soient taxées, sans quoi le laboureur sera forcé de laisser ses terres sans cultures (2). » Celui de Névian, dans le même département, nous laisserait tout aussi incertain, si nous ne possédions une pétition acceptée par l'assemblée de ce canton, comme étant l'expression fidèle de sa pensée (3). Nous y trouvons en même temps que la de-

1. *Arch. Nat.*, B. II, 1, 99.

2. *Ibid.*, B. II, 3, n° 168.

3. Cette pétition est ainsi résumée au procès-verbal : « Un autre membre a fait lecture d'une pétition touchant le décret du 4 mai re-

mande expresse de la taxation des salaires, une critique du maximum la plus étendue et la plus complète que nous aient présentée les assemblées primaires de 1793. Les paysans, propriétaires et fermiers y apparaissent en conflit d'intérêts non pas seulement avec les marchands, mais aussi avec les ouvriers.

Cette pétition est conçue en ces termes :

« Plusieurs décrets de circonstance que vous avez été obligés de rendre nous avaient d'abord fait languir.

En effet le décret que la Convention nationale rendit le 4 mai dernier, relatif aux subsistances tout sage qu'il est, avantageux pour plusieurs départements tandis qu'il est très onéreux pour les autres.

Le département de l'Aude, citoyens représentants se trouve dans le dernier cas, son principal revenu consiste en grains dont la consommation ne pourra se faire si l'agriculture n'a point la liberté de les vendre quand et à qui bon lui semble.

Nous vous observons, citoyens représentants, que depuis la publication de ce décret, nos marchands de grains ont abandonné leur commerce, ceux des départements voisins ne paraissent plus, par conséquent point de circulation ni de consommation des grains dans ce département, le numéraire a totalement disparu, et le papier-monnaie est entièrement discrédité, citoyens représentants, nous devons vous le dire, si

latif à la taxe des grains, demandant qu'il fût rapporté ou qu'on mit une taxe sur toutes les autres parce qu'en taxant les grains, on porte atteinte à l'agriculture. » *Arch. Nat.*, B. II, 3, n° 165.

la Convention Nationale ne rend point aux agriculteurs de ce département la liberté de vendre leurs grains, l'agriculture, sa seule et unique ressource, est entièrement perdue.

Et par quelle fatalité, cela peut arriver. En voici les principales causes :

1^o Parce que l'agriculture ne pouvant point vendre ses grains entièrement dans les mois d'août et septembre, se trouve dans l'impossibilité de se procurer les fonds qui lui sont nécessaires pour fournir aux réparations considérables qu'il est obligé de faire pour préparer les terres à la prochaine récolte et pour solder les emprunts de l'année dernière :

2^o Parce que depuis l'émission des assignats, les bestiaux aratoires et nécessaires pour le labour sont devenus d'une cherté exorbitante surtout quand il arrive que l'agriculture n'en peut point solder le montant au moment de l'achat ;

3^o Parce que les outils et tout ce qui est nécessaire et indispensable pour la culture des terres a augmenté au quadruple ;

4^o Parce que le cultivateur devenu rare par les recrutements réitérés qui se sont faits dans ce département nous ont enlevé les meilleurs bras, que ceux qui sont restés quoique très inférieurs demandent aujourd'hui 300 francs de gages tandis qu'un bon cultivateur ne gagne pendant tout le temps qu'environ 100 livres ;

5^o Parce que le fermier, qui ne pourra faire la vente des grains de la récolte, se trouvera dans l'impossi-

bilité de solder le prix de son bail à l'époque déterminée, ce qui obligera le propriétaire à lui faire des frais pour se procurer le payement, ce qui non seulement occasionnera des dépenses aux fermiers, mais encore obligera le propriétaire à retirer du bien qu'il laissera en friche ;

6° Parce que le manouvrier que l'agriculteur est obligé d'occuper ne veut être payé qu'en numéraire et veut gagner aujourd'hui quatre fois plus qu'il n'était la coutume, de sorte que ce qu'un agriculteur faisait il y a deux ans pour 3 francs, il lui en coûte à présent 12 ;

7° Parce que les marchands d'étoffe et autres feignant de cacher ses marchandises pour faire le semblant de ne pas en avoir, les ont deuis peu augmentées de quatre fois plus qu'ils les vendaient ordinairement ;

8° Enfin parce que la plupart refusent aujourd'hui de vendre leurs marchandises si on ne les paye en numéraire, ce qui est absolument impossible.

« Telles sont, citoyens représentants, les difficultés qu'éprouve aujourd'hui l'agriculteur du département de l'Aude, si la Convention Nationale ne jette un regard favorable et ne fixe pour un moment son attention à cette branche si utile de la société, il ne pourra arriver dans ce département que des suites très funestes. »

Comment résoudre toutes ces difficultés : « en suspendant, disent les petitionnaires, la taxe des subsistances dans le département de l'Aude, en prenant néanmoins les mesures nécessaires pour qu'il reste

dans le département assez de grains pour la subsistance pour une année ». Et dans le cas où la Convention ne trouverait pas à propos de suspendre la dite loi du 4 mai « qu'elle daigne au moins dans l'impossible fixer généralement toutes les marchandises qui se fabriquent dans l'intérieur de la République, que les manouvriers et généralement tous ouvriers employés aux travaux de l'agriculture seront tenus de prendre de monnaie du cours pour le montant de ses honoraires et de ses journées et que le prix en soit fixé au double de ce qu'ils gagnaient en 1790, ce qui sera proportionnel avec le prix du grain, sans quoi les propriétaires seront forcés d'abandonner la plus grande partie de leurs biens et se verront réduits dans la plus grande détresse (1). »

C'est le cours forcé de l'assignat que réclament ainsi les pétitionnaires d'Évian. La Convention recula longtemps devant cette grave mesure et ce n'est qu'en septembre 1793 que, pressée par l'agitation populaire à Paris, elle devait se résoudre à ce dernier système.

Ceci dit, on s'explique difficilement le silence des marchands et des ouvriers agricoles dont les exigences sont particulièrement critiquées dans cette pétition à la Convention. Pourtant les diverses catégories d'électeurs ont dû avoir connaissance de cette pétition puisque sa lecture est signalée au procès-verbal et qu'elle est déclarée être l'expression fidèle de l'assemblée. En l'absence de renseignements,

1. *Arch. Nat.*, B. II, 3, 226.

nous ne pouvons que signaler cette anomalie, sans chercher à en donner des explications, qui ne pourraient être que de pures hypothèses.

Néfastes au producteur, le décret du 4 mai devait avoir des conséquences également désastreuses pour les consommateurs. C'est un fait constant que la réglementation à outrance produit toujours un effet contraire au but proposé et n'engendre que la rarefaction de la marchandise visée. Ainsi, pour éviter la taxe, les blés allaient se cacher et provoquer par là même une disette factice. Les départements pauvres, importateurs de grains, devaient nécessairement s'élever contre une semblable mesure. On ne s'étonnera pas que des assemblées des Hautes-Alpes (au nombre de 21) du Cantal (5), de l'Hérault (2) etc., aient dénoncé le maximum comme une cause de misère.

Écoutons maintenant parler les assemblées de ce deuxième groupe. Dans les Hautes-Alpes, les deux sections de Gap et le canton de Serres, en attendant que la Convention rapporte le décret du 4 mai, invitent l'administration départementale à en suspendre l'exécution; il provoque « une disette factice au milieu de l'abondance en interceptant le commerce des grains (1) ». Toujours dans le district de Gap, les habitants de Tallard « depuis l'époque à laquelle ce décret a été mis à exécution n'a plus vu de grains dans les marchés, la circulation ayant même été in-

1. *Arch. Nat.*, B. II, 2, nos 86, 87, 73.

terrompue d'un département à l'autre (1) ». « Les marchés sont déserts et les citoyens des villes et des bourgs ne peuvent s'alimenter » gémit Aspres le Veyne (2). « Depuis la publication de l'arrêté du département sur le maximum, il n'a plus paru de grains sur les marchés voisins » (Montmorin) (3) ; « les marchés n'ont plus été approvisionnés (Ribiers) (4). Pour Orpierre « le salut de la classe indigente dépend de cette mesure » (le retrait du maximum) (5). Bref, la taxe a tari « la source d'abondance » (Saint-Julien-en-Champsaur et la Roche des Arnauds) (6).

Si de l'est de la France, nous passons maintenant dans le centre, nous voyons les assemblées du Cantal ne pas s'exprimer autrement que celles des Hautes-Alpes. Pourtant, il convient de remarquer qu'au moment du vote sur la Constitution, le maximum ne semble pas encore fixé dans ce département. Nous trouvons dans ce fait l'explication probable du vote de la troisième section de Saint-Flour. Là, en effet, il fut arrêté « à la pluralité des voix qu'on demanderait la fixation du maximum des grains (7) ». C'est la seule assemblée primaire qui, en dehors de la région parisienne et des départements du Nord, ait émis un semblable vote. Il faut penser que ce groupe d'élec-

1. *Arch. Nat.*, B. II, 2, n° 90.

2. *Ibid.*, B. II, 2, n° 71.

3. *Ibid.*, B. II, 2, n° 72.

4. *Ibid.*, B. II, 2, n° 77.

5. *Ibid.*, B. II, 2, n° 75.

6. *Ibid.*, B. II, 2, nos 83 et 88.

7. *Ibid.*, B. II, 5, n° 59.

teurs de Saint-Flour, ayant à se plaindre, comme partout ailleurs, du grand renchérissement des blés voyaient seulement dans le maximum le retour forcé à un prix plus normal, mais qu'en revanche, ils n'entrevoyaient nullement la disette et les conséquences désastreuses découlant de l'application du décret du 4 mai.

Sauf cette exception, les assemblées du Cantal sollicitent toute l'abrogation de ce décret. Il en est ainsi à Saint-Flour, des deux sections de la Halle et du Collège ; cette dernière préconise « la liberté du commerce de cette denrée [le blé], comme le seul moyen de prévenir les accaparements, la disette, et de faire diminuer par la confiance le prix des grains (1) ». Pour les habitants de Tanavelle « ce décret, quoique sage dans ses principes, est funeste dans ses conséquences, puisqu'il est prouvé que dans tous les endroits où les grains ont été taxés, la famine s'est aussitôt fait sentir ». Il suffit de surveiller les accapareurs (2). A Laroquebrou, les première, troisième et quatrième sections repoussent la taxe parce qu'elle amènerait infailliblement la famine (3) ; la seconde vote de même, mais s'abstient de tout commentaire (4).

Dans l'Hérault, deux cantons du district de Lodève demandent le rapport du maximum, Gignac parce

1. *Arch. Nat.*, B. II, 5, n^{os} 56 et 58.

2. *Ibid.*, B. II, 5, n^o 70.

3. *Ibid.*, B. II, 5, n^{os} 50, 51, 49.

4. *Ibid.*, B. II, 5, n^o 48.

qu'il « lui fait éprouver les horreurs de la famine à la récolte (1) », le Caylar « comme tendant à mettre la famine dans la République ; déjà il n'y a plus de grains dans les marchés, le peuple crie qu'il a faim ; il ne se plaignait pas, lorsque la circulation et le prix des grains étaient libres ; effectivement on devrait taxer toutes sortes de denrées, et les journées de travail, si la taxe du prix des grains existe, et alors plus de commerce (2). ». Nous retrouvons ici l'idée d'une taxation générale portant même sur les salaires, comme étant la corollaire nécessaire de la taxe des grains. Imposer l'une et ne pas imposer l'autre est contraire à l'ordre normal des choses.

Si du centre et du sud de la France, nous passons aux départements qui entourent ou avoisinent Paris, l'opinion change. Nous sommes dans une région où dominant la grande propriété et la grande exploitation, aussi le maximum est-il approuvé et la généralisation de cette mesure, réclamée comme une garantie du droit à l'existence.

Un premier groupe d'assemblées tentent de rattacher leurs revendications à la Constitution elle-même où de les y inscrire. Situées pour la plupart en Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Oise, Aisne, Eure, elles appréhendent que les articles 16 et 17 de la Déclaration des droits, n'autorisent des abus dans le commerce en général et en particulier dans le commerce des grains. Aussi, dans la crainte qu'une diminution dans la

1. *Arch. Nat.*, B. II, 12, n° 184.

2. *Ibid.*, B. II, 12, n° 178.

vente, ou bien l'accaparement n'entraîne une disette factice, mais non moins redoutable, elles réclament à la Convention le vote de mesures préventives.

C'est ainsi qu'à Claye (Seine-et-Marne) « la lecture de l'acte constitutionnel achevée, plusieurs citoyens ont réclamé sur les articles 16 et 17 consignés dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, disant que ces deux articles pouvaient favoriser la cupidité des cultivateurs et annuler la loi du 4 mai dernier sur le maximum des grains ». L'assemblée consultée par appel nominal, n'accepte la Constitution que « sous la réserve de la révision des articles 16 et 17 » (1).

A Livry (Seine-et-Oise), les citoyens de la commune de Montfermeil, le maire en tête, quittent l'assemblée parce qu'elle refuse d'admettre les réclamations contre l'article 16, « où ils trouvent de l'interprétation onéreuse, concernant les grains de subsistance », ils veulent « que le décret où est mentionné le maximum, fasse article dans la dite Constitution sans quoi ils n'y consentiront pas » (2). La section rurale du canton de Louviers (Eure) a donné son assentiment à l'article 16 à condition « que la taxation du blé fût sévèrement observée et que le maximum fût exactement suivi » (3). L'assemblée de Chambly (Oise) ne parle pas expressément des articles 16 et 17, mais elle demande à la Convention : « d'établir une taxe consti-

1. *Arch. Nat.*, B. II, 29, n° 66 et lettre du président n° 135.

2. *Ibid.*, B. II, 29, n° 169.

3. *Ibid.*, B. II, 9, n° 71.

tutionnelle sur toute espèce de marchandises : 1° que le blanc blé soit à 12 livres le quintal et ainsi que toutes autres espèces de marchandises en général ; 2° que les commerçants ne puissent pas vendre plus de 2 sols pour livre en sus du prix et des frais de leurs achats, ce qui ne pourra porter aucune entrave au commerce ; 3° que la plus grande rigueur soit exercée contre les personnes prises en contravention ; 4° ramener le prix ancien de toutes espèces de marchandises en général » (1). Les électeurs de Fontainebleau-campagne (Seine-et-Marne) demandent « comme article constitutionnel une taxe des grains et du pain uniforme pour toute la République » (2).

A Brunoy (Seine-et-Oise) 392 votants sur 546 sont d'avis que « pour faire cesser la cupidité des accapareurs de blé, » il soit ajouté aux articles 16 et 17 « qu'il serait fait tous les ans après la récolte un recensement général de tous les blés récoltés dans l'étendue de la République, avec défense, sous peine de mort, de l'exporter chez l'étranger, si ce n'est dans des temps de trop grande abondance et avec l'autorisation du Corps législatif et sous sa responsabilité » (3). L'assemblée de Villeneuve (Oise) serait rassurée sur les conséquences de l'article 16, si une loi intervenait « pour que les cultivateurs ne puissent se prévaloir du dit article, en conservant leur blé dans le cas de nécessité au préjudice de la subsistance du

1. *Arch. nat.*, B. II, 22, n° 254.

3. *Ibid.*, B. II, 29, n° 78.

3. *Ibid.*, B. II, 29, n° 181.

peuple » (1). D'autres assemblées ou minorités d'assemblées bien plus exigeantes demandent la réglementation non pas seulement du commerce des grains mais aussi de tout commerce en général. C'est ainsi que l'assemblée de Corbeil (2) (Seine-et-Oise), vote deux amendements à la Déclaration des droits : l'un relatif à l'article 16, tendant à ce que le prix des grains soit fixé dans toute la République, l'autre restreignant l'article 17 : « Nul genre de travail, de culture, de commerce, ne peut être interdit à l'industrie des citoyens » par cette addition « pourvu que les denrées et marchandises provenant de tout genre de commerce quelconque ne soient point comme elles le sont, portées à un taux nuisible à tous les individus de la République » (3). « De même à Rambouillet (Seine-et-Oise), 82 votants sur 201 et l'assemblée de Saint-Clément (Yonne) apportent à cet article 17 des restrictions analogues, toujours dans le but de prévenir l'agiotage et l'accaparement (4). »

Si beaucoup d'assemblées primaires de la région parisienne émirent la prétention de voir leurs diverses revendications incorporées dans la Constitution, ce ne fut pas une règle générale. Les procès-verbaux d'un petit groupé d'assemblées n'exigent pas cette consécration de leurs observations. Pourtant, d'un côté comme de l'autre, c'est le maintien ou l'extension du maximum,

1. *Arch. Nat.*, B. II, 22, n° 228.

2. Section des communes de Lisses, Ivry-sur-Seine et Villabé. Le canton de Corbeil comprenait 3 sections.

3. *Ibid.*, B. II, 29, n° 179.

4. *Ibid.*; B. II, 29, n° 212 et B. II, 32, n° 305.

la réglementation du commerce des grains et du commerce en général qui sont demandés.

Aussi, dans l'étude de ce nouveau groupe d'assemblées, nous ne ferons qu'énumérer celles reproduisant des revendications déjà citées. C'est ainsi que les unes demandent la répression des accaparements (Pontoise, Seine-et-Oise) ou le maintien du maximum des grains (Lagny 4^e section et Guignes, Seine-et-Marne), les autres l'établissement du maximum des denrées de première nécessité ou de toutes les marchandises (La Fère-en-Tardenois, Aisne ; Le Châtelet et Écouen, Seine-et-Oise ; Saint-Piat, Eure-et-Loir ; Louviers et Beuzeville, Eure). La section de Louviers-campagne voudrait le recensement des récoltes et la vente obligatoire du blé sur les marchés. On devrait décider, dit le citoyen Louis Châtel, maire de la commune de Montorre « qu'il ne devrait point être fait de magasins, que les circonstances actuelles et la disette des denrées que nous éprouvons tendraient à faire une révolution ; que tout le blé devrait être apporté au marché comme autrefois, et que dans le cas où tout ne serait pas vendu, le surplus devait être réservé et remis au marché suivant pour être vendu ; qu'enfin on devait accorder à toutes les denrées la libre circulation prescrite par la loi... de déléguer dans toutes les communes du canton deux commissaires pris dans le sein de chaque municipalité, pendant la moisson, pour prendre le compte exact des gerbes de blé qui existeront dans leur commune, que les commissaires en rendraient compte tous les jours à la mu-

nicipalité du lieu jusqu'à l'entière récolte, pour par les municipalités faire le tableau général du nombre de gerbes ; que tout marchand de blé devait être tenu de le porter au marché public et n'en devait vendre aucunement chez lui ; qu'enfin aucun cultivateur ne pouvait transporter ses grains sans avoir un certificat de la municipalité du lieu de son domicile(1). »

Si extraordinaire, si vexatoire que puisse nous paraître la proposition du maire de Montmorre, ce serait se tromper grandement que de voir en elle, l'œuvre d'un cerveau malade, d'un exalté. En effet, les populations du nord inclinaient visiblement vers l'idée du recensement des céréales et de la vente obligatoire des blés. Pour beaucoup, c'était le seul moyen d'assurer la subsistance du peuple.

C'est ainsi qu'aux procès-verbaux des deux sections de Beuzeville (Eure), il est joint un projet d'arrêté en dix articles, élaboré par les officiers municipaux du canton pour être soumis à l'approbation de la Convention. Nous croyons devoir le rapporter entièrement car mieux que tout autre document, il nous montre jusqu'à quelles conceptions pût aller l'idée de la réglementation du commerce des grains et du recensement des récoltes. Il est ainsi conçu » :

« Du 10 juillet 1793, le deuxième de la République française. Les officiers municipaux des communes du canton, assemblés extraordinairement pour prendre les mesures de sûreté relatives à la récolte prochaine

1. *Arch. Nat.*, B. II, 9, 71.

et obvier aux abus qui peuvent s'y glisser, ont arrêté à l'unanimité ce qui suit :

Article premier. — Chaque cultivateur fera à sa municipalité immédiatement après sa récolte la déclaration du nombre de gerbes, tant de blé, seigle, méteil, avoine qu'il aura récoltées et cela sous le délai de vingt-quatre heures après la récolte de chaque espèce de grains.

Article 2. — 48 heures après cette déclaration, vérification en sera faite par des commissaires dont moitié sera prise dans la classe indigente de la commune voisine et l'autre moitié dans la commune du vérifié dans la même classe : lesquels commissaires ne seront ni parents, ni fermiers, ni créanciers, ni débiteurs dudit vérifié.

Article 3. — Ceux desdits cultivateurs qui auront fait une fausse déclaration, ou qui n'en auront fait aucune seront punis de la peine de confiscation desdits grains non déclarés ou faussement déclarés.

Article 4. — Les dites déclarations et vérifications faites et la quantité de blé et autres grains connues, chaque municipalité recevra la déclaration de chaque individu qui en récolte point du tout ou qui n'en récolte point suffisamment pour sa nourriture annuelle, de même que celle de chaque propriétaire ou fermier pour la consommation de sa maison jusqu'à la récolte de 1794.

Article 5. — D'après les dispositions de l'article ci-dessus, les municipalités de chaque commune connaissant exactement la quantité de blé nécessaire à

la consommation annuelle de leur commune, connaîtra par la même raison la quantité de blé à vendre dans chaque paroisse. En conséquence, chaque fermier et propriétaire sera tenu de déclarer à la municipalité la quantité de blé qu'il portera à chaque halle pour l'approvisionner et le nom de l'acheteur.

Art. 6. — L'acheteur lui-même, s'il est boulanger, justifiera à la halle suivante ou quinze jours après l'usage et l'emploi qu'il aura fait du blé qu'il aura acheté le marché précédent ; et cette justification se fera à la municipalité du chef-lieu sauf par ledit boulanger d'y satisfaire, il sera exclu de la halle et défenses lui seront faites d'en acheter comme accapareur et il sera traité de même. Cette justification ne pourra se faire que par un certificat signé de la municipalité et du conseil général de la commune du lieu où il aura cuit son pain.

Art. 7. — Tout acheteur de blé autre que les boulangers, justifiera aussi par un certificat de sa municipalité, le besoin qu'il aura de s'approvisionner à la halle ; il sera tenu au reste de ne se présenter à la halle qu'après un temps suffisant pour la consommation du blé qu'il aura acheté précédemment, lequel temps sera jugé suffisant ou non par la municipalité du lieu où se tiendra la halle ; et pour mettre la dite municipalité en état de pouvoir juger de la compétence du temps, ledit acheteur produira un certificat des proposés aux halles du temps qu'il aura acheté la provision de blé dont il aura fait la consommation, et un certificat de la municipalité qui

constate le nombre de personnes qu'il aura à nourrir.

Art. 8. — Les officiers municipaux de chaque commune feront sous le délai de huitaine à compter du jour de la fin de la récolte la déclaration de la quantité de blé nécessaire à l'approvisionnement annuel de leur commune ; faute par eux d'y satisfaire, ou dans le cas de fausses déclarations, les officiers municipaux en contravention seront dégradés, traités comme indignes de la confiance publique et rayés du tableau des citoyens actifs.

Art. 9 — La vérification des déclarations communales se fera les 16 communes assemblées au chef-lieu du canton dans un jour indiqué par ladite municipalité du chef-lieu ; et dans le cas de contravention de la part de quelques municipalités, deux commissaires pris dans l'assemblée seront nommés le jour même de l'examen desdites déclarations pour la vérification de celles qui paraîtront douteuses ou équivoques.

Art. 10. — La vérification faite par les dits commissaires, ils en référeront à l'assemblée qui se tiendra huit jours après au chef-lieu pour juger la contravention et décerner contre les contrevenants les peines portées par l'article 8 du présent arrêté. Cette dernière assemblée sera composée de deux commissaires par chaque commune (1) ».

Ce qu'il faut retenir de cette organisation, c'est le rôle qu'y jouent les indigents et les autorités électives.

1. *Arch. Nat.*, B. II, 9, n° 151.

A côté de ce projet ratifié par les assemblées primaires de Beuzeville, se place naturellement celui de Rossignol, délégué du canton du Châtelet (Seine-et-Marne) à Paris et esquissé dans une lettre à la Convention. Ce projet de Rossignol ne fait qu'étendre à la France entière le régime imaginé à Beuzeville. Ce serait alors la nationalisation des subsistances. « Dans les circonstances présentes, dit Rossignol, les subsistances doivent être déclarées propriétés nationales, le prix doit être remboursé aux propriétaires et la disposition en doit être faite par les corps administratifs. Il devrait donc exister à Paris un comité central auquel correspondent les diverses administrations et que le comité central soit seul chargé de l'approvisionnement de Paris et de la République ; qu'il soit fait présentement récolement des grains existants ; qu'ils soient payés à l'enlèvement et qu'il ne soit permis à aucun propriétaire d'en disposer envers qui que ce soit ; que peine soit prononcée contre quiconque vendrait ou achèterait malgré ces dispositions, comme valeur des biens de la République ; que le comité central, d'après la situation qui lui sera fournie, d'après les récolements par les diverses administrations de la République, soit le seul qui puisse faire des demandes pour l'approvisionnement de tous les départements français, et que ces diverses demandes ne soient exécutées que par les administrations respectives auxquelles elles seront faites. Voilà, je crois, conclut Rossignol, le seul moyen et le plus sûr de sauver la chose commune. Frappez le grand coup.

Déclarez les récoltes propriétés nationales (1). »

Mais il convient de remarquer que dans la pensée de ses auteurs, ce régime extraordinaire doit être passager. Il est appelé à disparaître avec la crise qui l'a suscité et qu'il doit résoudre. Il n'en est pas de même des revendications émises par le premier groupe d'assemblées primaires. En tâchant de les incorporer à la Constitution, ces assemblées ont marqué que ces revendications devaient être permanentes et aussi durables que la Constitution elle-même.

Étendre le champ d'application du maximum, recenser rigoureusement les récoltes, réglementer même le commerce en général, apparaît encore dans certains départements comme étant des mesures insuffisantes pour assurer l'abondance des produits agricoles et un prix modéré. La hausse extraordinaire des grains y est attribuée en partie à la concentration des fermes. Ce mode d'exploitation accroît en même temps que l'influence des gros fermiers sur le marché, leur faculté d'accaparement. Des fermiers moins riches et plus nombreux se feraient une concurrence salubre, qui aurait pour effet de ramener le prix à un taux modéré. Il ne faut donc pas s'étonner de voir un assez grand nombre d'assemblées primaires réclamer dans leurs procès-verbaux la division des fermes ; certaines d'entre elles désirent même l'incorporation de cette réforme dans l'acte constitutionnel.

Cette division obligatoire des fermes est surtout une question sociale : c'est la revendication d'une

1. *Arch. Nat.*, B. II, 9, n° 158.

classe expropriée par le développement de la grande exploitation et son application aboutirait nécessairement à une transformation profonde du droit d'usage de la propriété. Mais elle a aussi de nombreux rapports avec la question des subsistances, tant au point de vue du rendement respectif de la grande et de la petite culture que de la fixation des prix résultant de la concurrence d'un plus ou moins grand nombre de producteurs.

Les revendications de ce nouveau groupe d'assemblées primaires s'inspirent de ces diverses considérations. Mais il est souvent difficile d'affirmer que telle assemblée a eu surtout en vue la question sociale, telle autre la question économique : généralement ces deux idées se confondent, se pénètrent, dans l'esprit des rédacteurs des procès-verbaux.

La division des fermes n'était pas une question nouvelle. En 1789, les cahiers ruraux de nombreuses régions se plaignaient que les terres étaient « déma-surées » et que les petites fermes étaient remplacées par de grandes exploitations. L'absentéisme dit M. de Lavergne, « avait donné lieu vers la fin de l'ancien régime à l'établissement d'un mode particulier de fermage exactement semblable à celui qui régnait en Irlande. De véritables *middelmen*, appelés fermiers généraux, prenaient à bail des terres entières et même plusieurs à la fois, mais sans s'appliquer eux-mêmes à la culture et en s'interposant purement et simplement entre le propriétaire et les métayers (1). » De la

1. Léonce de Lavergne, *Économie rurale de la France*, Paris 1856.

sorte, aucun bien réel ne rattachait le fermier général à la terre qu'il administrait ; uniquement occupé d'augmenter ses profits sans s'inquiéter de l'avenir, il rançonnait sans pitié les cultivateurs. D'autre part, le maître ne voyait rien, ne savait rien et pourvu qu'il touchât sa rente pour la dépenser le plus loin possible, il laissait faire. « Dans presque tout l'Autunois, lisons-nous dans le cahier de la commune de Cornelle-sous-Seuvray, on fait exploiter les domaines par des cultivateurs qui ont ou qui du moins devraient avoir la moitié de tous les fruits et profits du bétail : le propriétaire a l'autre moitié. Aujourd'hui, presque tous les propriétaires anodient leurs domaines et ce sont les fermiers qui choisissent les cultivateurs et traitent avec eux ; mais loin de leur donner la moitié du produit, ils les surchargent de manière qu'à peine ont-ils le quart. Ils obligent ces cultivateurs à leur donner chaque année une somme plus ou moins considérable selon la valeur du domaine ; ils les chargent de rentes et des vingtièmes ; ils se réservent quelques journaux de terre que les métayers sont tenus de cultiver sous y rien prendre. En un mot ils les surchargent de façon qu'à la fin du bail, leur ruine est presque toujours consommée. C'est une usure répréhensible, puisque le bail à métairie est une espèce de société où chacun des associés doit avoir la moitié. »

Mais ce n'était pas seulement en jouant le rôle lucratif d'intermédiaire que les grands fermiers excitaient les plaintes des cultivateurs, mais c'était aussi

en exploitant eux-mêmes. Ainsi nous voyons la paroisse de Baillet (Paris, hors murs) dire à l'article 5 de son cahier : « Il serait à souhaiter que les seigneurs pour le bien et l'avantage de leurs vassaux, voulussent bien partager leurs terres en plusieurs lots et leur en donner à chacun une portion. Par ce moyen les seigneurs auraient la consolation de voir vivre leurs vassaux ; ou du moins que chaque fermier ne jouisse que d'une seule ferme, au lieu qu'il y en a beaucoup qui en occupent deux, d'autres trois, d'autres quatre, et s'en tiennent à son labour sans entreprendre d'autre commerce ; au lieu qu'il y en a beaucoup qui ne sont pas encore contents, font d'autre commerce et n'occupent que presque moitié de manouvriers que quatre fermiers occuperaient. Il n'y en a qu'un seul qui vit. Il tient tous les journaliers sous sa domination, donne ce qu'il veut par jour aux journaliers, un prix assez modique. Pourvu qu'ils amassent, ils sont contents. »

La Révolution ne changea rien à cette situation. Aussi les comités d'agriculture des diverses assemblées, à partir de 1790, reçurent un grand nombre de pétitions paysannes demandant qu'on cassât les baux et qu'on interdît les grandes fermes. « Il ne faudra laisser subsister que les petites, 20 millions de pauvres approuveront les législateurs », dit une pétition du 9 avril 1790. Une autre demande qu'il soit interdit de prendre à ferme plus de 150 arpents. Plusieurs développent des vœux analogues. C'est à ces récriminations que se rattache le mouvement popu-

laire de Chartres en novembre 1792 dont s'épouvantèrent les commissaires girondins qui déclarèrent avoir entendu prêcher la loi agraire.

Dans ces conditions, on comprend que les assemblées primaires de 1793 ne soient pas restées indifférentes à cette importante question.

Nous voyons ainsi l'assemblée de Jars dans le Cher, réclamer une loi destinée à limiter l'étendue des exploitations prises à ferme. « Un vœu bien prononcé parmi nous, citoyens législateurs, est que nul ne puisse être fermier de plus d'objets qu'il n'en peut cultiver par lui-même. Les grands fermiers accaparent pour ainsi dire les terres, et la foule des colons ordinairement pauvres et chargés d'enfants et à qui, il faut, à quelque prix que ce soit, un asile et du travail devient nécessairement la victime de la cupidité de ces premiers. Une loi qui en conservant au propriétaire la jouissance la plus entière de sa propriété, garantirait encore le laboureur de toute oppression de la part de son propriétaire, serait un des plus grands bienfaits que nous vous devrions (1). » Les paysans de Vailly, autre canton du Cher, veulent comme ceux de Jars « que les propriétaires ne puissent affermer qu'à des colons qui exploiteront par eux-mêmes » (2). Il semble que dans ce département, on se trouve en présence d'un régime analogue à celui qui se pratiquait dans l'Autunois : les fermiers jouant seulement le rôle d'intermédiaire entre les propriétaires et les

1. *Arch. Nat.*, B. II, 6, n° 232,

2. *Ibid.*, B. II, 6, n° 201

métayers. Une pétition de la commune de Châteauneuf-sur-Cher (Cher) du 1^{er} août 1793 paraît confirmer cette hypothèse : « Il y a, dit-elle, des fermiers dans nos cantons qui tiennent jusqu'à vingt fermes et davantage (1). » Une pareille situation implique nécessairement l'existence de sous-locations.

En Seine-et-Marne, l'assemblée de Meaux (section de l'Hôpital) demande « pour le bien général de tous, que chaque fermier ne fasse valoir qu'une ferme, attendu que faisant valoir plusieurs emplois, il prive une quantité d'ouvriers ; d'un autre côté, deux fermes nourriront deux familles et ne tiendront pas le peuple enchaîné.(2)» La Fère-en-Tardenois charge son délégué « de renouveler auprès de la Convention le bien qui résulterait d'une loi qui prohiberait aux fermiers de réunir à leur exploitation plusieurs corps de ferme » (3).

Deux assemblées tentent de rattacher leurs revendications à l'acte constitutionnel. Il en est ainsi de la section de Villeneuve (canton de Méru) qui n'accepte l'article 17 de la Déclaration des droits que s'il est complété par « une loi réglementaire qui divise les grandes locations, de sorte que chaque cultivateur locataire ne puisse exploiter ensemble plus qu'un seul corps de ferme. » (4) De même en Seine-et-Oise, la section de Meulan (section *intra-muros*) a

1. Arch. Nat., F. 10, 284.

2. *Ibid.*, B. II, 29, n° 49.

3. *Ibid.*, B. II, n° 132.

4. *Ibid.*, B. II, 22, n° 228.

surtout en vue « d'assurer la subsistance générale » et elle pense « qu'un des grands moyens d'y parvenir est d'empêcher qu'une trop grande étendue d'exploitation soit réunie dans la même main » ; cette prohibition doit être inscrite dans la Constitution (1). »

D'après l'assemblée de Marine (Seine-et-Oise) il devrait être interdit à tout fermier de « jouir de deux fermes à la fois », comme de « joindre à sa terre d'autres petits lots de terre, ce qui enlève aux citoyens mal aisés les moyens de subsister » (2). Il faut noter que Marines et Meulan s'accordent en outre à demander « qu'il ne soit pas permis au cultivateur de convertir ses grains en farine » moyen commode d'échapper au maximum et de tirer des menus grains le même profit que des grains de première qualité.

L'assemblée de Corbeil (section de Lisses, Ivry et Villabé) que nous avons déjà vue présenter deux amendements, relatifs l'un à l'article 16, l'autre à l'article 17, de la Déclaration des droits, émet également le vœu que la quantité maximum de terres à laisser à chaque fermier soit fixée à 150 arpents. « Vous extirperez, dit son orateur, jusque dans la racine, l'aristocratie des fermiers qui faisant valoir dix à douze cents arpents de terre font la loi aux habitants de deux ou trois villages par le défaut de concurrence (3). » Enfin dans l'Eure, l'assemblée du canton de Mainneville (Aisne) semble vouloir limi-

1. *Arch. Nat.*, B. II, 29, n° 24.

2. *Ibid.*, B. II, 29, n° 230.

3. *Ibid.*, B. II, 29, n° 179.

ter non seulement les exploitations, mais la propriété elle-même ; elle demande en effet « que les propriétaires ne puissent jouir que d'une seule ferme, attendu que le pauvre y trouvera la ressource pour le pain quotidien (1). » « De même, les cantons extérieurs et intérieurs de Vervins (Aisne) souhaitent « de voir borner le grand propriétaire pour l'empêcher d'être le vautour du peuple (2). » Nous ne pensons pas qu'il faille voir dans ces demandes plus osées, un vœu en faveur de la loi agraire, mais plutôt une critique de la grande exploitation qu'elle soit dirigée par le propriétaire lui-même ou par le fermier ; en effet l'un comme l'autre en n'utilisant que peu de main-d'œuvre et en faisant la loi sur les marchés, contribuent également à la hausse des denrées et à la baisse des salaires.

L'irritation contre les gros fermiers était telle, à cette époque, que nous voyons certaines assemblées pétitionner pour demander la suspension de la vente des biens immobiliers et des rentes appartenant aux fabriques. Il en est ainsi à Moret (Seine-et-Marne) (3). à Sommereux, à Trie-le-Château (Oise) (4). Et pourquoi cette mesure ? Parce que « si ces biens sont vendus, dit une pétition rurale de Seine-et-Marne du 29 juin 1793, ils seront accaparés de même que les biens na-

1. *Arch. Nat.*, B. II, 9, n° 59.

2. *Ibid.*, B. II, 1, n° 245, 183 et 184.

3. *Ibid.*, B. II, 29, n° 19.

4. *Ibid.*, B. II, 23, n° 188 et 231.

tionaux par les capitalistes qui les uniront à leurs fermes » (1).

Aussi, on comprend que les populations de la région parisienne, et de quelques départements du Nord, aient voulu si ardemment la disparition de ce mode de fermage, qui survivant à un passé honni, ne faisait qu'étendre son champ d'application et accroître par là même, la misère publique. La suppression des fermiers, c'était l'accession à la terre d'un plus grand nombre d'individus, c'était pour beaucoup la sécurité du lendemain.

Les revendications d'un dernier groupe d'assemblées viennent compléter ces multiples projets de réglementation de tout ce qui touche à la question des subsistances. En effet, la Déclaration des droits de l'homme, proposée par la Convention, accordait au propriétaire « le droit de jouir et de disposer à son gré de ses biens etc., » (art. 16) ; elle portait que « nul genre de travail, de culture etc..., ne peut être interdit » (art. 17). Le propriétaire qui laissait ses terres en friche, qui les transformait en tout ou en partie, en terrains de chasse, ou en parcs, qui abandonnait la culture du blé pour l'élevage, ne faisait qu'user des droits stricts que lui conférait la Constitution. Cependant cette diminution de terres emblavées ne pouvait qu'accroître la disette et condamner ainsi à l'inaction « les bras de la classe indigente, employés comme

1. Pétition à la Convention des communes de Solers, Courquetaine et Ozouen-le-Voulziz (district de Melun) ; environ 97 signatures. (*Arch. Nat.*, C. 262.)

journaliers et domestiques ». L'usage même de la propriété foncière importait donc à la subsistance du peuple.

On pourrait croire qu'une question si grosse de conséquences, eût dû intéresser beaucoup d'assemblées primaires, surtout en 1793, où l'incertitude et les difficultés d'approvisionnement ne faisaient qu'augmenter sans cesse. Pourtant, il n'en fut rien. Neuf assemblées seulement nous font connaître leur opinion. Elles se répartissent entre cinq départements : Paris, 1 ; Seine-et-Marne, 5 ; Eure, 1 ; Orne, 1 ; Sarthe, 1.

A Issy (département de Paris) un membre ayant observé « que l'article 16 de la Déclaration des droits de l'homme accordait à l'homme un droit de propriétaire qui pourrait nuire à la société, s'il n'était restreint dans des bornes plus étroites », l'assemblée décida de passer à l'ordre du jour (1). Mais ce fut là une exception, car les autres assemblées discutèrent plutôt longuement cette liberté de culture.

En Seine-et-Marne, nous voyons les 4 sections du canton de Lagny présenter de nombreuses restrictions aux articles 16 et 17 de la Déclaration des droits. Les citoyens de la commune de Lagny-ville « ont accepté, dit le procès-verbal, la Constitution nationale et la Déclaration des droits de l'homme, observant néanmoins que sur les articles 16 et 17, ils ont la crainte que la faculté accordée au propriétaire de jouir et de disposer de ses biens et de ses revenus, du

1. *Arch. Nat.*, B., 11, 23, n° 152.

fruit de son travail et de son industrie ne s'étende trop loin, et qu'un grand propriétaire pourrait priver les citoyens du revenu de ses terres en les employant à des productions nulles et contraires au bien et à l'avantage du peuple (1). » De même la deuxième section de Lagny (section de Bussy-Saint-Martin, Beaubourg, Chessy-Damart) est d'avis « que les articles 16 et 17 des Droits de l'homme ne peuvent faire partie dans la Constitution qu'avec l'amendement ci-après : que les terres qui pourraient être employées en agrément ou en toute autre culture, tendant à faire éprouver la disette du blé seront limitées (2). » A Bussy, Saint-Georges, Croissy, Chanteloup, Collegien formant la troisième section de Lagny, 152 votants sur 153 « ont unanimement manifesté la crainte trop fondée que des propriétaires égoïstes, ennemis du bien public comme de la Révolution, ne fissent des deux articles mentionnés [16 et 17] un abus qui tournerait au préjudice du peuple, victime depuis trop longtemps de la malveillance des aristocrates capables de sacrifier même leurs intérêts personnels au plaisir barbare de se venger de ceux qui ont fait la Révolution, en rendant pour ainsi dire complices de leur forfait des terres faites pour produire du grain qu'ils condamneraient à ne produire que des ronces ou des herbes dont le commerce serait plus infâme à leur infâme cupidité » (3). La quatrième section (Brou, Chêles,

1. *Arch. Nat.*, B. II, 29, n° 65.

2. *Ibid.*, B. II, 29, n° 64.

3. *Ibid.*, B. II, 29, n° 64.

Émerainville etc...) demandent comme amendement à l'article 16 « que l'usage du droit de propriété soit toujours limité par l'absolue nécessité de pourvoir à la subsistance du peuple » ; elle vote ensuite que la Convention sera invitée à continuer le maximum (1) ». Toujours dans le même département à Boissize-la-Bertrand, district de Melun, 169 votants sur 241 présentent les mêmes restrictions à l'égard des articles 16, 17 et 18 des Droits de l'homme et déclarent en outre que le maximum doit être étendu aux fourrages et aux ustensiles nécessaires à l'agriculture (2).

C'est encore pour limiter la liberté de culture que les citoyens assemblés à Mainneville dans l'Eure, désirèrent « que l'article 16 des droits, fût changé en cette manière que tout propriétaire ou cultivateur fût tenu de ne mettre qu'un douzième de leurs terres, en culture, en bourgogne et luzerne, attendu que nombre de cultivateurs en font un usage immodéré, ne veillant qu'à leurs propres intérêts et ne leur restant que peu de terres à mettre en blé, ce qui procure la cherté de la denrée de première nécessité (3) ».

Nous retrouvons cette même préoccupation dans les procès-verbaux des cantons presque voisins de Ceton (Orne) et de Villebraye (Sarthe), dans une région qui vait pris une part active à l'agitation de novembre 1792 pour la taxation des denrées. Le pre-

1. *Arch. Nat.*, B. II, 29, n° 62.

2. *Ibid.*, B. II, 29, 84.

3. *Ibid.*, B. II, 9, 59.

mier reproduit les réserves faites sur les articles 16 et 17 « par la classe indigente et par les ouvriers et autres de la dite commune qui n'ont aucune propriété. Ils n'ont déjà que trop éprouvé de disette par les terres considérables qui ont été converties en sain-foin et en pâture, terres qui sont des meilleures à la production du blé plus intéressant pour la vie des hommes que pour la nourriture des bestiaux. » Pour que leur vœu ne reste pas lettre morte, ces ouvriers s'occupent de son application et c'est ainsi qu'ils proposent de « confier aux municipalités le soin de déterminer, dans chaque province, la proportion de ses terres que chaque cultivateur pourra mettre en foins artificiels (1) ».

Eux aussi, les « non-propriétaires de Villebraye protestent contre les articles 16 et 17 de la Déclaration des droits. Toutefois, ils ne songent pas seulement à « la famine » qui résulterait de la conversion « en prés et en bois » des terres propres à l'emblavement, mais aussi à « l'inaction » à laquelle elle réduirait « les bras de la classe indigente, employés comme journaliers ou domestiques ». L'exploitation des bois et des prés exigerait en effet moins de main-d'œuvre que la culture du blé. Le président de l'assemblée tente bien de les rassurer par la lecture de l'article 7 de la Déclaration : « La liberté consiste à ne faire que ce qui ne nuit pas à autrui »... en leur promettant que la Convention saura arrêter par des lois appropriées

1. *Arch. Nat.*, B. II, 29, n° 37.

les abus du droit de propriété quand ils deviendront néfastes, que d'ailleurs, il leur sera toujours facile de l'en avertir par voie de pétition : ils s'obstinent à rejeter de l'article 17, la partie autorisant la liberté indéfinie de culture.

En fin de compte, soit qu'elles critiquent d'une façon générale les articles 16 et 17, soit qu'elles indiquent les amendements qu'elles désirent y voir apporter, les revendications de ce dernier groupe d'assemblées plus encore que celles déjà exposées, auraient eu pour résultat de changer complètement l'esprit de la Déclaration des droits. De cette transformation, il serait sorti un régime, ayant pour base uniquement l'intérêt général, au lieu de reposer sur le principe de la liberté de travail et de disposer.

Plus que jamais, ça aurait été l'application de la règle déjà citée : *salus populi, suprema lex esto*.

CHAPITRE IV

Questions diverses abordées par les Assemblées primaires de juillet 1793.

I

FISCALITÉ DE LA RÉVOLUTION

Héritage, communaux, subsistances, tels sont les trois objets principaux des revendications des assemblées primaires de juillet 1793. Mais d'autres questions furent également abordées qu'ils convient de signaler.

C'est d'abord la fiscalité nouvelle de la Révolution qui émeut quelques assemblées, la contribution mobilière surtout, soulève de vives protestations. Cependant, on ne voit pas, sur cette importante question, se manifester un mouvement d'opinion comparable à celui de 1789. En effet, les cahiers des trois ordres et surtout les cahiers des paroisses, sont pleins de récriminations contre la lourdeur des impôts et contre les procédés souvent barbares employés par les agents du fisc. La taille, la capitation, les vingtièmes, auxquels il faut ajouter pour mémoire les droits féo-

daux, écrasaient le peuple, lui enlevant la majeure partie de ses revenus ; la gabelle, les aides, lui étaient encore plus odieux par les vexations et les injustices qu'engendrait leur recouvrement.

Si vicieux dans leur principe, si arbitraires étaient les impôts, dans leur quotité, et dans leur répartition qu'en maints endroits, les ordres privilégiés mêmes, n'hésitaient pas à demander une refonte générale de notre système fiscal. Il faut, disait la noblesse de Saintes, que dès leur ouverture les États généraux « déclarent tous les impôts actuellement existants comme nuls et caducs, comme ayant été incompétemment établis, étendus ou continués (1) ».

Ce qu'on trouve le plus souvent dans les cahiers, c'est la demande de la suppression des aides et gabelles et la réduction des impôts directs. Mais pourquoi, à cette époque, l'impôt était-il si pesant ? La réponse n'est pas douteuse : ce qui rendait la charge accablante, c'est que les plus forts et les plus capables de la porter, étaient parvenus à s'y soustraire et la misère avait pour première cause l'étendue des exemptions. On sait que le tiers était seul soumis au paiement de la taille ; quant à la capitation, qui à l'origine devait peser sur tous à proportion de leurs fortunes, elle retombait aussi lourdement sur la dernière classe du peuple, en raison de ce que les nobles et autres privilégiés, les officiers de justice, les employés des fermes, les villes abonnées, avaient su

1. *Arch. Nat. A. P. 5*, n° 666.

habilement réduire le montant de leur taxe. L'impôt des vingtièmes passait pour avoir des bases moins mauvaises, mais l'équité ne pouvait y être la règle, sous un régime qui accablait les faibles pour alléger les forts.

Non seulement dans le corps des contribuables, les privilégiés étaient dégrevés au détriment des tail-lables, mais encore dans le corps des taillables, les riches étaient soulagés au détriment des pauvres, en sorte que la plus grosse part du fardeau retombait sur la classe la plus indigente et la plus laborieuse, sur le petit propriétaire qui cultivait son propre champ, sur le simple artisan qui n'avait que ses outils et ses mains, et en général, sur le villageois. En fait d'impôts, nombre de villes étaient abonnées ou franches. Dans tous les cas, lorsqu'il s'agissait de répartir une imposition, le bourgeois de la ville se préférait à ses humbles voisins ruraux. « Aussi, lit-on dans les procès-verbaux de l'assemblée provinciale de Berry, les habitants des campagnes, qui dépendent de la ville et son compris dans ses rôles sont traités avec une rigueur dont il serait difficile de se former une idée... Le crédit des villes repousse sans cesse sur eux le fardeau dont elles cherchent à se soulager, et les citoyens les plus riches de la cité paient moins de taille que le colon le plus malheureux. » Une infinité de places et de fonctions exemptaient leurs titulaires de la taille personnelle et réduisaient leur taxe de capitation. Il en était ainsi de toutes les fonctions publiques, administratives ou

judiciaires ; de tous les emplois dans la gabelle, dans les traites, dans les domaines, dans les postes, dans les régies. En maints endroits, les officiers ministériels, les commerçants et industriels, jouissaient aussi de certaines exemptions. En résumé, si on examine de près le grand filet fiscal de l'ancien régime, on découvre à chaque instant quelques mailles par lesquelles, avec un peu d'industrie ou d'effort, passaient tous les poissons, moyens et gros, le fretin seul restait au fond de la nasse (1).

S'il était manifeste, en 1789, que le poids de l'impôt était la cause principale de la misère, il importait de remédier au plus vite à une si lamentable situation. La soumission à l'impôt foncier de tous les biens en général (y compris ceux des seigneurs et du clergé) devenait dès lors une impérieuse nécessité. Cette injustice était si criante que beaucoup de privilégiés se résignaient facilement au sacrifice de leur ancienne exemption. Mais cette mesure ne suffisait pas. C'est que la fortune mobilière avait pris au XVIII^e siècle une grande extension et il importait qu'elle contribuât aux charges publiques dans la mesure de ses facultés. La noblesse, qui jalousait la riche bourgeoisie, était aussi désireuse que le peuple des campagnes de voir imposer cette nouvelle forme de la fortune publique. Du reste, l'idée d'un impôt unique n'est généralement pas répandue dans les cahiers de

1. Taine. *Les origines de la France contemporaine*. Paris 1905, p. 262, t. II.

1789. Fréquemment apparaît la distinction d'une contribution foncière et d'une contribution personnelle et mobilière. C'était le vœu du Tiers-État de Clermont-Ferrand qui demandait « que l'impôt réel soit accompagné d'un subside mobilier qui portera sur les diverses professions, les arts, l'industrie et les propriétés mobilières ; que ces deux masses soient toujours indépendantes, distinctes et réparties par des rôles séparés ».

En général, les cahiers qui parlent d'atteindre les revenus mobiliers présentent seulement une vue d'ensemble, sans indiquer avec précision la manière dont on pourra les saisir. Si la voie était ainsi tracée à l'Assemblée Constituante, la plus lourde tâche lui restait à accomplir, celle de trouver le meilleur mode d'imposition.

C'était plutôt une imposition proportionnelle aux facultés qui était demandée dans les cahiers. Si à cet égard, les demandes ne sont généralement pas très explicites, l'impression résultant de l'ensemble est assez nette : on désirait que commerçants ou rentiers fussent imposés « à raison de leur commerce ou état » (Noblesse de Paris *intra muros*), « proportionnellement à leur aisance et leur industrie » (Tiers du baillage de Rouen). L'idée de progression du taux était à peu près inconnue.

Dans l'embarras où l'on se trouvait d'atteindre les revenus mobiliers, des cahiers comme ceux de la noblesse du Quercy proposaient un impôt sur les consommations, considérant que « la mesure des

consommations est en général celle des richesses ». Mais ce procédé était rejeté par d'autres. Ainsi le clergé de Péronne le combattait sous prétexte qu'il n'atteignait pas seulement les capitalistes et commerçants, mais aussi les propriétaires fonciers déjà surchargés.

On trouvait également dans les cahiers l'idée que les rentes et produits de l'industrie n'étaient pas suffisamment atteints, suivie de la proposition de restreindre la capitation aux seuls capitalistes, artistes, commerçants « en leur faisant supporter une taxe proportionnée à l'impôt établi sur les propriétés foncières ». Mais comment opérer cette répartition individuelle ? Les cahiers ne le disaient pas.

La noblesse du Beaujolais s'efforçait d'avoir un peu plus de précision et souhaitait que l'on eût égard pour taxer la fortune mobilière aux « facultés connues ou présumées d'après l'état des dépenses de leur maison ou les autres considérations propres à procurer les données les moins incertaines ». C'était là, convenons-nous, une indication bien vague.

Il est cependant une idée très importante à signaler, en ce qu'elle dénotait un esprit nouveau à cette époque où les pauvres étaient accablés d'impôts. Des cahiers réclamaient le dégrèvement ou l'exemption d'impôt des journaliers « de l'artisan qui n'a ni garçon ni compagnon et en général de tout manouvrier qui, dénué de propriétés, ne vit que du travail de ses mains » (clergé de la sénéchaussée de Nîmes). « Que l'impôt sur les personnes soit combiné et réparti

modérément et autant que possible sur des principes fixes, eu égard à l'état, aux facultés et au commerce des personnes, disaient les habitants de la paroisse d'Arcueil, mais que les pauvres et manouvriers qui ne vivent que du travail de leurs mains soient exempts de toute contribution personnelle. » De nombreux cahiers renfermaient de semblables demandes.

En somme, le but des cahiers de 1789 était seulement de fournir aux députés une ligne de conduite et les mandants entendaient bien laisser à leurs élus les détails d'application, ainsi qu'il résulte de plusieurs déclarations. « Comme il ne serait pas juste, disait le clergé de Mantes, que les capitalistes qui possèdent une partie du numéraire du royaume et dont la fortune est renfermée dans un portefeuille fussent exempts de la contribution commune, il sera avisé, par les États Généraux, aux moyens de leur faire partager avec la nation les impôts auxquels ils sont soustraits jusqu'à présent. » De même le clergé de Troyes et d'Auxerre, décidait que « les États généraux aviseront aux moyens de faire contribuer les capitalistes et commerçants de la manière la moins arbitraire et la plus juste ».

Pour répondre à ce mouvement d'opinion de 1789, l'Assemblée Constituante supprima les droits d'aide, le monopole des tabacs et les gabelles par une série de décrets dont le dernier en date est celui du 21-30 mars 1791. Nous savons sous l'influence de quel principe elle prononça cette suppression : la

terre étant à ses yeux l'unique source de la richesse, il lui parut rationnel de l'exonérer des taxes de consommation qui dans sa pensée pesaient sur le revenu territorial, en même temps que l'impôt direct. Le monopole du sel et celui du tabac étaient d'ailleurs contraires à la liberté de l'industrie proclamée par l'article 7 du décret du 2-17 mars 1791. Elle ne conserva comme impôts indirects que les droits d'enregistrement et les droits de douane perçus à la frontière.

Dans l'établissement des impôts directs, la Constituante chercha surtout à éviter tout ce qui avait un caractère inquisitorial ou arbitraire. Cette préoccupation était, du reste, le trait caractéristique des idées du temps. L'impôt foncier fut ainsi fixé au sixième des revenus, c'est-à-dire des sommes encaissées par les propriétaires à titre de fermage ou de loyer. Ce revenu étant présumé s'élever à 1.440 millions, l'impôt devait produire 240 millions ; on y ajouta cinq sous additionnels par livre pour les dépenses des départements, ce qui portait la charge totale à 300 millions. Lorsque l'Assemblée Constituante substitua la contribution foncière au vingtième et aux autres anciens impôts frappant les immeubles, elle était complètement dépourvue des éléments indispensables pour fixer l'importance de cette contribution. A défaut d'autres bases, elle se trouva dans la nécessité de déterminer le montant des impôts de toute nature que supportaient précédemment les terres, d'y ajouter la part que les privilégiés auraient

dû payer et de répartir le tout au prorata des anciennes impositions. Ce mode de procéder qui consacrait toutes les défectuosités de l'ancienne répartition devait nécessairement être critiqué. Il engendra de telles inégalités et provoqua de si nombreuses protestations que dans les trente années qui suivirent l'institution de la contribution foncière, de 1791 à 1821, les gouvernements successifs se trouvèrent dans l'obligation d'en réduire le principal de plus de 36%.

Pour frapper les revenus qui échappaient à l'impôt foncier, la Constituante par la loi du 13 janvier 18 février 1791, établit la contribution mobilière. Son principal mérite était d'être basée sur un principe nouveau depuis longtemps réclamé, celui de l'établissement de l'impôt, sur la richesse mobilière d'après la simple constatation des signes extérieurs du revenu. Seulement on eut le tort d'adopter un système trop compliqué surtout dans les circonstances où l'on se trouvait. Le nouvel impôt comprenait en effet cinq bases différentes :

1° Une taxe de citoyen actif égale à la valeur de trois journées de travail ;

2° Une taxe sur les domestiques ;

3° Une taxe sur les chevaux ;

4° Une taxe sur les revenus mobiliers ;

5° Une taxe d'habitation.

Les trois premières catégories d'impôts étaient simples et d'un faible rapport, nous n'en dirons rien.

La quatrième taxe, au contraire, devait frapper les salaires fixes et privés, les gains du commerce, de

l'industrie, des professions libérales et les revenus des capitaux mobiliers. C'était celle dont on attendait le plus gros rendement, c'était aussi la plus compliquée.

Le loyer servant de base à l'évaluation du revenu n'était que le loyer d'habitation, on en excluait les « boutiques, échoppes ou étaux des marchands, les ateliers, chantiers, magasins et les greniers et caves servant de magasins ». De même dans les bâtiments ruraux, on déduisait la partie consacrée aux travaux de la campagne et les hôtels, auberges, ne comptaient à la contribution mobilière que pour la partie servant réellement d'habitation.

Mais le loyer d'habitation ne permettant pas de distinguer les revenus fonciers et les revenus mobiliers, la déduction des premiers devenait une disposition de toute justice. Il aurait été injuste de faire payer aux propriétaires fonciers une nouvelle contribution puisqu'ils en payaient déjà une très forte. En ce qui concernait les pères de famille nombreuse, les ouvriers, employés et petits commerçants, des mesures spéciales leur permettaient de n'être taxés qu'à deux classes au-dessous de celle où leur loyer les eut normalement placés, à l'encontre des célibataires qui montaient au rang supérieur.

Il faut noter que les revenus étaient évalués d'après le loyer, mais en suivant une échelle progressive. Ainsi, un loyer de 100 livres et au-dessous, supposait un revenu double ; un loyer de 100 à 500 livres représentait un revenu non plus double mais triple, un

loyer de 500 à 1.000 livres présumait un revenu quadruple et ainsi de suite jusqu'aux loyers de 1.200 livres et au-dessus, considérés comme le douzième et demi du revenu du contribuable. Le taux applicable à ces revenus était uniformément fixé à 5 % ou $1/20$, que les nécessités de la répartition pouvait porter à $1/18$ ou 5,55 %.

La cote d'habitation avait la même base que la contribution mobilière : elle était fixée sur la totalité des revenus, mais sans déduction de ceux provenant des propriétés foncières. Son maximum légal était de $1/40$ du revenu présumé,

Ce sont surtout les procédés employés pour la répartition de la contribution mobilière qui devaient faire naître de nombreuses protestations. Dès sa création, cet impôt fut inscrit au budget pour une somme de 67 millions (dont 6 pour les non-valeurs et 1 pour les frais) sur un budget de dépenses de 560 millions. Pour opérer la répartition entre les départements, le comité des Finances de la Constituante considéra que l'ancien impôt du vingtième pouvait donner une idée de la proportion existant entre les richesses foncières et mobilières. Il ne se faisait pas d'illusions sur l'exactitude des résultats, mais il avouait l'impossibilité pour le moment d'arriver à un meilleur résultat. « Sans doute, disait-il, il y aura quelques départements dont la proportion sera trop élevée et ce sont ceux qui sous l'ancien régime avaient été imposés sans mesure, mais dénués des moyens de vous présenter les preuves détaillées de leur surcharge, il

ne nous appartient pas de vous proposer des dispositions qui paraîtraient arbitraires. » En effet, après s'être élevé contre l'inégalité d'imposition entre les provinces, qu'allait-on voir ? Cette même inégalité servir de base à un nouvel état de choses dont on avait espéré l'égalité.

Les travaux de sous-répartition étaient confiés aux diverses administrations locales. L'article 33 de la loi de 1790 obligeait tous les habitants à faire connaître leurs facultés et évitaient ainsi la taxation d'autorité, mais faute par eux de le faire, force était aux officiers municipaux de fixer les évaluations d'après leurs connaissances personnelles.

Tel est le système fiscal de la Constituante qui devait soulever tant de protestations. Dès 1791, nous voyons de nombreux départements se plaindre de l'énormité de l'impôt foncier et surtout d'inexactitudes, d'erreurs de calculs, de doubles emplois dans la détermination des bases élémentaires de la contribution mobilière. « Depuis longtemps, écrivait Charrel député de l'Isère, un cri général s'est élevé de toutes les parties de la République contre la contribution mobilière et les patentes. Trop forte en elle-même pour un grand nombre de départements, la contribution mobilière devient insupportable et inexigible dans tous, à cause des inégalités et des injustices monstrueuses qu'entraîne le mode de répartition introduit par la loi du 18 février 1791 (1). »

1. Lettre de Charrel à la Convention, sans date, probablement de février 1793. *Arch. Nat.* AD. 18, n° 275.

Cependant, c'est à peine si une dizaine de cantons tous ruraux ont profité du vote sur la Constitution de l'an I, pour critiquer les impôts nouveaux. Peut-être faut-il attribuer ce silence des assemblés primaires à ce fait que le décret du 17 juillet 1793, en extirpant tous les restes de la féodalité, allégeait ainsi les charges pesant sur la terre. Il est possible également que beaucoup de citoyens s'abstinrent de toute revendication, soit par crainte de se compromettre, soit qu'ils voulaient donner à la Convention une marque de confiance absolue.

Certaines assemblées ne motivent pas leurs revendications. Ainsi Irvillac (Finistère) déclare seulement « que les contributions sont très fortes (1) » ; de leur côté les votants de Henanbilsen (Côtes-du-Nord) « se plaignent de l'énormité des impositions foncières dans leurs paroisses respectives (2) ».

Ailleurs, nous voyons les protestations dirigées surtout contre la contribution mobilière. En effet, dans les campagnes, la faiblesse du loyer y rendait très difficile l'établissement d'un impôt sur la base fixée par la Constituante ; entre la maison du pauvre et celle du riche, il n'existe presque aucune différence. Le fermier d'une terre de 1.000 livres n'avait pas plus d'habitation que le bordier de 80 livres. D'après la loi, la même taxe était appliquée à l'un et à l'autre.

Mais il existait surtout dans cette loi du 18 février

1. *Arch. Nat.*, B. II, 10, n° 11.

2 *Ibid.*, B. II, 7, n° 63.

1791, une disposition dont on n'avait guère prévu les conséquences, mais dont le poids se faisait régulièrement sentir sur les plus modestes contribuables. En effet, une propriété foncière, même de très faible importance, suffisait pour rendre imposable au rôle de la contribution mobilière. Le simple journalier qui n'avait aucun bien ne payait aucune espèce de taxe, mais s'il avait une très petite propriété, il devait payer trois journées de travail, la cote mobilière et la cote d'habitation. C'est pour toutes ces raisons que la commune de Nogent-le-Bernard (Sarthe) se révolte contre la contribution mobilière « qui est refusée, ajoute-t-elle, dans toutes les communes du canton » ; et, remarque intéressante, elle ne veut « qu'un seul et même impôt » (1). Si l'assemblée de Pionnat (Creuse) se contenterait « d'un dégrèvement sur les impositions de 1763 (2) », nous voyons, en revanche, les habitants de Sommereux dans l'Oise, supplier la Convention « de supprimer la cote d'habitation (3) ». D'après Arpajon (Cantal), la contribution mobilière ne pèse que « sur les chaumières des laboureurs, puisque dans les campagnes il n'y a plus rien de ce qu'on appelait gens comme il faut (4) ».

Si du nord et du centre de la France nous passons dans le sud-ouest, nous trouvons les mêmes critiques. A Lévignac (Haute-Garonne), c'est « par

1. *Arch. Nat.*, B. II, 28, n° 5.

2. *Ibid.*, B. II, 7, n° 343.

3. *Ibid.*, B. II, 22, n° 188.

4. *Ibid.*, B. II, 5, n° 3.

acclamation » que la Convention est invitée à rendre « un décret en interprétation de l'article 9 du décret général sur la contribution mobilière, pour ôter aux malintentionnés le prétexte d'égarer le peuple des campagnes, en lui faisant des comparaisons perfides ». Cette contribution « surcharge » le pauvre (1). Cette déclaration de Lévignac nous laisse deviner parfaitement un certain antagonisme entre les villes et les campagnes. Le paysan se croyait sacrifié au citoyen dans la répartition des nouveaux impôts et sa défiance ne pouvait que s'accroître depuis que la Convention, par un décret des 21-22 mars 1793, avait supprimé l'impôt des patentes.

De même l'assemblée de Saint-Ciers-de-Canesse (Gironde) « qui accepte la Constitution en masse, déclare et arrête... article 11, que la contribution mobilière soit abolie dans les campagnes ; cette contribution, telle qu'elle est assise, par l'expérience qu'on en a faite, ne pèse que sur les pauvres, cette loi vicieuse ne peut absolument pas atteindre les riches (2) ; 12, qu'il ne soit jamais question de l'impôt en nature, que la nation ne soit pas assujettie à ce joug oppressif ; 13, que l'impôt, quelque dénomination

1. *Arch. Nat.*, B. II, 11, n° 149.

2. De même en avril 1791, nous voyons le conseil général du département de l'Orne adresser à la Convention Nationale une plainte véhémement où est signalé le même défaut de la contribution mobilière : « Hâtez-vous, disait-il, de proscrire à jamais un impôt qui ne fait qu'écraser le malheureux dans les campagnes et qui n'atteint qu'imparfaitement, dans les villes, le but que le législateur s'est proposé. *Arch. Nat.*, D. 6, n° 62.

qu'on lui donne, soit simple et facile à asseoir... (1) »
A Jars (Cher), nous voyons l'assemblée, faire du régime fiscal de la Révolution une critique à la fois générale et précise.

« La mauvaise répartition des contributions, dit son procès-verbal, concourt encore puissamment à nous épuiser.

La loi qui les règle nous promet et nous assure des soulagements, et cependant la cote que chacun de nous supporte est si écrasante qu'elle deviendra impossible à notre amour même pour la patrie. Nos terres, portées en général à une haute évaluation, paient onze et douze sous par livre de produit net. » Les ouvriers sont aussi écrasés que les colons. « La cote mobilière du manœuvre et du journalier atteint la moitié, les deux tiers, et la totalité même du prix de leur loyer. Les cités sont loin de supporter, comme nos hameaux, le poids de la contribution. » Si colons et journaliers se sentent solidaires devant l'injustice de l'impôt, les domestiques forment, à leurs yeux, une classe privilégiée au point de vue fiscal et matériel : « Il était bien juste, disent-ils à la Convention, non sans amertume, de rendre aux citoyens qui engagent leurs services, tous les droits civils, dont jusqu'à vous, ils étaient privés ». Mais ne serait-ce pas également juste qu'ils concourussent aussi aux charges de la société, en supportant, comme tous les autres citoyens, une cote mobilière ? Nourris, entretenus de presque

1. *Arch. Nat.*, B. 11, 12, 23.

tout, et avec cela chèrement salariés, ils ont un bien assuré et indépendant de tout. Leurs facultés, à la fin de l'année, surpassent celles de la plupart de ceux qui les emploient (1). La Ferrière-au-Doyen (Calvados) propose « que les laboureurs ne soient point assujettis à la contribution mobilière..., que les négociants et commerçants soient assujettis à une contribution particulière, que les droits qui se perçoivent à l'échéance des successions directes soient abolis... (2) »

Ces critiques des assemblées primaires de juillet 1793, contre le système fiscal de la Révolution étaient-elles justifiées ? Il est incontestable que le système adopté par la Constituante pour la répartition de l'impôt foncier et de l'impôt mobilier ne pouvait que produire des injustices. L'inégalité évidente et quelquefois excessive des anciennes impositions, réagissait en effet sur la répartition des nouvelles contributions : « Ceux des départements qui comprennent des portions d'anciennes généralités qui étaient forcées en taille, où les vingtièmes étaient de rigueur, qui avaient été soumises à des vérifications exactes ou qui supportaient plus d'impôts directs précisément parce qu'elles jouissaient de quelques immunités sur les impôts indirects ; ces départements ont vu s'élever la proportion de leur contingent à raison de la masse d'impôts directs qui formaient la première base et

1. *Arch. Nat.*, B. 11, 6, n° 232.

2. *Ibid.*, B. 11, 4, n° 158.

se trouvent par conséquent surchargés, par comparaison avec les autres départements. » (Rapport de Guyton de Morveau sur les dégrèvements, 1^{er} août 1792.)

La contribution mobilière était un système certainement ingénieux. Toutefois, l'échelle de correspondance entre les revenus présumés et les loyers n'était pas exacte. C'était de plus un impôt de répartition, ce qui est toujours un inconvénient et dans des temps troublés, avec une administration inexpérimentée, cette imposition devait paraître un peu compliquée. Dans la nouvelle organisation fiscale, elle remplaçait l'ancienne capitation qui figurait parmi les revenus du Trésor pour 41.500.000 livres. La contribution mobilière comportait ainsi une sensible augmentation, qui justifierait les protestations des assemblées primaires, si l'on ne tenait compte que de la suppression des aides et gabelles, des droits féodaux et même la diminution de l'impôt foncier apportaient une large compensation à cette prétendue surtaxe. Cependant ces protestations devaient par la suite devenir plus nombreuses et plus violentes jusqu'au 9 novembre 1793 où la Convention changea la nature de cette contribution et en fit un impôt de quotité.

En ce qui concerne l'impôt foncier, nous avons déjà indiqué que son mode de répartition fut très critiqué, du reste à juste titre. Mais certaines assemblées primaires se plaignent aussi de son énormité, ce qui est moins exact. Nous avons dit précédemment que l'impôt foncier de la Révolution devait prélever

300 millions de francs sur 1.440 millions de revenus nets que les immeubles étaient censés produire : c'était donc un impôt dépassant le cinquième du revenu. Mais il faut tenir compte que les anciennes contributions étaient supprimées, que la terre était affranchie des droits seigneuriaux et ecclésiastiques. Or, quoiqu'il soit à peu près impossible de faire un compte exact de ces charges, il est certain qu'elles dépassaient de beaucoup le montant de l'impôt foncier (y compris les sous additionnels), tel qu'il fut établi par la Constituante. Dans le tableau des revenus du Trésor, présenté par Necker le 1^{er} mai 1789 à l'Assemblée Nationale, on voit que parmi les 544 millions de recettes brutes, figurent 191 millions d'impositions directes ; encore faudrait-il ajouter les recettes tirées des mêmes sources par les localités et notamment par les pays d'État dont l'administration était alors assez avancée. Ces 191 millions ne frappaient pas uniquement la terre, une partie grevait la richesse mobilière ; il n'en est pas moins vrai que les taxes perçues par l'État sur les immeubles ne pouvaient être évaluées à moins de 150 millions de francs ; les dîmes y ajoutaient un poids de 133 millions, ce qui nous donne un chiffre de 283 millions, les droits féodaux non compris. Il faut noter que les charges de cet impôt ne pesaient guère que sur les deux tiers du pays, les biens ecclésiastiques et les biens nobles en étaient exemptés, soit en totalité, soit en partie. D'après le comité de l'Assemblée constituante, s'il n'eût pas existé de privilèges, en faveur

du clergé et de la noblesse, le produit des anciens impôts sur la propriété foncière se serait élevé en 1790 à 314 millions. On doit conclure de ce rapprochement qu'en demandant 300 millions de francs par l'impôt foncier et les sous additionnels à l'ensemble des immeubles du pays, la Constituante, bien loin d'augmenter, diminuait notablement les charges de la terre.

En somme, malgré ses imperfections évidentes, le système fiscal de la Révolution eût été supporté avec aisance si l'on avait eu un régime stable, pacifique et une administration éclairée. Mais les guerres perpétuelles, les réquisitions, le papier-monnaie, le maximum, l'universel désordre, devaient nécessairement rendre la charge de l'impôt très lourde et motiver de nombreuses protestations dont les procès-verbaux que nous avons rapportés sont un faible écho.

A notre avis, ce fut aussi une erreur que de vouloir demander la plus grande partie des ressources du Trésor à l'impôt direct. La Constituante créait ainsi un système simple et d'une froide intelligence, mais elle oubliait que les impôts indirects, bien établis, quels que soient leurs inconvénients, sont dans une large mesure payés avec facilité, et qu'ils constituent le seul moyen d'obtenir, sans trop de plaintes, des ressources fiscales de très petits revenus.

Nous avons vu l'assemblée de Ferrière-au-Doyen proposer « que les négociants et commerçants soient assujettis à une contribution particulière... ». Cette idée ne fut pas ignorée des assemblées révolution-

naires. En effet, en 1791, après la suppression des maîtrises et des jurandes, l'idée de taxer les commerçants et industriels au moyen d'une contribution particulière commença à se manifester. Le 24 juin 1792, l'impôt des patentes était établi, mais d'une façon rudimentaire. Il nous suffira de signaler qu'il reposait sur un tarif progressif sur les valeurs locatives, complètement uniforme pour tous les commerçants et industriels sans exception, sauf pour les boulangers et les débitants de boissons. Cette loi de 1792 présentait ainsi le grave reproche de ne pas distinguer les valeurs locatives des maisons d'habitation de celles des bâtiments affectés au commerce et à l'industrie. Elle n'eut du reste qu'une courte existence, dix-huit mois à peine. En effet, peu après sa réunion, la Convention, par un décret en date des 21-22 mars 1793, déclarait que « les droits des patentes demeurent supprimés à compter du 1^{er} janvier de la présente année ; les revenus de l'industrie et autres, soumis aux patentes, seront pris en considération dans la contribution mobilière » (art. 5 du décret du 22 mars).

La protestation de cette assemblée rurale du Calvados trouve ainsi son fondement, dans le régime de faveur accordé aux négociants et industriels des villes. Une chose même nous étonne ; c'est de voir nulle autre assemblée présenter la même revendication, probablement parce que ce décret du 22 mars 1793 était encore généralement méconnu dans les campagnes.

Cette même assemblée de Ferrière-au-Doyen proteste également « contre les droits qui se perçoivent à l'échéance des successions directes ». La Révolution avait-elle donc innové en cette matière ? C'est ce que nous allons examiner brièvement. La législation des mutations était en 1789 déterminée par un édit de 1703. « Il est dû, disait-il, à toute mutation de propriété ou d'usufruit d'immeubles, rentes foncières et de tous autres droits réels et immobiliers, à l'exception néanmoins des successions *ab intestat* ou par testament et des donations faites en ligne directe par contrat de mariage en faveur des enfants qui se marient seulement » un impôt correspondant à la centième partie de l'héritage, ce qui lui fit donner le nom d'impôt du centième. Plus tard, en 1738, il subit une augmentation de 4 sols par livre soit 2 décimes.

Ici, comme en toute matière, la Constituante fit table rase de ce qui existait avant elle. Les 5 et 19 décembre 1790, elle abolit tous les droits de centième denier et contrôle et les remplaça par un droit unique d'enregistrement. En ce qui concerne les mutations par décès, cette loi apportait deux grands changements : elle assujettissait à l'impôt les transmissions mobilières et les successions en ligne directe précédemment affranchies du droit de centième denier. La quotité des droits était graduée suivant le degré de parenté depuis 5 sols jusqu'à 5 livres pour 100 livres. Les droits sur les immeubles étaient perçus sur la valeur entière des biens, sur les meubles, d'après

l'évaluation. Le tarif du droit sur l'usufruit était moitié du droit sur la pleine propriété. Une loi interprétative du 9 octobre 1791 n'apporta aucune modification à cet état de choses ; les successions directes devaient rester soumises à l'impôt.

En principe, aucun changement n'est apporté à une législation sans qu'elle détermine des protestations de la part des intéressés. Et quand ces modifications ont pour principal résultat d'aggraver les charges de l'impôt ou d'y soumettre des actes qui jusqu'alors en étaient exempts, on peut escompter que cela ne se fera pas sans de multiples et parfois très vives plaintes et résistances. Aussi, ne sommes-nous pas étonnés de voir l'Assemblée de Ferrière-au-Doyen demander l'abolition de ces droits nouveaux. Nous devrions même trouver fréquemment une semblable demande dans les procès-verbaux de 1793 si l'on tenait compte que la suppression des droits féodaux apportait une compensation en cette matière et qu'enfin ces droits n'étaient perçus qu'une fois. Or, lorsqu'on hérite, fût-ce même d'ascendants, les frais paraissent toujours plus légers.

Nous ne serions pas complet si nous ne signalions pas la réclamation que l'Assemblée de Valence (Gers) émit contre la loi sur l'emprunt forcé. L'année 1793 eut le triste honneur d'inaugurer ce procédé financier et Cambon en fut l'inventeur : « Je voudrais, disait-il, que la Convention ouvrit un emprunt civique d'un milliard qui serait rempli par les riches et les indifférents. » (Séance du 27 avril 1793.)

La proposition fut votée à la presque unanimité et Réal, nommé rapporteur du mode d'exécution. Celui-ci divisa les revenus en 3 classes : les revenus nécessaires, les revenus abondants, et le superflu.

« Le nécessaire, disait-il, est affranchi de l'emprunt, les revenus abondants le supportent d'une manière progressive jusqu'au maximum. Au delà du maximum, le superflu est acquis en entier pour l'emprunt, je fixe le nécessaire du père de famille, ou veuf avec enfants à 3.000 livres, celui du célibataire ou veuf sans enfants à 1.500 livres de revenu net. » Cette échelle de revenus nécessaires devait, du reste, être modifiée par la suite.

Il semble étonnant que cette loi d'exception, inspirée par des principes qui aboutissaient à dépouiller arbitrairement les familles considérées comme riches de la moitié ou des trois quarts de leur fortune, n'ait pas soulevé d'autre protestation que celle de Valence. Il ne faut pourtant pas s'en montrer trop surpris. En effet, il arriva ce qu'il arrive dans de pareils cas, lorsqu'on est en présence d'impôts arbitraires, l'argent que recherchait le gouvernement se déroba. On s'acquittait de l'impôt, non pas en numéraire, mais en valeurs mortes, comme les assignats. On peut expliquer aussi ce silence général par le désir bien légitime de ne pas passer pour riche. Ne pouvaient en effet légitimement dénoncer cet impôt que ceux qui en étaient atteints. C'était s'attirer les exigences des hommes du fisc de la Révolution, c'était aussi faire preuve d'esprit contre-révolutionnaire, et à cette

époque si troublée, l'effacement, le silence, étaient la meilleure assurance du lendemain.

II

LES ASSIGNATS.

Si l'on considère le trouble profond apporté à la vie économique de la nation par la dépréciation des assignats, il semble que cette question eût dû faire l'objet de nombreuses réclamations de la part des assemblées primaires de 1793. Il n'en est rien. C'est tout au plus si cinq à six procès-verbaux nous avertissent de cette perturbation inaccoutumée.

Ces quelques assemblées, disséminées à travers la France, n'ont du reste qu'une voix pour demander la diminution de la masse des assignats. C'est d'abord les habitants de Plouvara (Côtes-du-Nord) qui supplient la Convention « de presser le recouvrement des impositions en retard comme un moyen efficace d'affaiblir l'agiotage des assignats (1) ». L'assemblée d'Izeron (Rhône-et-Loire) « voudrait que l'assemblée ne fit point de nouvelles émissions de papier-monnaie sans s'être bien assurée qu'il y a une hypothèque suffisante pour lui donner une valeur réelle (2) ». Bien que ramassée, cette critique n'en est pas moins intéressante. Elle contient, en effet, à l'égard de la Convention, non seulement un reproche mais aussi un con-

1. *Arch. Nat.*, B. 11, 7, n° 83.

2. *Ibid.*, B. 11, 26, n° 92.

seil. Sous une forme indirecte, les électeurs d'Izeron protestent contre le procédé d'émission alors employé et qui consistait, ainsi que nous le verrons par la suite, à émettre sans discontinuer, selon les besoins et circonstances, une masse plus ou moins grande de papier, sans s'intéresser des garanties qui seules pouvaient lui donner un cours réel et durable. En conséquence, ils invitent la Convention à revenir à des procédés plus réguliers et plus conformes aux règles d'une sage administration.

A Ribiers (Hautes-Alpes), c'est à cause de la rareté des grains que l'assemblée « invite la Convention nationale à attaquer le mal dans sa racine, à diminuer par tous les moyens possibles la masse des assignats en circulation (1) ». Nous avons vu, en effet, combien sont nombreuses les revendications relatives aux subsistances. La plupart des procès-verbaux dénoncent comme cause primordiale de cette disette, les lois d'exception comme celle établissant le maximum. Mais il faut bien reconnaître, nous l'avons du reste déjà signalé, que la dépréciation des assignats n'était pas sans avoir contribué à l'aggravation de ce mal national. C'est bien du reste cette idée qu'expriment les habitants de Saint-Hilaire (Aude) lorsqu'ils signalent comme cause « de famine la perte énorme de 66 % qu'éprouvent les assignats (2) ». Dans le canton de Mugron (Landes) un des votants de la section de Doazit réclame « la suppression des petits

1. *Arch. Nat*, B. 11, 2, n° 77.

2. *Ibid.*, B. 11, 3, n° 144.

assignats (1) ». Pourquoi cette mesure. Parce que, d'après nous, les petits assignats de 20, 50, 100 livres, contribuaient plus que tous les autres à apporter les plus graves perturbations dans la vie journalière. Les assignats, de 500, 1.000 livres par exemple, plutôt rares dans les mains des classes travailleuses, devaient être utilisés, au début tout au moins, que dans des transactions et des paiements importants. C'est toujours ce même besoin de sécurité dans les affaires courantes qui fait demander à l'assemblée de Saint-Ciers-de-Canesse (Gironde) « que la masse des assignats soit diminuée et la monnaie de billon remise en circulation (2) ».

Nous avons présenté dans leur esprit et dans leur teneur, les diverses revendications relatives aux assignats. Il convient, maintenant, semble-t-il, d'en rechercher la justification. Pour cela, nous ne saurions mieux faire que d'exposer sommairement l'histoire assez mouvementée des assignats, depuis leur création jusqu'en 1793.

Les biens ecclésiastiques avaient été placés sous la main de la nation par le décret du 2 novembre 1789 ; les biens de la couronne appartenaient en principe à l'État, depuis que le mot de liste civile avait été officiellement prononcé (décret du 7 octobre 1789). L'Assemblée constituante jugea qu'il était temps d'utiliser ces richesses. En conséquence, elle ordonna

1. *Arch. Nat.*, B. 11, 15, n° 32.

2. *Ibid.*, B. 11, 4, n° 158.

l'aliénation des biens dont s'agit, pour une valeur de 400 millions, institua une caisse de l'extraordinaire chargée de centraliser le produit des ventes, et décréta l'émission d'assignats sur cette caisse jusqu'à concurrence du montant des immeubles à aliéner, afin d'alimenter immédiatement le trésor, sans attendre le résultat des adjudications (décrets du 19 décembre 1789 et 20 janvier 1790). Le 17 avril 1790, elle attribua « cours de monnaie entre toutes personnes, dans toute l'étendue du royaume » à ces 400 millions d'assignats.

Mais comme le disait Mirabeau dans son discours du 27 août 1790, la première émission n'avait été « qu'un remède passager et non une cure complète : le temps qui s'écoule ramène promptement les mêmes besoins ; ces besoins ramènent la même détresse ». Et l'orateur terminait en demandant que le montant des assignats en circulation s'élevât à deux milliards. En vain plusieurs députés enhardis par le danger n'hésitèrent pas à exposer avec franchise le fond de leur pensée : « Vous jetez, disait l'un d'eux, un milliard de papier à vos créanciers : ils n'ont ni pain, ni argent ! Il faudrait donc que votre papier devint du pain et de l'argent. Tout dans le gouvernement se changera en papier. Est-ce avec du papier qu'on paiera l'armée ? Est-ce avec du papier que vous mettrez en mer les vaisseaux qui attendent leur armement ? On dit que ces belles opérations sauvent la Révolution ; moi je dis qu'elles tuent la Révolution et l'assemblée nationale. » (Séance du 28 août 1790.)

Mais il fallait agir, le trésor était vide et les nécessités pressantes, aussi dans son décret des 29 septembre et 12 octobre 1790, l'assemblée décida que le montant des assignats en circulation s'élèverait non pas à 2 milliards, comme le demandait Mirabeau, mais au chiffre déjà suffisamment audacieux de 1.200.000 livres. Cependant on ne devait pas s'arrêter là. En 1791, s'appuyant sur ce seul motif : l'épuisement prochain du stock du papier-monnaie, Camus, au nom des comités, proposait de décréter immédiatement une émission supplémentaire de 600 millions. Le décret fut adopté séance tenante (séance du 19 juin 1791).

La barrière se trouvait dès ce moment grande ouverte ; il suffisait de déclarer la caisse vide pour qu'un nouveau flot de papier-monnaie vint la remplir. Désormais, on devait voter l'émission de 600 millions et plus d'assignats, comme on vote aujourd'hui un projet d'intérêt local. Les finances de la Révolution n'eurent plus d'autre histoire que l'histoire même des assignats.

L'Assemblée Constituante créa ainsi 1.800 millions d'assignats ; l'Assemblée législative, qui lui succéda du mois d'octobre 1791 à septembre 1792, ajouta à ce total 900 millions nouveaux. Sous la Convention, par suite du désordre des finances, les papier-monnaie devint la seule ressource du gouvernement. Le montant des assignats en circulation, qui en juillet 1794 était de 6 milliards 200 millions, devait atteindre 9 milliards 300 millions en avril 1795, 15 mil-

liards en août et 18 milliards et demi en octobre (1).

Sous cette dernière Assemblée, l'atelier de fabrication des assignats fut renforcé de 400 ouvriers. Les comités y firent activer si fièvreusement le travail qu'un jour une grève se déclara parmi ses artistes « exténués de besoin, qui sont à l'ouvrage depuis 6 heures du matin jusqu'à 8 heures du soir » écrivait le directeur de la fabrication.

Les émissions furent d'abord votées par la Convention en séance publique. Mais peu à peu, quand elles devinrent trop fréquentes et trop excessives pour supporter la publicité, les comités des finances et de salut public les décrétèrent seuls dans le secret de leurs réunions.

En présence de cette émission désordonnée, on conçoit sans peine qu'une énorme dépréciation de ce papier-monnaie était inévitable. Pour s'en rendre compte, il suffit de consulter le tableau officiellement annexé à la loi du 5 messidor an V (23 juin 1797) rendue après le retrait du papier-monnaie.

Ce tableau récapitule, avec toute l'authenticité possible, l'échelle des cours formés par chaque département sur son propre territoire et ceux de la trésorerie d'après la cote de Paris. Les cours relevés dans chaque département diffèrent en plus ou en moins, dans des proportions assez considérables, de ceux relevés par la Trésorerie. D'une manière géné-

1. Charles Gomel. *Les finances sous la Législative et la Convention*, t. II. Introduction.

rale, la province, pendant toute la durée du papier-monnaie, sauf dans certains départements de la frontière, cota des prix supérieurs à ceux de Paris.

Voici le résumé de ce tableau (1) :

Sous la Constituante en :

Janvier	1790	la cote des assignats était de 96 %.	
Juillet	—	—	95 —
Janvier	1791	—	91 —
Juillet	—	—	87 —

Sous la Législative en :

Octobre	—	—	84 —
Janvier	1792	—	72 —
Juillet	—	—	61 —

Sous la Convention en :

Septembre	—	—	72 —
Janvier	1793	—	51 —
Juillet	—	—	23 —

Nous devrions nous arrêter à cette date, car elle marque la limite de notre étude ; cependant nous croyons intéressant de donner la cote des assignats jusqu'aux derniers jours de leur existence.

Sous la Convention en :

Janvier	1794	la cote était de 40	%.
Juillet	—	—	34 —
Janvier	1795	—	18 —
2 juillet	—	—	2,97 —

1. STOURM : *Les finances de l'ancien régime et de la Révolution*, t. II, p. 311.

Sous le Directoire :

3 novembre	—	—	0,87 %.
1 ^{er} janvier	1796	—	0,54 —
1 ^{er} février	—	—	0,44 —
22 février	—	—	0,29 —

Il ne faut pas croire que cette chute progressive des assignats n'amena des troubles et des perturbations que dans les quelques départements où nous avons vu certaines assemblées primaires se plaindre à la Convention de ce fâcheux état de choses. Non, si certaines contrées pâtirent plus que d'autres, le malaise fut général et le discrédit des assignats amena partout un renchérissement effrayant des comestibles et des marchandises de toute nature. Ce qui le prouve surabondamment, ce sont les mesures d'exceptions auxquelles dut recourir la Convention. Cette assemblée constata le mal sans vouloir en reconnaître la véritable cause : elle attribua la décadence des cours aux manœuvres des ennemis de la République, aux Anglais, aux émigrés, aux agio-teurs. Soit dit en passant, elle ne se trompait que partiellement. En effet, les contre-révolutionnaires ne se firent qu'un jeu de fabriquer de faux assignats, qui, répandus en masse, ne contribuèrent pas peu au discrédit des premiers. Mais ce n'était pas là le seul motif. L'erreur de l'assemblée fut de ne voir que cette principale cause.

Pour combattre la baisse, les comités, comme la Convention, ne surent pas employer d'autre moyen

que la violence poussée jusqu'à l'extrême. Un premier décret avait interdit la vente du numéraire sur le territoire de la République et sur ceux qu'occupaient les armées françaises, sous peine de six ans de fer.

Toutes les transactions devaient s'effectuer en assignats et les personnes, convaincues d'avoir proposé ou arrêté des prix différents suivant que le paiement s'effectuerait en métal ou en assignats, devenaient aussi passibles de six ans de fer. Le décret du 11-16 avril 1793 ajoutait que « toute personne qui refusera des assignats en paiement, sera contrainte de les recevoir et condamnée à une amende égale à la somme refusée. Le 5 septembre, la Convention n'établissait pour les contrevenants aux précédentes dispositions, d'autre peine que celle de la mort.

D'autres procédés moins barbares destinés à arrêter cette dépréciation, méritent aussi d'être mentionnés. C'est d'abord la proposition de Cambon qui consistait à supprimer la caisse d'escompte et les sociétés par actions, d'abolir les lettres de change, de sévir contre les banquiers, etc...

C'est dans le même ordre d'idées que furent votées dans les premiers mois de 1793, la loi du maximum déjà vue et celle de l'emprunt forcée, combinée en vue de faire rentrer une masse d'assignats au trésor.

Ces mesures arbitraires ne pouvaient évidemment pas atteindre le but proposé. Elles nous montrent, en tous cas, la réalité de la crise soulevée par le discrédit des assignats et le bien-fondé des revendications des assemblées primaires de juillet 1793.

La Convention ne devait tenir aucun compte des observations qui lui furent présentées sur cette importante question, car les assignats représentaient alors l'unique instrument du salut. C'est cette opinion qu'exprimait plus tard Dubois-Crancé, lorsqu'il s'écriait : « Que les Français sachent bien qu'il leur faut l'assignat ou la mort. » (Séance du 4 ventôse, an IV.)

III

DROITS FÉODAUX

Les procès-verbaux nous font connaître que 16 assemblées primaires, dans 11 départements, profitèrent du vote sur la Constitution, pour réclamer la suppression définitive de tous les droits féodaux. Il semble qu'en juillet 1793, c'est-à-dire quatre ans après la célèbre nuit du 4 août, nous ne dussions pas trouver de semblables demandes. Pourtant ces revendications sont parfaitement justifiées, car les derniers vestiges du régime féodal ne disparurent qu'après la loi du 17 juillet 1793. Il est donc indispensable, pour apprécier sainement ces doléances des assemblées primaires, d'exposer auparavant les principaux traits de la législation qui, en cette matière, précéda cette loi du 17 juillet.

Le régime féodal subsista, comme État social, aussi longtemps que la monarchie à laquelle il était étroitement lié, et ses abus contribuèrent pour une large

part, à la ruine de l'ancienne société et de son gouvernement. Aux États généraux de 1789, les cahiers du tiers ordre, rédigés dans les paroisses sous forme de plaintes violentes et indignées, conçus en termes plus modérés dans les bailliages (où dominaient les gens de loi, et les petits propriétaires qui avaient souvent fiefs et censives) furent unanimes pour demander la suppression des privilèges de la noblesse et l'abolition de la plupart des droits seigneuriaux. Chaque village, la moindre agglomération écrivit ses doléances, ses demandes, son cahier propre, et il s'éleva une accusation universelle, immense « un de ces unissons suprêmes qui soufflent tous les mille ans et qui abattent pour toujours ».

Ces cahiers-là, ne s'inquiétaient guère de la forme à donner au pouvoir, des attributs qu'il convenait de lui reprendre, des contrôles dont il fallait l'entourer. Une chose unique les occupait, les remplissait : le régime féodal, les droits qu'il prélevait, les gênes et les abus qu'il engendrait. « Nous sommes véritablement serfs, esclaves des seigneurs, de vrais esclaves par les droits qu'ils nous font payer ; la féodalité est notre plus grand fléau, la nécessité de l'abolir est urgente : c'est le cri universel de toutes les paroisses. » (Tiers de Vannes, Rennes, Auxerre.)

Du reste, en beaucoup d'endroits, le clergé même s'associait pleinement à ces plaintes du tiers. Il constatait que les droits seigneuriaux portaient de très graves atteintes à la propriété, qu'ils étaient la principale cause de la misère des paysans, que « la barba-

rie féodale maintient les populations et l'agriculture dans un engourdissement mortel ».

Dans certains bailliages, la noblesse même reconnaissait ce fait lamentable et voulait y porter remède. Ainsi : « La noblesse de Dourdon entièrement convaincue de la nécessité de protéger l'agriculture demande qu'on s'occupe des moyens de faire disparaître, autant que possible, les traces du régime féodal. »

Nous ne croyons pas nécessaire de donner la liste de ces droits seigneuriaux car ils sont assez connus. Il nous suffira de dire que même sous Louis XVI, toutes sortes de procédés étaient employés pour en augmenter la redevance. « Les seigneurs, dit le cahier du Tiers de Rennes, étendent et augmentent leurs droits. Par menaces souvent effectuées, ils extorquent à des vassaux ignorants et timides, la reconnaissance de prétentions, tantôt douteuses, tantôt injustes. »

Aussi nous pensons avec M. Champion, que si de tristes attentats devaient être commis par la suite, il n'est pas douteux que l'insurrection avait de très sérieuses excuses, que sous prétexte de droits, peut-être légitimes à leur origine, les seigneurs et leurs agents avaient accumulé des fautes imprudentes, exercé une oppression lourde et que le délire passager dont ils furent les victimes avait été provoqué par une interminable série d'iniquités.

L'Assemblée Constituante, préoccupée surtout de faire prévaloir contre les résistances royales le principe de la souveraineté politique, ne réalisa pas im-

médiatement ce vœu général des campagnes. L'explosion soudaine des impatiences et des haines populaires précipita les choses. En juillet 1789, dans la plupart des provinces, surtout dans l'Est, depuis l'Alsace jusqu'en Provence, les châteaux brûlèrent, les titres féodaux furent détruits, les nobles ou leurs intendants brutalisés ou mis à mort. Ces pillages engendrèrent la *grand'peur* dans presque toute la France. C'est alors que dans cette nuit d'enthousiasme du 4 août où les nobles, moitié par calcul, moitié par entraînement, se joignirent au tiers État, le régime féodal fut détruit. Du moins l'article 1^{er} des décrets rédigés les 4-11 août le proclamait. Mais après l'avoir détruit entièrement, il le rétablissait en partie, puisqu'il distinguait des droits supprimés sans indemnité et des droits rachetables qui jusqu'au rachat, continueraient à être payés au seigneur.

C'est que la suppression des droits seigneuriaux qui pesaient sur la propriété foncière était une œuvre délicate, car aux abus évidents, se mêlaient des intérêts légitimes ; aux droits strictement seigneuriaux, étaient joints partout des droits fonciers qui n'avaient de féodal que la forme. Comment concilier à la fois l'affranchissement de la terre qui était décrété et le respect des contrats réguliers que suppose toute exploitation agricole et qui étaient précédemment intervenus entre nobles et paysans. La solution la plus raisonnable et la plus politique semblait être celle que demandaient quelques économistes, celle

que le duc de Savoie avait déjà appliquée à ses États, celle que plus tard devaient adopter d'autres pays féodaux, tels que l'Angleterre et l'Allemagne, c'est-à-dire le rachat par l'État de tous les droits des anciens seigneurs, le remboursement de leurs créances légitimes au moyen d'une indemnité dont l'État tout entier devait supporter la charge.

La Constituante envisagea autrement le problème et s'engagea dans une voie dangereuse. Elle crut faire œuvre de justice en distinguant parmi les droits qu'avaient les seigneurs sur la terre et les personnes, ceux qui étaient le résultat de l'asservissement imposé et ceux qui avaient été ou avaient pu être librement consentis entre les nobles et les roturiers. Les premiers ou droits personnels qui procédaient de la féodalité dominante, devaient être supprimés (chasse, déshérence, bâtarde). Ceux de la deuxième catégorie ou droits réels (cens, rentes, lots et ventes) que l'on présumait être sauf contraire le prix d'une ancienne concession, étaient seulement rachetables, soit par une somme d'argent, soit par une rente annuelle (décrets des 11 août 1789 et 15-28 mars 1790). C'était au débiteur de ces droits qu'incombait le soin de faire la preuve de l'usurpation, solution contraire au droit commun qui veut que le créancier fasse la preuve de sa créance par la présentation du titre. On rétablissait ainsi sous forme de droits fonciers, les impôts les moins vexatoires, mais les plus lourds de l'ancien régime, on grevait ainsi les paysans au profit du seigneur d'une charge qui semblait devoir

absorber la majeure partie des bénéfices réalisés par leurs travaux de culture : c'était perpétuer la fortune immobilière dans les mains de l'ancienne aristocratie, c'était consacrer la vieille formule : « Nulle terre sans seigneur. »

Jamais législation ne déclencha plus vive indignation. Elle mécontentait tout le monde. Les seigneurs ne voulaient pas l'accepter. Ils continuaient très souvent à percevoir les droits supprimés sans indemnité ; ils cherchaient aussi à entraver le rachat des droits rachetables quand les tenanciers le leur proposaient. D'autre part, les tenanciers déjà excités par les solennelles promesses d'août 1789 se plaignaient énergiquement à l'assemblée de la loi du 15-28 mars 1790, qui renversait, disaient-ils, le droit naturel. Il y eut dans tout le royaume un mouvement général de protestation qui tourna vite à l'insurrection comme au mois de juillet et d'août 1789.

L'Assemblée législative devait transformer complètement le système de la Constituante. Elle abolit avec plus de hardiesse tous les anciens droits usurpés, mais elle s'attaqua surtout aux droits réels. Si elle maintint le principe du rachat, elle n'en présuma plus la légitimité. La preuve n'incomba plus au débiteur, mais au créancier. Il fallait que celui-ci rapportât le titre primordial, de sorte qu'après avoir été impossible au débiteur, la preuve allait le devenir au créancier, beaucoup de titres très anciens ayant été brûlés ou perdus (décrets du 18 juin, 20 et 25 août 1792). C'était substituer la formule « Nul seigneur

sans titre » à celle bien moins naturelle de « Nulle terre sans seigneur ».

Telle était la législation en cette matière, lorsque les assemblées primaires furent appelées à se prononcer sur la Constitution. Les droits réels étaient donc conservés dès qu'ils étaient prouvés par le titre primitif du créancier. Et ce titre primitif étant présenté très rarement, il s'ensuivait une suppression de fait du régime seigneurial. Ce n'est pourtant pas l'avis de quelques assemblées qui réclament des mesures plus radicales, annonçant déjà les dispositions de la loi du 17 juillet 1793. Nous voyons ainsi les citoyens de Gurunhuel (Côtes-du-Nord) accepter la Constitution « sous la réserve d'être exceptés de toutes charges et rentes ci-devant sous le nom de chef rentes, rentes foncières et autres (1) ». Plus précise dans sa demande, la 2^e section de Cadouin (Dordogne) désire « une loi qui supprimât *sans indemnité* tous les cens et rentes, droits et devoirs seigneuriaux, utiles et honorifiques (2) ». Beaumont (Dordogne) exprime le même vœu. Les deux sections du canton de Lapleau (Corrèze) sont unanimes, elles aussi, à demander « que les rentes conservées, en vertu de titres primordiaux soient abolies sans indemnité (3). » A Chalus (Haute-Vienne) nous retrouvons le même désir. Là en effet, plusieurs citoyens tiennent à déclarer qu'en votant pour l'acceptation de la Constitution « ils

1. *Arch. Nat.*, B. 11, 7, n° 13.

2. *Ibid.*, B. 11, 8, n° 3.

3. *Ibid.*, B. 11, 32, n° 264-265.

avaient en même temps entendu voter pour la destruction absolue et l'extinction totale de tous restes de la féodalité, et ont demandé que leur déclaration fût mentionnée au présent procès-verbal. L'assemblée consultée sur cet objet a consenti unanimement qu'il en soit mention (1) ». De même à Bois-d'Aingt (Rhône-et-Loire) on vote « qu'il ne soit plus question à l'avenir d'aucun établissement de dîme, d'aucuns droits féodaux censuels, casuels et sous quelles dénominations, ainsi que tous droits seigneuriaux quelconques (2) ». Au Cheylard (Ardèche) « l'assemblée a juré... qu'elle ne souffrira jamais le retour des privilégiés, des dîmes, des rentes, des lots, ni d'aucun droit féodal (3) ».

L'assemblée de Saint-Trivier (Ain) veut « qu'un feu de joie soit fait de tous terriers et titres féodaux généralement quelconques, en signe de triomphe de l'égalité et de l'entière propriété (4) ». Cette demande d'une mesure si radicale ne doit pas étonner. En effet, comme après la loi du 20 août 1792, les tribunaux contestaient souvent l'authenticité des titres, beaucoup de seigneurs remettaient leurs archives en état. Des agents d'affaires sans scrupules, rompus à la chicane, commissaires à terriers, se mettaient au service des seigneurs, entreprenant même des recouvrements à forfait. En même temps que des procès sans

1. *Arch. Nat.*, B. 11, 32, n° 16.

2. *Ibid.*, B. 11, 26, n° 12.

3. *Ibid.*, B. 11, 32, n° 16.

4. *Ibid.*, B. 11, 1, n° 83.

nombre, il devait sortir de ces procédés une nouvelle explosion de haine contre tout ce qui se rattachait à la féodalité. On comprend le mécontentement de ceux qui étaient obligés de racheter certains droits féodaux, alors que les habitants de la seigneurie voisine par un heureux hasard, s'en voyaient exemptés. C'était pousser les premiers à détruire, à faire disparaître par tous les moyens, les titres invoqués contre eux. La tranquillité du pays, la justice même exigeaient des mesures plus radicales. C'est ce que fit la Convention. Par son décret du 17 juillet 1793, elle supprima toutes les redevances seigneuriales, même celles que la Législative avait conservées dans son décret du 25 août 1792 et quand bien même elles eussent été réellement le prix d'une concession de terre. Elle décréta en même temps le brûlement de tous titres, chartes et reconnaissances. Par la suppression sans indemnité de droits seigneuriaux et même domaniaux, les assemblées révolutionnaires avaient ainsi transféré au tenancier par le seul effet de la loi, la propriété libre et absolue.

Beaucoup d'assemblées primaires parmi celles qui se réunirent, le 21 ou 27 juillet, durent connaître cette loi du 17 juillet (1). C'est à ce fait qu'il faut pro-

1. Voici quelques chiffres. Ille-et-Vilaine : 52 assemblées tenues le 28 juillet ; Finistère : 62 du 28 au 30 juillet ; Calvados : 65 le 28 juillet ; Côtes-du-Nord : 38 le 28 ; Haute-Loire : 35 le 28 ; Basses-Alpes : 7 le 28 juillet, les autres (37) les 4 et 11 août ; toutes les assemblées des Hautes-Alpes votèrent le 28 juillet ; le Midi tout entier vota le 21 ou après même le 21, etc...

blement attribuer le petit nombre de revendications sur un sujet aussi intéressant pour la classe paysanne.

Mais voici qu'à propos des droits féodaux, les antagonismes de classes apparaissent ; la suppression de la dîme n'a profité qu'aux propriétaires ; métayers et journaliers en réclament le bénéfice. Les procès-verbaux de sept assemblées se font l'écho des doléances de cette dernière classe de travailleurs.

En effet, si la loi du 18 mars 1790 supprimait sans indemnité les dîmes ecclésiastiques comme n'étant que des contributions volontaires, transformées plus tard en impôts, elle déclarait seulement rachetables, les dîmes inféodées qui se transmettaient entre les mains des laïques comme des propriétés. A son tour, l'article 5 de la loi d'août 1792, déclarait comme « non avenues toutes les dîmes inféodées en tant qu'elles tiennent de la nature des redevances féodales ou censuelles à moins qu'elles ne soient prouvées être le prix d'une concession primitive de fonds et dans ce dernier cas, les redevables doivent les acheter ». L'article 17 du même décret ajoutait : « Ne sont point compris dans le présent décret, les rentes, champarts et autres redevances qui ne tiennent point à la féodalité et qui étaient dues de particuliers à particuliers, non seigneurs ou possesseurs de fiefs. »

Les rentes et redevances purement foncières étaient ainsi maintenues. De plus, les propriétaires de terres soumises au paiement tant de la dîme que des autres droits féodaux, se déchargeaient du soin d'acquit-

ter ces redevances, sur leurs fermiers et métayers en diminution du prix du bail. C'était là, une pratique constante. Les diverses assemblées révolutionnaires devaient beaucoup s'intéresser au cours de leur existence au sort des propriétaires. Aussi quand la Constituante leur eut imposé l'obligation du rachat des droits féodaux et qu'elle eut mis à leur charge le paiement des nouveaux impôts, elle leur accorda à titre de compensation, les 12 décembre 1790 et 25 avril 1791, l'autorisation de percevoir désormais à leur profit, les dîmes et les anciennes redevances seigneuriales.

La loi du 25 août 1792, en supprimant les dîmes inféodées et les autres droits censuels, non prouvés par un titre primitif, ne devait rien changer à cet état de choses. En effet l'article 14 de ce décret, nous fait connaître que « les dispositions de la loi des 10-25 avril 1791, qui règle le mode par lequel les fermiers et propriétaires, s'arrangeront entre eux pour la dîme supprimée, au paiement de laquelle les fermiers étaient soumis, suivant l'usage ou les pactes de leur bail en sus du prix de la ferme, seront communes et exécutoires entre les fermiers et propriétaires de terres soumises aux divers droits féodaux et censuels, tels que champart, terrier et autres, supprimés sans indemnité par le présent décret et dont le paiement était aussi à la charge dudit fermier, en sus du prix du bail ».

On comprend ainsi, que tant en raison des engagements contractés antérieurement avec les proprié-

taires, que des nouvelles exigences de ces derniers, les métayers et fermiers n'avaient encore en 1793 bénéficié que dans une faible mesure, des diverses réformes votées par les assemblées révolutionnaires. Les propriétaires avaient remplacé les seigneurs dans leurs droits et peut-être aussi dans leurs exactions. On comprend donc les réclamations de ces paysans déçus dans leurs espérances les plus légitimes.

Écoutons parler les quelques assemblées qu'a émues une semblable iniquité. A Villemur (section de Villandier, Haute-Garonne) un membre « a proposé de demander à la Convention Nationale de vouloir supprimer la dîme que les propriétaires prélèvent encore sur les menateurs, cultivateurs et bordiers ; cette motion mise aux voix, il a été unanimement convenu par l'Assemblée de s'en référer à la Convention (1) ». Les deux sections du canton de Villebrunier (Haute-Garonne) ont moins de confiance ou plus de volonté. Elles ont en effet délibéré « de demander à la Convention qu'elle fasse profiter les métayers de la suppression de la dîme, concurremment avec les propriétaires, afin que les avantages de la Révolution soient répartis le plus justement possible (2) ». Dans le centre, la première section d'Ayen (Corrèze). sollicite « le rapport du décret qui autorise les propriétaires à prendre la dîme, sauf aux propriétaires et colons de faire entre eux les conventions qu'ils ju-

1. *Arch. Nat.*, B. II, 11, n° 143.

2. *Ibid.*, B. II, 11, n° 98.

geront à propos (1) ». Jars (Cher) constate seulement que la dîme revit sous d'autres noms (2). Dans l'Allier, l'assemblée de Saint-Pourçain (*extra muros*) montre une certaine défiance à l'égard des propriétaires, dont elle paraît redouter les exigences futures. Elle exprime en effet le vœu, « que la Convention Nationale s'occupe de l'amélioration du sort des cultivateurs, notamment de la suppression de la dîme recréée sur eux par les lois des 12 décembre 1790 et 24 avril 1791, en leur fixant une portion à payer dans la contribution foncière, proportionnée aux charges respectives du propriétaire et des cultivateurs pour soustraire le sort de ces derniers aux vexations que l'arbitraire et la cupidité pourraient exercer contre eux (3) ».

Dans l'Aveyron, les journaliers agricoles du canton de le Dergue, nous font connaître leurs doléances. C'est un des rares procès-verbaux où il est fait une mention spéciale des sans propriétés. Ici, c'est le secrétaire de l'assemblée qui parle en leur nom : « Avant la clôture du présent procès-verbal, se sont présentés un grand nombre de citoyens assemblés, de ceux connus autrefois de la dernière classe, travailleurs journaliers, forcés dans cette contrée de travailler le bien d'autrui et y jeter quelques semences, qu'ils se sont procurés à la sueur de leur front, et parce que le propriétaire du fonds perçoit sur les

1. *Arch. Nat.*, B. II, 6, n° 242.

2. *Ibid.*, B. II, 6, n° 232.

3. *Ibid.*, B. II, 1, n° 322.

fruits les droits ci-devant connus décimaux et seigneuriaux, que par ce moyen, il ne leur reste presque rien et ne croient pas profiter des avantages de la loi qui supprime de pareils droits; attendu qu'à leur désavantage, ils sont toujours exactement perçus, ils supplient la Convention Nationale par mon organe, d'expliquer d'une manière décisive cette loi, de façon qu'à l'avenir ces droits ne soient plus perçus, puisqu'il est impossible de penser que le propriétaire soit jamais tenu de les payer, ce qu'ils veulent défendre jusque dernière goutte de leur sang, entendu (?) la rentrée de la ci-devant noblesse dans la République (1). »

La loi du 17 juillet 1793 ne faisait en cette matière que maintenir l'ancienne législation. Cependant, il appartenait à la Convention de donner suite aux revendications si légitimes de ces modestes travailleurs de la terre, et de les faire participer aux bénéfices résultant de la suppression des droits féodaux.

En effet le décret du 27 nivôse an II supprimait la dîme tant pour les propriétaires que pour les colons et cette disposition fut renouvelée le 1^{er} brumaire an II dans un décret qui, complétant le premier, défendait expressément d'exiger des colons ou métayers, aucune dîme, ni prestations seigneuriales quelconques.

1. *Arch. Nat.*, B. II, 3, n° 270.

IV

POIDS ET MESURES

Pour être complet dans notre exposé des revendications économiques émises en juillet 1793, nous devons signaler le fait que l'unité des poids et mesures fut réclamée dans trois assemblées primaires : A Anse (Rhône-et-Loire) à l'unanimité (1) ; au Dergue (Aveyron) par les journaliers présents (2) ; à Boissize-la-Bertrand (Seine-et-Marne) par 169 votants sur 241 (3).

Nous ne saurions rappeler ici tout le chaos des mesures bizarres employées par nos pères. Ces mesures du reste, variaient d'une province à l'autre. Parmi les plus connues était la toise, unité de longueur valant 6 pieds, le pied se divisant en 12 pouces, le pouce en 12 lignes, la ligne en 12 points. Sous le règne d'Henri II, avait été créé par ordonnance une nouvelle mesure pour les étoffes, appelée aune. Valant au début, 3 pieds, 7 pouces, 10 lignes elle devait par la suite avoir des valeurs différentes dans les diverses provinces qui l'utilisèrent. Pour les surfaces de peu d'étendue, on se servait de la toise carrée, du pied carré, du pouce carré. Pour les mesures agraires, on avait l'arpent, la perche. Dans le commerce,

1. *Arch. Nat.*, B. 11, 26, n° 90.

2. *Ibid.*, B. 11, 3, n° 270.

3. *Ibid.*, B. 11, 29, n° 84

on mesurait les céréales, les légumes, au moyen du stère, du boisseau ; pour les liquides on utilisait le muid, la peinte, le velte ; l'unité de poids était la livre.

Du moment où les assemblées révolutionnaires après avoir supprimé les anciennes divisions administratives, s'attachaient à détruire l'esprit particulariste sous toutes ses formes, la création d'un système unique de poids et mesures, plus conforme à la vie d'une nation moderne, devenait une impérieuse nécessité.

Il ne faut pourtant pas s'étonner qu'une semblable réforme ait intéressé si peu d'assemblées primaires. Comme nous l'avons indiqué au cours de notre étude, nos ancêtres étaient très attachés à leurs coutumes qui répondaient à leurs besoins et à des habitudes séculaires. Que pouvait leur importer ces bizarreries, alors que le commerce était tout à fait régional et que chaque province formant un petit État particulier, avec ses traditions, ses mœurs, son langage n'avait que peu de relations avec les provinces voisines dont chacune conservait avec soin sa propre individualité.

Cependant, il ne faut pas croire que cette demande d'un système unique de poids et mesures fût une nouveauté. Sans remonter plus haut dans notre histoire, nous voyons déjà, en 1670, l'astronome Jean Picard proposer une réforme radicale dans les poids et mesures de l'État, en prenant comme point de départ la longueur du pendule simple dont chaque oscillation a la durée d'une seconde. Cette proposi-

tion fut écartée, à cause des difficultés qu'on s'attendait à rencontrer lorsqu'on voudrait heurter de front des habitudes déjà invétérées.

Il appartenait à la Révolution, de faire ce que la royauté avait redouté d'entreprendre. A cet effet, la Constituante vota le 8 mai 1790, sur la proposition de Talleyrand, la nomination d'une commission spéciale. Celle-ci remaniée par la suite, déposa, le 19 mars 1791, un rapport concluant à l'adoption comme unité de mesure, du mètre ou dix-millionième partie du méridien terrestre. Bien que le 1^{er} août 1793, un décret rendu par la Convention déclarât obligatoire au bout d'un an, le nouveau système des mesures, la fixation légale de la valeur du mètre devait résulter seulement de la loi du 19 frimaire an VIII (10 décembre 1799). Du reste quoique définitivement établi, le système métrique se répandit avec une certaine lenteur. Le peuple continua longtemps à suivre ses anciennes habitudes, à tel point qu'un arrêté ministériel du 28 mars 1812 finit par autoriser l'emploi de mesures transitoires. Ce fait nous autorise à penser que les trois assemblées d'Anse, de Dergue et de Boissize-la-Bertrand sont une exception et que leurs revendications ne traduisent pas l'opinion de la généralité des Français de 1793.

V

BIENS NATIONAUX

Du reste, il n'y a pas toujours de rapport entre l'importance ou l'actualité des questions et le nombre des revendications dont elles sont l'objet. C'est ainsi, que sur l'importante question des biens nationaux une seule manifestation nous est connue : celle de Quinsac (Gironde). Cette assemblée revisa la Constitution et compléta l'article 122 de la garantie des droits : « la Constitution garantit la liberté, l'égalité... etc. », par l'addition suivante : « l'aliénation faite et à faire des biens nationaux ou déclarés comme tels (1) ».

Nous trouvons ici une manifestation de cette crainte de la loi agraire qui, durant la Révolution, devait hanter bien des esprits. Il fut certes émis des idées égalitaires, car il n'y aura jamais de réformes d'une grande portée sociale sans que les utopistes n'y apportent la contribution de leurs rêveries. L'idée d'un partage des terres fut bien formulée par quelques écrivains et orateurs, mais ce fut sans aucune influence, car aucun parti ne s'en réclama. Si nous voyons ainsi l'abbé de Courmont demander le partage égal des biens entre tous les citoyens parce qu'ils « sont tous frères, membres de la même famille, ayant tous les mêmes droits aux mêmes héritages », il ne faut

1. *Arch. Nat.*, B. II, 12, n° 128.

pas conclure de ce fait, que les opinions égalitaires de ce membre de la Constituante étaient celles de l'Assemblée elle-même.

En effet, la Constituante fut bien réduite au cours de son existence à porter atteinte à des droits certainement légitimes, mais nous ne croyons pas qu'elle se montra jamais hostile à la propriété foncière. L'article 17 de la Déclaration des droits de 1789, posait le principe de l'inviolabilité des propriétés et le décret du 5 juin 1791 déclarait même comme article constitutionnel qu'« aucun engrais, meuble, ustensile, bestiaux servant au labourage ne pourra être saisi ou vendu pour cause de dettes, si ce n'est pour l'acquittement de la créance du propriétaire, vis-à-vis du fermier ».

Cette attitude de la Constituante, au regard de la propriété, devait rester celle des autres assemblées révolutionnaires. Chaque fois qu'elles furent amenées à parler de la propriété, ce fut pour déclarer qu'il n'était pas permis d'y toucher. C'est ainsi que dès sa première séance, la Convention place solennellement les propriétés sous la sauvegarde de la nation ; elle vote ensuite un décret qui établit la peine de mort « contre quiconque proposerait une loi agraire ou tout autre subversive des propriétés territoriales, commerciales et industrielles ». Le 26 avril 1793, elle vote le projet de déclaration girondine qui proclame que « le droit de propriété consiste en ce que chacun est le maître de disposer à son gré de ses biens, de ses capitaux, de son in-

dustrie. Nul ne peut être privé d'une portion de sa propriété sans son consentement, si ce n'est pour cause d'utilité publique légalement constatée et avec une juste et préalable indemnité ».

Cependant les bruits de lois agraires devaient persister longtemps. C'est que dans leur mauvaise foi, les divers partis se renvoyaient les uns aux autres l'accusation de tendre à la loi agraire comme un moyen de ruiner leur crédit. Aussi bien, si les Girondins s'efforcèrent de discréditer les Jacobins, les contre-révolutionnaires s'efforcèrent-ils de discréditer les Jacobins par le même procédé (1).

La chute des Girondins, qui formaient l'élément modéré de la Convention, devait encore aviver cette crainte du partage. C'est ce nouvel état d'esprit des populations qui sans aucun doute donna naissance à la réclamation de Quinsac.

Pourtant, la déclaration montagnarde annexée à la Constitution du 24 juin 1793, ne contenait aucune disposition où l'on puisse relever quelque idée égalitaire. Aussi, en demandant une consécration nouvelle des aliénations faites ou à faire des biens nationaux, cette assemblée primaire faisait acte de défiance, vis-à-vis de la Montagne désormais toute-puissante. Ce parti, qui s'était surtout attaché à faire de la surenchère démagogique devait désormais s'opposer avec une extrême énergie à toute manifestation tendant à un supplément de révolution.

1. M. Deschamps, dans son *Cours d'Histoire des doctrines économiques*.

CONCLUSION

Nous avons épuisé le contenu des procès-verbaux des élections de juillet 1793, tout au moins en ce qui concerne les questions économiques. Nous avons ainsi atteint le but que nous nous étions proposé au début de cette étude.

Cependant, nous croyons devoir indiquer brièvement la portée générale qu'il convient à notre avis infime d'attribuer à l'ensemble de ces revendications. Elles n'émanent, nous l'avons vu, que d'une infime minorité d'assemblées primaires. Les plus nombreuses, celles relatives au décret du 7 mars, ne dépassent pas 103 ; la question religieuse en a provoqué davantage, elle a ému 130 assemblées. Ce n'est pas là un mouvement d'opinion comparable à celui qui se manifesta en France, durant les premiers mois de 1789. Aussi bien ne doit-on pas chercher dans ces diverses revendications, pour des raisons diverses et évidentes dont quelques-unes ont été indiquées au cours de ce travail, l'état de l'opinion sur les questions auxquelles elles se rapportent.

Certainement, les renseignements que nous donnent

les procès-verbaux des élections de 1793 sont très intéressants et suggestifs, mais pour permettre toute généralisation ils demanderaient à être corroborés par une étude d'ensemble de toutes les manifestations de l'opinion sur les questions économiques à cette époque.

Vu : le Président de la thèse
DESCHAMPS

Vu : le Doyen,
P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-recteur de l'Académie de Paris
L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.	5
-----------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I. — Ce que furent les Assemblées primaires de juillet 1793.	11
CHAPITRE II. — Formes que revêtirent les revendications économiques des Assemblées primaires en juillet 1793	23

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I. — Revendications relatives au décret du 7 mars 1793, portant abolition du droit de disposer de ses biens en ligne directe et établissant l'égalité successorale	31
CHAPITRE II. — Revendications relatives au partage des communaux (décret du 10 juin 1793)	60
CHAPITRE III. — Revendications relatives au décret du 4 mai 1793, portant la fixation d'un maximum et réglementant le commerce des grains	80
CHAPITRE IV. — Questions diverses :	
1 ^o Fiscalité de la Révolution.	131
2 ^o Les assignats	155
3 ^o Les droits féodaux	164
4 ^o Poids et mesures.	178
5 ^o Biens nationaux	181
Conclusion	184

